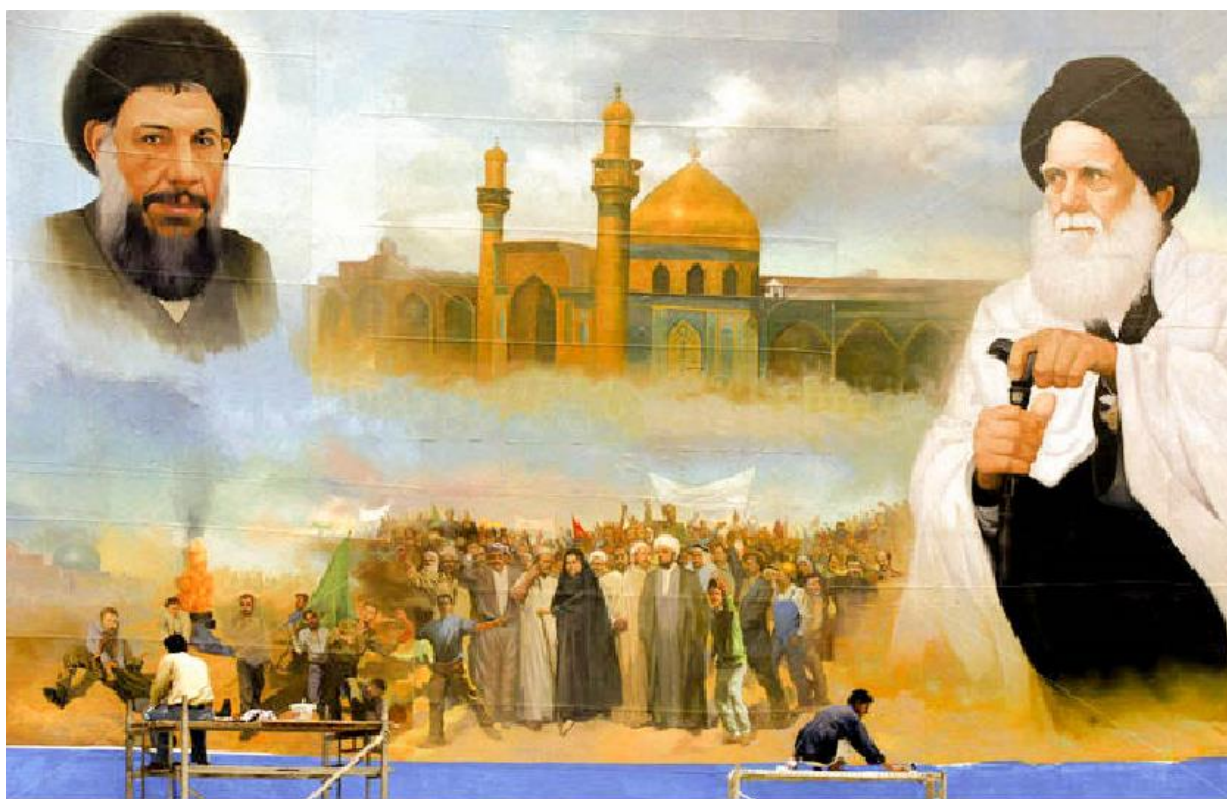


Mémoire de recherche

Les révoltes chiites en Irak de 1977 à 1980.



Présenté et soutenu par :

Sabrine LAKHRAM

Sous la direction de MM. Pierre Vermeren et Philippe Pétriat

Professeurs à l'Université Paris I Panthéon-Sorbonne

Année universitaire 2016-2017

Page de garde : Des artisans Irakiens peignent une peinture murale représentant une manifestation chiite avec en arrière-plan la mosquée de l'Imam Ali à Najaf et les portraits de Muhammad Bakr el Sadr (gauche) et de Abu el Qasim Kho'i (droite) dans la ville de Sadr City.

Source : <http://www.alamy.com/stock-photo/mohammed-al-sadr.html>

Remerciements

En premier lieu, j'adresse mes remerciements à MM. Pierre Vermeren et Philippe Pétriat pour leurs présences bienveillantes, et leurs conseils qui m'ont guidée dans mon travail.

J'aimerais saluer mes amis qui ont su m'écouter et m'encourager pendant les moments de doutes et de difficultés.

Je remercie également ma famille et plus particulièrement ma mère à laquelle j'adresse toute ma gratitude pour sa patience, sa foi en moi et ses encouragements quotidiens qui m'ont donnée la force et la motivation pour avancer.

Enfin, je témoigne toute ma reconnaissance à ma sœur pour l'énorme service rendu, sans lequel je n'aurai, sans doute, pas pu mener à bien ce travail.

Sommaire

Remerciements	3
Sommaire	4
Introduction	6

Première partie : Le clergé chiite et le Baath : « De la confrontation pacifique à la confrontation sanglante »

I - Un contexte tendu avant la révolte	15
A - Le clergé chiite face au recul du religieux dans la société	15
B - Du religieux à l'activisme politique	19
C - Confrontation avec le Baath	27
II - La révolte du 5-6 février : l'émergence d'une nouvelle force spontanée	33
A - Déroulement de la révolte	33
B - Interprétation et réponse du Baath	37
III - Le temps de l'apaisement	41
A - Utilisation des références religieuses	41
B - Contrôle et surveillance des chiites dans les appareils d'Etat	46
Conclusion	49

Deuxième partie : Les conséquences de la révolution islamique sur l'activisme chiite irakien.

I - Les conséquences de la révolution islamique iranienne en Irak	52
A - L'émergence de Muhammad Bakr al Sadr comme figure de l'opposition	52
B - L'activisme de la <i>Da'wa</i>	57
II - Juillet 1979, Saddam Hussein président : un tournant pour l'activisme chiite	65
A - Fin des troubles et isolement de Muhammad Bakr al Sadr	65

B - Nouvelle stratégie de la <i>Da'wa</i> : violences individuelles et actes terroristes	68
III - La mort de Muhammad Bakr al Sadr et ses conséquences	72
A – Le tournant d’Al Mustansiriya	72
B - Conséquences de la mort de Muhammad Bakr al Sadr à l’étranger	75
Conclusion	78
Inventaire des sources	80
Bibliographie	82
Annexes	84
Tables des matières	123

Introduction

« Mon intérêt à étudier les chiïtes d'Irak, s'est manifesté lors de la guerre Iran-Irak en 1980-88, lorsque comme d'autres observateurs, j'ai été intrigué par le combat féroce entre les chiïtes d'Iran et leurs coreligionnaires d'Irak qui constituaient la majorité des rangs de l'infanterie irakienne. »¹

Le choix du sujet

Cette citation de Yitzhak Nakash tirée de son livre *The Shi'i of Iraq*, résume mon choix d'étudier les chiïtes d'Irak et plus particulièrement l'histoire des révoltes chiïtes d'Irak à la veille de la guerre irano-irakienne à savoir de 1977 à 1980.

En effet, je me suis d'abord intéressée à l'histoire de la guerre irano-irakienne. Mais très vite, je me suis posée la question de la place de la religion dans cette guerre. Existait-il un chiïsme unique, commun aux chiïtes Irakiens et Iraniens ou est-ce qu'il était question de plusieurs chiïsmes dont l'un dominait l'autre. Ce sont autant de questions qui m'ont poussées à m'interroger sur les spécificités du chiïsme irakien et sa relation avec le pouvoir.

Ma recherche de sources s'est donc orientée vers les archives traitant du chiïsme irakien dans les années 1970. Au centre des archives diplomatiques de la Courneuve, j'ai trouvé des archives qui portent sur une révolte chiïte en 1977 ainsi que sur différents incidents relatifs à la communauté chiïte. Ceci suggérait l'idée de l'existence d'une opposition chiïte et de mouvements de contestation.

Grâce aux conseils de Monsieur Pétriat j'ai finalement défini mon sujet de recherches aux révoltes chiïtes en Irak de 1977 à 1980. Il s'agit de deux révoltes, une première qui éclate le 5 février 1977 et une seconde qui a lieu fin mai 1979. L'intérêt premier d'étudier ces deux révoltes réside dans le fait que l'une est antérieure et l'autre postérieure à la révolution islamique d'Iran, ce qui permet de mettre en évidence le particularisme chiïte irakien.

J'ai choisi d'étendre mon étude de la première révolte de février 1977 jusqu'à la mort de

¹ Yitzhak NAKASH, *The Shi'i of Iraq*, Princeton, Princeton University Press, 1994 : « My interest in writing on the shi'is of Iraq grew out of the Iran-Iraq war of 1980-1988, when like other observers I was puzzled by the fierce fighting between shi'is of Iran and their coreligionists of Iraq, who were said to form the majority of the rank and file of the Iraqi infantry »

Muhammad Bakr al Sadr en avril 1980. Au début des années 1980, Muhammad Bakr el Sadr, était un personnage inconnu en Occident, ainsi qu'au Moyen-Orient, où il était, pour quelques universitaires, l'auteur du livre *Iqtisaduna* et celui qui fut exécuté par Saddam Hussein. Cette image changea à la fin des années 1980, où grâce à ses disciples et aux religieux irakiens réfugiés en Iran, il acquit une renommée dans le monde arabe et en Occident².

L'historien palestinien Hanna Batatu est le premier chercheur à s'intéresser à ce personnage en lui consacrant un article dans le journal *The Middle East Journal*, où il souligne son importance dans l'activisme chiite irakien³. En Occident, l'intérêt porté à Muhammad Bakr al Sadr grandit avec la traduction de son livre *Iqtisaduna* en allemand. En France, la revue Cahiers de l'Orient lui consacre un long dossier intitulé « Aux sources de l'islamisme chiite-Muhammad Baqer as-Sadr »⁴.

Toutes ces études confirment son importance dans l'histoire de l'activisme chiite irakien, il est donc indispensable de le présenter, ne serait-ce que brièvement, aux lecteurs de ce mémoire. Selon ses biographes arabes, Muhammad Bakr al Sadr est né le 1^{er} mars 1935 à Kazimayn. Sa famille, réputée pour son importance religieuse, est originaire d'un village du sud du Liban. Son père meurt alors qu'il n'a que deux ans. Ce sont son grand frère et son oncle maternel Murtadha al Yasin qui assurent son éducation. En 1945, sa famille s'installe à Najaf, où il entame des études de théologie⁵.

Dans les années 1950, Najaf est marquée par une confrontation intellectuelle entre les communistes et les milieux traditionnalistes religieux. Encore jeune étudiant Muhammad Bakr al Sadr vit la lutte entre ces deux mouvances, qui font définitivement forger sa pensée intellectuelle. De l'idéologie communiste il tirera l'idée de « la question sociale » qu'il développera dans ses écrits, et de son éducation religieuse traditionnelle, il tirera une formation solide dans les sciences islamiques et plus particulièrement dans la jurisprudence.

Ainsi, bien qu'étant un religieux issu de l'université de Najaf, il entend s'inscrire dans son époque et composer avec les idéologies de son temps, ici réside toute l'originalité de sa pensée. Ses ouvrages majeurs qui incarnent cette pensée sont *Iqtisaduna* où il présente l'économie islamique, avec des termes marxistes, comme la meilleure des économies capable de répondre aux problèmes de la société. Dans son livre *Falsafatuna*, il s'efforce à démontrer aux chiites irakiens, ayant été séduits par les idées communistes, les failles de la pensée matérialiste.

Auteur prolifique, Muhammad Bakr al Sadr participe activement au renouveau islamique

² Chibli MALLAT, *The Renewal of Islamic law : Muhammad Baqer as-Sadr, Najaf, and the Shi'i International*, Cambridge, Cambridge University Press, 1993.

³ *Ibid.*

⁴ *Ibid.*

⁵ *Ibid.*

chiite. Il écrit un grand nombre d'ouvrage sur la jurisprudence, l'exégèse du coran mais aussi des analyses historiques concernant l'histoire du chiisme, enrichissant ainsi considérablement la littérature chiite. Mais sa plus grande production intellectuelle, reste la théorisation de l'idée d'Etat islamique selon la doctrine chiite, notamment à travers des traités qu'il rédige à la fin de sa vie.

En effet les années 1950-1960 sont marqués par le renouveau d'un islam politique sunnite dans le monde arabo-musulman amorcé par l'organisation des Frères musulmans d'Egypte. Concernant le renouveau islamique dans le monde chiite, on pense immédiatement à la révolution islamique d'Iran, cependant penser de la sorte, c'est ignorer l'histoire d'un militantisme chiite irakien antérieur à la révolution islamique.

J'aimerais ici attirer l'attention des lecteurs de ce mémoire sur l'utilisation des termes que j'emploierai pour qualifier ce militantisme chiite. Je privilégierai les termes de militantisme, activisme ou opposition religieuse et j'éviterai le terme « d'islamisme ». Car j'estime qu'il est difficile aujourd'hui d'utiliser ce terme en raison des nombreuses connotations dont il est porteur.

L'histoire du chiisme et du pouvoir : une relation mitigée

L'existence d'une opposition chiite au pouvoir nous pousse à nous questionner sur la nature des relations entre le clergé chiite et le pouvoir baathiste alors en place dans les années 1970. Les rapports avec le pouvoir, considéré comme « illégitime » par le clergé chiite, ont toujours constitué l'une des préoccupations majeures des *uléma* chiites. Après la grande occultation de l'Imam ou *ghrayba kubra* en 874, les religieux chiites d'efforcent de bâtir une continuité religieuse pour combler la vacance spirituelle laissée par l'Imam⁶.

Cette période est marquée par l'avènement des premiers pouvoirs chiites. La dynastie chiite des vizirs Bouyides qui dominant l'ouest de l'Iran et une partie de l'Irak de 935 à 1055, a été la première à propager l'idée d'un chiisme duodécimain⁷ à travers le développement d'infrastructures religieuses. Cependant les Bouyides étaient dans l'incapacité de s'affirmer véritablement en tant que chiites duodécimains car cela aurait remis en cause le pouvoir califal sunnite et donc leur propre pouvoir. Ils témoignèrent donc seulement une sympathie et une protection au chiisme duodécimain mais non une reconnaissance doctrinale officielle. Plusieurs autres dynasties chiites se sont établies en Irak comme les Hamdanides au X^{ème} siècle et les Mazyadides qui gouvernèrent le sud de l'Irak de 1012 à 1150⁸. Ces pouvoirs chiites n'ont pas été assez influents et assez durables pour permettre l'élaboration d'une doctrine chiite.

⁶ Pierre-Jean LUIZARD, *Histoire politique du clergé chiite*, Paris, Fayard, 2014.

⁷ Désigne la branche des chiites qui croient en l'existence de douze imams.

⁸ Pierre-Jean LUIZARD, *op. cit.*

Le cadre favorable pour en élaborer une va être trouvé par les *uléma* chiites dans l'empire safavide avec l'instauration du chiisme duodécimain comme religion officielle par Ismaël Chah au XVIème siècle. Très vite, les *ulémas* chiites s'érigent en héritiers des imams en élaborant l'idée de *na'ib el imam* ou représentant de l'imam. Ils pouvaient de ce fait collecter les impôts religieux comme le *khums*⁹ et la *zakat*, ainsi que guider la prière du vendredi, en attendant le retour de l'imam¹⁰.

Une nouvelle doctrine chiite comme alors à émerger, influencée par le *mu'tazilisme*, qui accorde une large place au raisonnement et à l'intelligence, posant ainsi les prémices de la notion d'*ijtihad*¹¹ ou effort de réflexion. Cette nouvelle doctrine divise les *ulémas* chiites en deux groupes. Les partisans de l'*ijtihad*, appelés les *usuli*, estiment que seul les *mujtahidin* ont le droit de pratiquer l'*ijtihad* devenant ainsi une source d'imitation pour les autres chiites, appelés les *muqallidin* ou imitateurs. A contrario, les *akhbari*, considèrent que tout croyant est un *muqallid* devant imiter l'exemple de l'imam, ils insistent sur la nécessité de se référer aux traditions prophétiques et imamites et non aux avis des hommes, car la prérogative de l'*ijtihad* revient uniquement à l'imam¹².

A la chute de l'empire safavide au XVIIIème siècle, les religieux chiites immigrèrent massivement dans les villes saintes d'Irak à Najaf et Kerbela, imposant l'*usulisme* comme doctrine religieuse. En s'installant à Najaf et Kerbela, les *ulémas* chiites voulaient s'attirer les bénédictions des imams et s'inscrire dans leur continuité. Cette période marque la prééminence des villes saintes d'Irak : Najaf, Kerbela, Samarra et Kazimayn sur les villes saintes d'Iran : Qom et Mashhad.

La victoire de l'*usulisme* se traduit par l'obligation des chiites à suivre non seulement les avis juridiques des *mujtahidin* mais surtout l'avis du plus savant des *mujtahidin* à savoir le *marja' at taqlid* ou source d'imitation. Le *marja'* représente la fonction religieuse la plus élevée de la hiérarchie cléricale chiite. Il est choisi parmi les *mujtahidin*, et se distingue par son érudition, ainsi que son influence et son prestige sur les étudiants et les *ulémas*. Le *marja'* peut également être appelé *ayatollah el uzma*. Le nombre de *maraji'* varie selon les époques mais il est rarement supérieur à cinq ou six. Les autres *mujtahidin* qui composent la hiérarchie cléricale sont des *ayatollahs* et des *hujjat el islam*¹³.

Le clergé chiite ou *hawza 'ilmiyya*, dont la *marja'iyya* occupe le sommet, parvient à

⁹ Littéralement « le cinquième », le *khums* désigne un impôt qui représente le un cinquième des revenus versés aux *mujtahidin* et aux *seyyid* ou *ashraf*. Voir Faleh Jabar, *the shiite movement in Iraq*, Saqi Books, 2003.

¹⁰ Vali NASR, *Le renouveau chiite*, Paris, Editions Demopolis, 2008

¹¹ Signifie littéralement effort de réflexion. Selon le philosophe indo-pakistanaï Muhammad Iqbal, l'*ijtihad* signifie le fait de « s'efforcer en vue de formuler un jugement indépendant sur une question légale ».

¹² Pierre-Jean LUIZARD, *op. cit.*

¹³ *Ibid.*

s'organiser en fondant une madrasa de théologie à Najaf dont le but est de former des futurs *mujtahidin*. Il organise également les fêtes ou autres processions religieuses et développe une solide économie basée sur la collecte de la *zakat* et du *khums*. Ainsi, progressivement le clergé chiite s'impose comme une force religieuse économique indépendante du pouvoir ottoman.

La Sublime Porte qui s'est imposée en défenseur du sunnisme, ne reconnaissait pas les chiites d'Irak ainsi que ceux du Liban, comme appartenant à l'empire ottoman. Elle les soupçonnait d'être une « cinquième colonne »¹⁴ iranienne en territoire ottoman. Cette idée d'un chiisme irakien subordonné à l'Iran a été longtemps soutenue par les pouvoirs successifs irakiens au XXème siècle, jusqu'à devenir une sorte de paradigme. Or le chiisme irakien est avant tout arabe car il est imprégné de valeurs bédouines arabes qui le différencie du chiisme iranien.

Les chiites irakiens sont majoritairement composés de tribus arabes converties au chiisme au XVIII et XIXème siècle. Ces tribus, venues des déserts du Najd, du Hassan ou de la Djézireh, se sont progressivement sédentarisées dans les vastes plaines du Tigre et de l'Euphrate. Elles se sont adaptées au rite religieux chiite alors en vigueur dans la région du sud de l'Irak¹⁵.

Leur conversion au chiisme a été favorisée par plusieurs facteurs. Le premier facteur a été la prédication des *mu'min*, prédicateurs ambulants ayant réussi à convertir un grand nombre de tribus. Deuxièmement, l'assimilation, aux yeux des tribus bédouines, du pouvoir ottoman répressif au sunnisme, a facilité leur attrait au chiisme. Enfin, le chiisme permettait aux tribus bédouines d'échapper au joug tyrannique des cheikhs tribaux sunnites¹⁶. Martin Pierre résume parfaitement la congruence entre tribalisme arabe et chiisme, qui fait d'après lui la spécificité du chiisme irakien, « Par son dogme, refusant toute légitimité au pouvoir et glorifiant la lutte contre l'oppression, et par ses rites, qui permettent d'exprimer la souffrance de façon collective. Il fournissait le cadre idéal au monde tribal pour manifester son opposition face à certains shaykhs et au pouvoir sunnite. C'est cette adéquation parfaite entre chiisme et tribalisme dans le sud mésopotamien qui permet de comprendre la particularité du chiisme irakien »¹⁷.

Cependant ces conversions au chiisme sont en réalité superficielles. Le clergé chiite s'étant cantonné dans les villes saintes, les régions du sud sont restées dépourvues d'institutions religieuses¹⁸.

¹⁴ Pierre-Jean LUIZARD, *op. cit.*

¹⁵ Martin PIERRE, "Les chi'ites d'Irak: Une majorité dominée à la recherche de son destin", *Peuples Méditerranéens*, n°40, 1987, [<https://archive.org/details/peuplesmditerr87pari>], consulté le 25/02/17.

¹⁶ *Ibid.*

¹⁷ *Ibid.*

¹⁸ *Ibid.*

Aperçu historiographie sur l'histoire de l'Irak contemporain

« Peut-être, est-ce un peu mieux qu'être envoyé au Nigeria »¹⁹, cette phrase tirée du livre de Abbas Kelidar, *The Integration of Modern Iraq*, reflète la vision qu'avaient les Britanniques de l'Irak au début du XX^e siècle. En effet le pays n'a pas « joui » de cette fascination à l'Orient de la part des européens qu'ont connu d'autres pays arabes comme l'Egypte, la Palestine ou la Syrie, si ce n'est à travers le personnage de Gertrude Bell, figure phare du mandat britannique en Irak. Par conséquent ce désintérêt à l'Irak se traduit par une certaine pauvreté historiographique²⁰.

Outre le manque d'intérêt, ces lacunes s'expliquent également par les difficultés rencontrées par les chercheurs pour effectuer leurs recherches en Irak, qu'ils soient Irakiens ou étrangers à cause des régimes autoritaires qui se succèdent en Irak après 1958. En effet, les meilleurs travaux de recherches effectués en Irak sur la société irakienne datent d'avant 1958 : *Shaykh and Effendi : Changing Patterns of Authority among the El Shabana of Southern Iraq* de Robert A. Fernea, *Social and Economic Organisation of the Rowanduz Kurds* d'Edmund Ronald Leach et *Marsh Dwellers of the Euphrates Delta* de Shakir M. Salem²¹.

En ce qui concerne l'histoire plus récente de l'Irak, majoritairement écrite en anglais et en arabe, elle est produite par des chercheurs qui ne se sont jamais rendus en Irak et travaillent sur des archives européennes ou américaines, des journaux ou des archives audiovisuels. Cependant, ces sources qui suffisent pour écrire une histoire diplomatique ou politique sont insuffisantes pour étayer d'autres questions²².

Aucun des gouvernements de l'Irak contemporain, monarchie incluse, a permis une liberté académique où des productions et les études auraient pu fleurir. Ainsi les intellectuels Irakiens, dont la plupart étaient exilés, écrivaient régulièrement dans des journaux comme *Al Thaqafa al Jadida* ou *Al Nahj* publié à Damas et à Chypre. Les questions qui étaient soulevées concernaient le rôle de l'Etat, la réforme agraire, la question kurde, le mouvement chiite et l'émergence de nouvelles classes sociales²³. Tous ces facteurs liés aux instabilités politiques, qu'ont connues les périodes du général Kassem et des Frères Aref, à l'absence de débat national et de libertés académiques, ont fait que l'Irak est resté à la veille des années 1970, le pays arabe le moins connu du Moyen-Orient.

C'est avec l'émergence économique, suite au boom pétrolier des années 1970, que l'Irak est devenu l'objet d'un grand nombre d'études universitaires. Hanna Batatu, historien palestinien, dans

¹⁹ Abbas KELIDAR, *The Integration of Modern Iraq*, New York, St Martin's Press, 1979 : « Perhaps just a little better than being sent to Nigeria ».

²⁰ Abbas KELIDAR, *op. cit.*

²¹ *Ibid.*

²² Marion FAROUK-SLUGLETT et Peter SLUGLETT, "The Historiography of Modern Iraq", *The American Historical Review*, Vol. 96, n°5, 1991, [<http://www.jstor.org/stable/2165278>], consulté le 02/03/17

²³ *Ibid.*

son ouvrage de référence *Old Social Classes and the Revolutionnary Movements of Iraq*, publié en 1978²⁴, couvre l'histoire sociale et politique de l'Irak de la fin du XIXème et du début du XXème siècle en traitant des anciennes classes sociales et des origines de la formation de l'Etat Irakien. Il retrace également l'histoire du parti communiste irakien des années 1950 aux années 1970 ainsi que la politique du parti Baath dans les années 1960.

Cet ouvrage majeur, fruit d'une vingtaine d'années de recherches, marque un impact considérable sur l'historiographie de l'histoire de l'Irak contemporain, en ouvrant la voie à une série d'études universitaires portant sur l'histoire de l'Irak. Les travaux de Batatu ont également donné lieu en 1989 à une conférence à l'Université du Texas à Austin qui portait sur la réexamination de la révolution de 1958 en Irak à la lumière de l'ouverture des archives britanniques de 1958 et des nouvelles analyses de Batatu des événements entourant la révolution²⁵.

Peter Sluglett, professeur d'histoire du Moyen-Orient à l'Université d'Utah et sa femme Marion Farouk-Sluglett sont les auteurs d'un autre ouvrage de référence, *Iraq since 1958 : from Revolution to Dictatorship*, publié en 1987, qui retrace l'histoire de l'Iraq, après la révolution de 1958, balayant la période du général Kassem, la montée et l'instauration du Baath avec l'émergence de mouvements d'opposition à la fin des années 1970 et en particulier l'opposition chiite irakienne.

La question du chiisme irakien, longtemps assimilée à l'Iran, commence à émerger dans les années 1980, autrement dit lors de la guerre irano-irakienne, à travers une série d'articles. En 1981, Hanna Batatu publie un article dans le *Middle East Journal*, qui traite pour la première fois des mouvements d'opposition chiite irakiens dans les années 1970, « *Iraq's underground Shi'a movements : characteristics, causes and Prospects* ». Un autre chercheur, Abbas Kelidar, professeur à l'université de Londres, écrit en 1983, « *The Shi'i Imami Community and Politics in the Arab East* ». A la fin des années 1980, le rôle de Muhammad Bakr al Sadr dans le militantisme chiite irakien s'affirme, comme nous l'avons déjà vu, notamment à travers un article de Chibli Mallat, professeur de droit musulman et avocat libanais, publié en 1988 dans la revue *Third World Quarterly*, « *Religious Militancy in Contemporary Iraq : Muhammad Baqer as-Sadr and the Sunni-Shia Paradigm* ». Cette historiographie est essentiellement anglophone car il s'agit pour la plus plupart d'intellectuels arabes souvent exilés aux Etats-Unis ou en Angleterre.

En 1991, année de la sanglante répression contre les chiites du Sud de l'Irak par le régime de Saddam Hussein, Pierre-Jean Luizard, principale référence française sur l'histoire de l'Irak contemporain, publie sa thèse « La formation de l'Irak Contemporain : le rôle politique des Ulémas

²⁴ *Ibid.*

²⁵ Abbas KELIDAR, *op. cit.*

chiites à la fin de la domination ottomane et au moment de la construction de l'Etat irakien ». La même année, Meir Litvak, un chercheur israélien publie également sa thèse « *The Shi'i Ulama of Najaf and Karbala 1791-1904* »²⁶ à l'Université d'Harvard.

Ces travaux peuvent être perçus comme une manière de rendre à cette communauté son historicité propre et une manière de témoigner de ses spécificités, finalement de son existence. Cette finalité a été plus récemment présentée en 1994 dans le livre de Yitzhak Nakash, *The Shi'i of Iraq*, où l'auteur s'efforce à démontrer que la société irakienne chiite ne s'est pas construite sur le modèle iranien. Enfin, Faleh Jabar, sociologue irakien qui vit en exil depuis 1978, est l'auteur d'un ouvrage de référence sur les chiites Irakiens *The Shiite Movement in Iraq* publié en 2004.

Mon étude s'inscrit dans cette logique qui rompt avec l'idée longtemps véhiculée, notamment par le gouvernement irakien, que le chiisme irakien est rattaché à l'Iran. Ce qui m'a également poussé à étudier ce sujet est le fait que l'historiographie est essentiellement en anglais. Ceci m'a poussé à vouloir combler une des lacunes de l'historiographie française sur le sujet.

Les sources utilisées

Pour mener à bien cette étude sur les révoltes chiites en Irak, j'ai effectué un tableau chronologique qui répertorie tous les événements relatifs à la communauté chiite d'Irak de 1977 à 1980, que j'ai pu trouver : manifestations, visites officielles, violences individuelles, déclarations officielles etc. Pour ce faire, la question des sources a été assez problématique, car il s'agissait de recueillir des miettes d'informations isolées et tenter de construire une suite événementielle cohérente et exhaustive autant que possible. Tout ceci pour essayer de reconstituer cette période et de comprendre l'émergence d'une opposition populaire chiite.

Dans un premier temps, j'ai utilisé des sources issues des archives diplomatiques de la Courneuve fond Direction d'Afrique du Nord et du Moyen-Orient, 1460INVA, 1973-1982, volume 1. J'ai consulté les inventaires Irak et Iran où j'ai eu accès à neuf cartons dont seulement six présentaient un réel intérêt pour mon sujet. Trois portaient sur la situation intérieure, deux sur la politique étrangère et un dossier sur les affaires religieuses.

Dans un second temps, j'ai consulté des sources du centre d'archives de Nantes, fond Bagdad, 54PO/B, série B, 1963-1990. J'ai été agréablement surprise par la richesse de ce fond notamment en matière de dépêches d'actualités et d'éphémérides qui ont été mes principales sources quant à l'élaboration du tableau. J'y ai consulté cinq cartons, quatre portaient sur les dépêches d'actualités de 1972 à 1980 et un sur les questions religieuses.

Enfin j'ai utilisé une webographie principalement composée d'articles spécialisés sur

²⁶ Yitzhak NAKASH, *op. cit.*

l'histoire du mouvement chiite irakien, sur le site Jstor, d'auteurs comme Hanna Batatu, Chibli Mallat, Peter Sluglett et Marion Farouk-Sluglett mais aussi Tarik Aziz et Abbas Kelidar.

Ce mémoire est composé de deux parties. La première partie traite principalement de la première révolte chiite de février 1977. Elle a pour vocation de présenter le contexte qui prélude la première révolte de 1977, en posant la question de savoir si cette révolte a été la manifestation de l'opposition religieuse chiite au gouvernement irakien. Quelle en était la nature exacte, la durabilité et les origines. Je m'interroge également sur les conséquences de cette révolte sur les rapports entre le régime et la communauté chiite.

La deuxième partie traite de la deuxième révolte, qui est en réalité plus un soulèvement populaire de soutien à Muhammad Bakr al Sadr qu'une véritable révolte comme la première de 1977. Dans cette partie de m'interrogerais sur les conséquences de la révolution islamique d'Iran sur l'activisme chiite irakien et sur les raisons de l'échec d'une révolution islamique irakienne.

Première partie

Le clergé chiite et le Baath : « de la protestation pacifique à la confrontation sanglante »²⁷

I - Un contexte tendu avant la révolte

A - Le clergé chiite face au recul du religieux dans la société

a - La montée du communisme en Irak

En 1958, le coup d'Etat du général Kassem met fin à la monarchie du roi Faysal II et à la politique pro-occidentale de Nouri Saïd caractérisée par l'adhésion au Pacte de Bagdad, qui avait isolé le pays des politiques arabes²⁸. Cette révolution de 1958 a été considérée comme une victoire sur les ennemis intérieurs et sur l'Occident. Ainsi qu'un retour de l'Irak au nationalisme unitaire arabe²⁹. Au niveau politique, la période du général Kassem est marquée par l'ascension du parti communiste en Irak. Déjà dans les années 1940, les communistes ont réussi à intégrer le mouvement nationaliste en se rangeant derrière l'anti-impérialisme et le combat contre l'Occident. Ainsi au lendemain de la révolution, ils apparaissent sur la scène politique comme de vrais nationalistes³⁰.

Le courant communiste s'est très bien implanté dans la population. En effet, l'Irak était un pays propice à sa propagation notamment à cause des divisions sociales, économiques et confessionnelles. Peter Sluglett et Marion Farouk-Sluglett dans leur ouvrage *Iraq Since 1958 : From Revolution to Dictatorship*, développent ces divisions en distinguant deux groupes pendant la période monarchique. D'un côté, les pauvres, « the have-nots », les ruraux du sud de l'Irak situés principalement dans la région des vastes plaines du Tigre et de l'Euphrate et majoritairement chiites. De l'autre côté, les urbains, « the haves », plus aisés et situés dans la région du centre principalement à Bagdad et majoritairement sunnites, même s'il y a une large communauté chiite à Bagdad notamment dans le quartier de Kazimayn. Ce clivage socio-économique correspond aux héritages ottoman et britannique où les sunnites jouissaient de différents privilèges sociaux, économiques et politiques au détriment des chiites longtemps négligés par le pouvoir.

²⁷ Faleh JABAR, *The Shi'ite Movement in Iraq*, Londres, Saqi Books, 2003.

²⁸ Robert G. NEUMANN, « L'Irak de Kassem », *Politique étrangère*, Vol. 25, n°5, 1960, [http://www.persee.fr/doc/polit_0032-342x_1960_num_25_5_2393], consulté le 10/03/17

²⁹ *Ibid.*

³⁰ *Ibid.*

Dans les années 1940, pour échapper aux mauvaises conditions de vies dans les campagnes, les chiites du sud émigrent à Bagdad et Basra et gonflent les nouveaux quartiers pauvres de ces villes. Ils constituent le troisième groupe développé par Peter Sluglett et Marion Farouk-Sluglett, celui des nouveaux urbains pauvres. Ils sont rapidement séduits par les idées d'égalité et de justice que prône le parti communiste, et y adhèrent massivement.

La principale raison du succès auprès des chiites tient à la similarité entre l'idéologie communiste et la doctrine chiite. Toutes deux prônent la lutte contre l'injustice, l'opposition au pouvoir, la défense de l'opprimé et l'obéissance à une hiérarchie. En effet l'obéissance des chiites à l'organisation cléricale structurée et hiérarchisée, favorisait leur adoption d'un système politique communiste construit autour d'un réseau de cellules et de sections.

Prenant conscience de leur succès auprès des chiites, les communistes recrutent également dans la région du sud à Basra, Amarah, Nasiriya, Al Hillah et Kerbela où ils trouvent un large public. Pour convaincre cette communauté paysanne largement analphabète, les militants communistes n'hésitent pas à mettre en avant les similarités idéologiques mais aussi la ressemblance entre le mot communiste en arabe *shuyu'i* et chiite *shi'i*³¹ et utilisent également la figure de Hussein pour illustrer la lutte contre l'injustice³².

On peut ici se poser la question de la religiosité de ces chiites qui embrassent les idées communistes. En réalité on distingue deux catégories de chiites qui représentent deux rapports différents à la religion. Les chiites du centre de l'Irak à Bagdad, plus ou moins aisés qui faisaient généralement parti de l'élite urbaine Baghdadi, et les chiites du sud, généralement pauvres et issus principalement des tribus arabes bédouines. Les premiers qui pratiquaient le jeûne et la prière n'étaient pas attirés par les grands rassemblements et les processions comme le pèlerinage d'Arbain, par exemple, qu'ils considéraient comme « dépassé » et réservé aux chiites pauvres. A contrario, les seconds n'accordaient pas une grande importance à l'observance du jeûne ni aux prières quotidiennes mais vouaient un intérêt particulier aux grands rassemblements religieux.

Finalement, ce n'est pas tant leur adhésion au communisme en tant qu'idéologie qu'il faut souligner. Mais plutôt, la vision qu'ils ont du communisme comme moyen d'accéder à la participation politique afin de retrouver une influence sociale. En étudiant la composition ethnique et religieuse du parti communiste avant et après la révolution de 1958, Hanna Batatu, conclut que la mobilisation politique des chiites à travers leur adhésion au communisme répondait principalement à des griefs socio-économiques³³.

³¹ Pierre MARTIN, *loc. cit.*

³² Hanna BATATU, *The old social classes and the revolutionary movement of Iraq*, Princeton, New Jersey, Princeton University Press, 1978.

³³ *Ibid.*

Ainsi tout comme le chiisme a constitué le moyen d'expression pour les tribus bédouines aux XVII^{ème} et XVIII^{ème} siècles, le communisme offrait aux chiites du sud un nouveau moyen d'exprimer leurs revendications. Comme si, sur certains aspects, le communisme était une version plus moderne du chiisme.

D'autre part, le communisme offrait aux chiites le moyen de combler le vide laissé par le clergé chiite en baisse d'influence depuis les années 1930.

b - Le clergé chiite irakien : entre quiétisme et prise de position

En 1920, les *mujtahidin* appellent au *djihad* contre la présence britannique, appel soutenu également par les nationalistes composés principalement de la bourgeoisie sunnite. Pour la première fois, chiites et sunnites se soulèvent contre la puissance mandataire. L'enjeu pour les chiites est capital car il s'agit en réalité de s'opposer à la formation d'un Etat irakien sous tutelle britannique qui consiste à les mettre à l'écart des rouages du pouvoir. Se fiant sans doute aux observations de Gertrude Bell³⁴ qui stipulent que le « pouvoir doit revenir aux sunnites, malgré leur infériorité numérique [...] car sinon, vous aurez un Etat théocratique, qui pourra être très dangereux » les Britanniques, prévoient effectivement de placer les sunnites à la tête du pays, taxant les chiites de fanatisme religieux. Ils réitèrent ainsi la politique ottomane de marginalisation des chiites de la scène politique.

Après l'échec de la révolte de 1922, les religieux chiites³⁵ s'opposent une nouvelle fois aux Britanniques, en délivrant une fatwa interdisant aux musulmans de participer aux élections de l'Assemblée constituante. Les Britanniques ripostent en les contraignant à l'exil notamment en Iran. Cependant la plupart des *mujtahidin* exilés ont pu revenir en Irak en 1924 en signant des engagements assurant leur silence dans les affaires politiques³⁶. Ce mutisme politique, accompagné d'infructueuses tentatives de revendications politiques, où des politiciens ambitieux exploitent le mécontentement des chiites et le soutien des *mujtahidin*³⁷, a d'abord entraîné le repli du clergé dans les villes saintes de Najaf et Kerbela puis sa chute d'influence à partir des années 1930.

La montée du communisme dans les années 1940, comme nous l'avons vu, a porté un coup

³⁴ Orientaliste et fonctionnaire Britannique, elle est chargée de dessiner les contours d'un futur Etat Irakien sous mandat britannique.

³⁵ Le clergé était divisé à ce moment, car une partie collaborait avec les Britanniques, d'autres s'opposaient aux Britanniques tout en soutenant le roi, et d'autres encore étaient hostiles au roi et aux Britanniques. Voir Pierre MARTIN, *op. cit.* et Chibli MALLAT, *op. cit.*

³⁶ Joyce N. WILEY, *The Islamic Movement of Iraqi Shi'as*, Londres, Boulder, Lynne Rienner Publishers, 1992

³⁷ L'*ayatollah* Kashef al Ghata avec le parti *Ikha*. Voir Pierre MARTIN, *op. cit.*

dur au clergé chiite. Si bien qu'en 1959, au lendemain de la révolution, le pèlerinage d'Arbain enregistre le plus faible taux de participation. Cette baisse d'influence profite aux *cheikhs* tribaux chiites du bas et moyen Euphrate qui assurent progressivement l'hégémonie de la communauté chiite. Cependant, ces derniers ne sont pas arrivés pour autant à constituer une force capable de s'opposer à la monarchie en raison de leurs divisions internes et de leur incapacité à outrepasser leur rapport de clientélisme avec la monarchie.

Un autre indicateur illustre le déclin du clergé chiite, il s'agit du nombre d'étudiants à la *hawza al 'ilmiyya* de Najaf. Au début du XXème siècle, le nombre d'étudiants à l'université de Najaf s'élève entre 10 à 15 000 étudiants contre 1 200 étudiants dans l'enseignement laïc. En 1918, leur nombre baisse à 6000 étudiants et en 1957, il atteint 1954 étudiants dont environ 17% sont d'origine irakienne³⁸.

Lorsque le communisme pénètre dans la ville sainte de Najaf, le clergé se sent défié dans sa propre ville d'autant que les communistes ont réussi à recruter des membres de familles de religieux, « les fils de *seyyids* »³⁹.

Pourtant la *hawza* est divisée. Une partie composée des quiétistes refuse de s'impliquer dans la lutte contre le communisme, et encore moins dans l'activisme politique. Ces *ulémas* de la *hawza* considèrent qu'à la suite de la grande occultation de l'Imam, tout gouvernement sur terre est injuste. Ils se doivent donc d'attendre le retour de l'Imam dans un état de passivité et de prudence vis-à-vis des affaires politiques, s'interdisant toute prises de positions.

A contrario, une autre partie de la *Hawza*, veut s'ériger contre la propagande communiste et lutter contre le sentiment areligieux qui grandit dans le pays. Déjà dans les années 1950, le danger du communisme était un phénomène largement répandu dans le Moyen Orient surtout en Iran et en Irak. La révolution de 1958 a été un tournant pour le clergé car il s'agissait d'un renouveau tant politique que social bouleversant les anciennes classes sociales. Permettant aussi l'émergence d'une nouvelle génération d'*ulémas* désireuse de lutter contre le communisme et de rompre avec le mutisme de leurs prédécesseurs.

Cette dernière partie de la *Hawza* constitue la base de deux organisations qui vont marquer l'activisme religieux chiite des deux décennies à venir en lui forgeant une identité propre. Il s'agit d'abord de la *Da'wa al Islamiyya* et de *Jama'at al Ulama*. La première, jeune et enthousiaste se veut être de nature politique en établissant de profonds changements, la seconde forte de son poids religieux se limite à œuvrer dans le social dans le but de réformer. Toutes les deux ont pour vocation de lutter contre la montée du communisme en Irak.

³⁸ Faleh JABAR, *op. cit.*

³⁹ Pierre MARTIN, *loc. cit.*

B - Du religieux à l'activisme politique

a - *Al Da'wa al Islamiyya* : premier parti politique chiite irakien

Pour parler de la *Da'wa*, il convient d'abord d'évoquer ses origines en tant qu'idée et parti ainsi que ses fondateurs et initiateurs. Ce n'est pas une entreprise aisée, car il existe un certain nombre d'ambiguïtés. Je me propose ici de présenter ces ambiguïtés et d'en tirer des conclusions en m'appuyant sur les écrits de deux auteurs. Il s'agit pour le premier de Jabar Faleh auteur de *The Shi'ite Movement*, et pour le second de Tarik Aziz auteur de l'article « *The role of Muhammad Bakr al Sadr in the shi'i political activism in Iraq* ». Les deux auteurs évoquent la genèse de la *Da'wa* en utilisant des sources écrites mais aussi orales.

En ce qui concerne les sources écrites, Faleh Jabar utilise les dossiers de la *Da'wa*, *Thaqafat al Da'wa*, composés de six volumes et où la doctrine du parti y est explicitée. Il relève trois dates de fondation différentes dans ces volumes : 1957, 1958 et 1959. Outre les dossiers de la *Da'wa*, il utilise des sources orales composées d'interviews d'anciens membres comme Murtadha al Askari, Talib al Rifa'i et Sahib al Dakhil. Ces derniers ne font pas non plus état d'une même et seule date de fondation. En effet Murtadha el Askari ne sait plus si le parti a été fondé avant ou après la révolution de 1958. Talib al Rifa'i soutient que le parti a été fondé quelques mois après la révolution de 1958. Et Sahib al Dakhil quant à lui affirme que la première cellule du parti a été formée en 1957.

Cette ambiguïté concernant la date de fondation signifie que l'idée de création d'un parti religieux était présente dans les années 1950 en Irak. En effet en 1952, un parti chiite (ja'farite) a été initié par Sahib Al Dakhil. D'autre part les Frères Musulmans et *Hizb al Tahrir al Islami al Nabhani*, qui est un parti islamique jordanien, avaient des branches actives en Irak et publiaient régulièrement à Najaf⁴⁰.

On peut penser que la *Da'wa* s'est finalement formée entre 1957 et 1959, mais en réalité la période de formation s'étend au moins jusqu'en 1964⁴¹. L'idée même de parti n'est au départ pas mentionnée, en effet dans le volume de *Thaqafat al Da'wa* qui révèle que le parti *Da'wa* s'est formé en 1957 le mot « *hizb* » n'est pas spécifié, mais il est question de la *Da'wa* comme une idée ou un concept qui veut étudier la société iraquienne et y apporter des solutions⁴². L'idée de parti a pris le temps de mûrir notamment à travers la définition d'une doctrine politique, de structures, et de projets.

L'histoire de la genèse de la *Da'wa* présente une autre ambiguïté qui est celle de ses

⁴⁰ Faleh JABAR, *op.cit.*

⁴¹ *Ibid.*

⁴² *Ibid.*

fondateurs. Certains ouvrages, mémoires ou thèses⁴³ attribuent la fondation du parti à Muhammad Bakr al Sadr. Or, même s'il a joué un rôle important, Bakr al Sadr n'est pas le fondateur initial du parti. D'après Faleh Jabar et Tarik Aziz les initiateurs de ce parti sont Talib el Rifai et Mahdi el Hakim. En quête de légitimité religieuse, Talib al Rifai fait ensuite appel à Muhammad Bakr al Sadr et lui demande de fournir une doctrine religieuse au parti et d'explicitier ses objectifs. Le choix de Talib al Rifai se porte sur Muhammad Bakr al Sadr pour deux raisons principales. Bien qu'il fut encore qu'un étudiant à cette période, Bakr al Sadr était très avancé dans ses études de théologie à la *hawza*. D'autre part il est issu d'une grande famille religieuse chiite très connue.

Muhammad Bakr al Sadr accepte et propose le terme de *Da'wa* comme nom du parti. Il explique le choix de ce nom dans un article qu'il écrit dans *Sawt el Da'wa* le journal du parti, en disant que la *Da'wa* signifie la mission du groupe d'appeler (inviter) les gens à l'islam et d'instruire le plus grand nombre possible de personnes selon les enseignements de l'islam⁴⁴.

Sahib el Dakhil joue également un rôle important dans la formation du parti grâce à son expérience et à son réseau de connections avec le clergé chiite⁴⁵. Les autres membres importants qui gravitent autour de ce noyau dur sont : Murtadha al Askari, Muhammad Baqir al Hakim, Muhammad Bahr al Ulum, Hadi Fadhili, Muhammad Sadiq Qamusi, Muhammad Salih al Adib et Muhammad Hadi Subaiti⁴⁶.

Les initiateurs pour la plupart sont issus de la ville de Najaf qui s'est forgée une réputation de ville rebelle suite aux luttes répétées qu'elle a mené. Imprégnée de ce désir de lutte, la génération des fondateurs du parti, qui avait tous entre 17 et 30 ans⁴⁷, a émergé au moment du « danger communiste » et la propagation rapide d'idéologies non islamiques : socialisme, nationalisme arabe, baathisme, libéralisme⁴⁸. Il était donc nécessaire pour elle de corriger les déviations selon une interprétation traditionnaliste grâce à la pratique de l'*ijtihad* dans une période où tout semblait confus. C'est dans ce contexte que Muhammad Bakr al Sadr écrit son premier ouvrage majeur *Falsafatuna* en 1959 qui est une critique du communisme et de la pensée matérialiste⁴⁹.

Cette pensée s'inscrit dans un processus déjà enclenché par les Frères musulmans d'Egypte. En effet Muhammad Bakr al Sadr qui rédige un manifeste, *Al Usus*, énonçant les bases idéologiques

⁴³ Marsin ALSHAMARY, *Shrines of Dissidence : Shi'a Clerics and Political Mobilization in Baathist Iraq*, Thèse de doctorat. Wellesly College, 2013.

⁴⁴ Joyce N. WILEY, *op.cit.*

⁴⁵ Faleh JABAR, *op. cit.*

⁴⁶ *Ibid.*

⁴⁷ Sauf Murtadha el Askari qui avait 60 ans et était le seul iranien du groupe. Il était responsable de l'éducation religieuse des jeunes recrues

⁴⁸ Faleh JABAR, *op. cit.*

⁴⁹ Vali NASR, *op. cit.*

du parti *Da'wa* en 1960⁵⁰, a été largement influencé par les écrits de Hassan el Banna et Sayyid Qotb. Ce dernier considère dans les années 1950 que les pays musulmans sont sortis de l'islam car ils n'appliquent plus ses préceptes et qu'ils sont retournés dans la période de la *Jahiliya*, période préislamique. Ce même terme sera repris par Muhammad Bakr al Sadr dans ses écrits⁵¹.

Dans *Al Usus* la *Da'wa* est présentée par Bakr al Sadr comme un mouvement de changement radical, *al haraka al taghyriya*⁵², qui prône un islam universel et qui entend rétablir la société selon les limites et enseignements de l'islam. C'est dans cette optique de retour à un islam pur et juste, que Muhammad Bakr al Sadr choisit d'utiliser le terme *inqilabiya* pour qualifier la *Da'wa* et non *islahiya* qui suggère l'idée de réforme et encore moins le terme *thawriya* qui porte une connotation communiste⁵³.

Le parti s'étend également à Kerbela et au quartier chiite de Bagdad à Kazimayn dont l'espace communautaire est dirigée par la famille al Khalisi⁵⁴, connu pour avoir combattu les Britanniques. Mais aussi à l'échelle internationale avec la création secrète de branches dans les pays du golfe comme le Koweït, mais aussi au Liban⁵⁵.

Cependant la *Da'wa* rencontre différentes contestations. La première contestation vient des communistes qui taxent la *Da'wa* de réaction. La deuxième contestation vient des religieux de Najaf.

Ces derniers estiment que la *Da'wa* viole un précepte islamique chiite qui consiste à ne pas interférer dans les affaires politiques. Comme nous l'avons déjà vu, dans la doctrine chiite, après la grande occultation du dernier Imam, les *mujtahidin* se devaient d'observer une attitude de quiétisme et d'attente jusqu'au retour de l'Imam, qui instaurerait son pouvoir sur terre. Pendant cette période, les chiïtes ne doivent pas œuvrer à établir un quelconque gouvernement car il serait par définition illégitime, puisque le seul capable de gouverner est l'Imam. Ainsi dans sa volonté d'établir un état islamique, *al Da'wa* rompt avec ce précepte.

L'autre source de contestation réside dans la crainte de la *hawza* de voir émerger une nouvelle force de nature religieuse qui viendrait lui concurrencer l'autorité religieuse. En effet *al Da'wa* rompt la chaîne d'autorité religieuse chiite selon laquelle le commandement religieux vient

⁵⁰ Faleh JABAR, *op. cit.*

⁵¹ Muhammad BAKR AL SADR, *Al Islam Yaqud el Hayat*, Beyrouth, Dar al-ta'aruf li-l-maṭbu'at, 1995.

⁵² Faleh JABAR, *op. cit.*

⁵³ Ibid.

⁵⁴ Marius LAZAR, « Les origines idéologiques et sociopolitiques de l'islamisme chiite irakien : Muhammad Baqer Al-Sadr et le Parti Al-Da'wa », *International Journal of Philosophy of Culture and Axiology*, 2008.

⁵⁵ Tarek M. AZIZ, "The Role of Muhammad Baqir al-Sadr in Shii Political Activism in Iraq from 1958 to 1980.", *International Journal of Middle East Studies*, Vol. 25, n°2, 1993, [<http://www.jstor.org/stable/164663>], consulté le 25/02/17

de Dieu, puis des prophètes, puis des imams et enfin des *mujtahidin*. Le parti stipule que ses membres sont les missionnaires de Dieu et que l'autorité ne vient pas de l'homme mais uniquement de Dieu. Ainsi d'une certaine manière, les membres de la *Da'wa* remettent en cause la prééminence religieuse des *mujtahidin*.

Par ailleurs la *Da'wa* tire sa légitimité religieuse de Muhammad Bakr al Sadr qui a pu poser les jalons idéologiques du parti et devenir *faqih al hizb*. Parallèlement à cela, Bakr al Sadr faisait partie d'une autre organisation, *Jama'at al Ulama fi Najaf*, l'union ou association des *ulémas* de Najaf qui regroupe les religieux de haut rang de la *hawza* qui s'opposent aux quiétistes dans leur volonté de contrer la propagation du communisme.

b - *Jama'at al Ulama fi Najaf*, l'organisation des religieux

Etymologiquement, le terme *Jama'a* vient de *Ijtima'*, se rassembler, *Jama'a* veut donc dire l'union ou le rassemblement. Cependant, ce terme a une forte connotation religieuse puisqu'il renvoie d'abord à *Ahl al Jama'a* ou gens du consensus et à *Al Jama'a al Islamiya*, l'organisation politique des Frères Musulmans. Mais aussi au parti pakistanais *Jamaat islami*. Il y a donc une double connotation à ce terme : islamique et politique. Or *Jama'at al Ulama* est une organisation qui se limite au sens religieux du terme et entend imposer son poids religieux pour contrer le succès du communisme auprès de la population chiite.

On peut d'abord s'interroger sur les facteurs qui ont poussé les religieux de la *hawza* à créer une organisation et comment ont-ils rompu avec la tradition quiétiste du clergé chiite ? Pour répondre à cette question il est primordial de présenter le paysage dans lequel cette organisation a émergé.

A la fin des années 1950, la politique du général Kassem consiste à utiliser les communistes pour se débarrasser de ses opposants politiques. Les religieux chiites réticents à la montée du communisme, estiment que le rapprochement entre le général et les communistes est dangereux. D'autre part, le général Kassem établit un code de statut personnel codifiant les relations matrimoniales tel que le divorce, la polygamie, la répudiation et étendant les droits des femmes. Ce code a été reçu avec beaucoup de méfiance et d'inquiétude par le clergé, car ce dernier considère que les questions religieuses sont seulement du ressort de la loi islamique et du clergé et non du pouvoir civil.

Par ailleurs le général Kassem instaure une loi agraire en 1958 afin de détruire ce qui à ses yeux était le féodalisme rural et le symbole de la monarchie hachémite. Il estime qu'en luttant contre les propriétaires fonciers, il lutte contre l'impérialisme anglo-américain. D'autre part, par cette réforme, il veut intéresser les paysans à sa politique et construire une nouvelle classe de petits

paysans qui lui seraient favorables⁵⁶.

Cette réforme agraire a été considéré par le clergé chiite comme une violation des lois islamiques qui garantissent la protection de la propriété privée. C'est dans cette atmosphère de quasi hostilité entre Kassem et le clergé qu'intervient la fatwa du *marja* 'Iranien Burujerdi qui rompt avec le quiétisme traditionnel.

En effet, en Iran le projet de loi d'une réforme agraire a suscité l'opposition du clergé. Le *marja* 'Burujerdi a émis une fatwa promulguant que la réforme agraire n'est pas compatible ni avec la loi Islamique ni avec la constitution iranienne. Ainsi pour la première fois le clergé chiite avait rompu avec sa logique de prudence et de quiétisme. Le 17 mai 1960 la loi est passée mais n'a pas été appliquée. En 1961 Burujerdi meurt, mais son opposition au pouvoir et son implication marquent un tournant dans la position politique du clergé. A sa mort, l'autorité cléricale ou *marja* 'iya est revenue en Irak où Mohsen al Hakim devient le nouveau *marja* ' *taqlid*⁵⁷.

Ce déplacement de la *marja* 'iya d'Iran en Irak provoque un double effet. D'abord, la libération de la parole de l'opposition religieuse en Iran avec l'émergence de plusieurs personnalités dont Khomeiny. D'autre part il a renforcé le clergé chiite irakien à un moment où ce dernier était déterminé à résister contre les changements sociaux et culturels que connaissait le pays⁵⁸.

En Irak, Mohsen al Hakim – qui était encore Ayatollah - ne s'est pas opposé à la réforme agraire du général Kassem bien qu'elle visait un nombre important de paysans chiites. Cette réforme a fait perdre au clergé chiite sa classe de riches propriétaires fonciers qui contribuaient à lui apporter une importante source financière à travers le *khums*⁵⁹. Les propriétaires chiites ont donc opté pour une aide politique et se sont tournés vers le parti Baath⁶⁰.

Il y avait un désir chez certains religieux de la *hawza*, dont Mohsen el Hakim, de réformer la société. Ce dernier, concrétise l'effort de réforme en construisant des bibliothèques, appelées les bibliothèques al Hakim, dans des *hussayniya*, qui sont de petites mosquées ou des salles de prières présentes dans chaque quartier chiite. Elles ont une double fonction, elles sont d'abord dédiées aux fidèles du quartier pour la prière et l'enseignement et servent également de connections entre le clergé et la communauté chiite. D'autre part, elles passent pour lieu de rencontres des fidèles notamment lors des fêtes religieuses⁶¹. Ces bibliothèques visent à éduquer la population chiite qui serait tentée par les idées communistes. Les religieux découvrent avec stupeur que beaucoup de

⁵⁶ Habib ISHOW, *La politique agraire en Irak de 1920 à 1980 et ses conséquences sur les sociétés rurales*, Paris, Publibook, 2003.

⁵⁷ Faleh JABAR, *op. cit.*

⁵⁸ *Ibid.*

⁵⁹ *Ibid.*

⁶⁰ Hanna BATATU, *op. cit.*

⁶¹ Marius LAZAR, *op. cit.*

chiites étaient incapables de faire la distinction entre *shi'i* et *shuyu'i*, et qui pensaient qu'en soutenant les communistes, ils soutenaient les chiites⁶². Par ailleurs des militants communistes menaient une campagne intense contre les religieux chiites, en distribuant des tracts et des pamphlets.

Tous ces éléments ont poussé Mohsen el Hakim à délivrer une fatwa en février 1960, quelques mois après celle du *marja'* Burujerdi, contre le parti communiste :

*"Any connection with the communist party is unlawful. Such a connection is in the nature of disbelief and infidelity, or it is supportive of disbelief and infidelity"*⁶³

Cette traduction de Faleh Jabar, tirée de son livre *The Shi'ite Movement in Iraq*, paraît peu convaincante car les termes de « disbelief » et « infidelity » qui se traduisent par « incroyance » et « infidélité » ne semblent pas fidèles au sens premier. En effet en lisant la fatwa directement en arabe on se rend compte qu'il est question de mécréance et d'athéisme :

"لا يجوز الانتماء إلى الحزب الشيوعي فإن ذلك كفر وإلحاد"

"Il n'est pas permis d'adhérer au parti communiste car (c'est un acte) de **mécréance** et d'**athéisme**"

Cette fatwa a embarrassé le général Kassem⁶⁴ et l'a forcé à abandonner le parti communiste. Kassem a fait plusieurs demandes pour rencontrer Mohsen al Hakim mais celui-ci refusa toute rencontre tant que le code de statut personnel n'aurait pas été abrogé.

C'est dans ce contexte que se forme *Jama'at al Ulama*, sous le patronage de Mohsen el Hakim⁶⁵. La date exacte de sa formation n'est pas connue, mais elle s'est probablement formée à la moitié ou à la fin de l'année 1959⁶⁶. Elle a été officiellement proclamée en 1960 à l'anniversaire de l'imam Ali à Najaf⁶⁷. Elle regroupe des religieux issus des grandes familles religieuses de Najaf comme Al Hakim, Bahr el Uloom et Al Sadr. Tous sont originaires de Najaf et ont entre 50 et 70 ans. A l'inverse de la *Da'wa*, *Jama'at al Ulama* est essentiellement l'expression du milieu clérical de Najaf. Ces religieux représentent une grande importance car trois d'entre eux sont des

⁶² Joyce N. WILEY, *op. cit.*

⁶³ Faleh JABAR, *op. cit.*

⁶⁴ Tarek AZIZ, *loc.cit.*

⁶⁵ Mohsen el Hakim soutenait *Jama'at al Ulama* mais n'en faisait pas parti. Car même s'il n'était pas encore *marja'* à cette période, il était tout de même l'*ayatollah* de l'Irak donc la plus haute autorité religieuse en Irak. Par conséquent son statut religieux ne lui permettait pas de faire partie d'une organisation ou d'un mouvement.

⁶⁶ Faleh JABAR, *op.cit.*

⁶⁷ *Ibid.*

ayatollah et huit sont des *hujjat al islam*.

Contrairement à la *Da'wa*, cette organisation se base uniquement sur un travail purement théologique traditionnel, éducatif et caritatif pour contrer le communisme et ne prévoit aucun plan politique. Son action passait par la construction d'écoles et de centres médicaux.

L'organisation comprend également une catégorie de *murahikin*, c'est-à-dire des étudiants en théologie. Ces derniers sont responsables de la propagande et du travail éducatif ainsi que de la publication du journal de l'organisation. Dans ce journal mensuel intitulé *al Adhwa*, Les Lumières, plusieurs jeunes y contribuent en tant qu'éditorialistes comme Muhammad Bakr Al Sadr mais aussi Muhammad Hussein Fadlallah⁶⁸, Muhammad Amin Zain al-Din, Abdul Hadi al Fadhili et la sœur de Bakr al Sadr, Bint el Houda, chargée de la rubrique féminine du journal.

Muhammad Bakr al Sadr, écrit dans une rubrique intitulée *Risalatuna*, Notre Message, où il publie cinq articles. C'est l'occasion pour lui de faire ses preuves en tant que futur *mujtahid*, en articulant sa propre pensée grâce à un style persuasif.

Malgré son statut de *murahi* au sein de l'organisation, Bakr al Sadr y exerçait une certaine influence à travers son oncle maternel Murtadha Yasin – qui était un *ayatollah* – et son frère Ismail Al Sadr.

c - Muhammad Bakr al Sadr : de l'engagement au retrait

Muhammad Bakr al Sadr fait figure de lien entre ces deux organisations et ce malgré une certaine opposition entre *Jama'at al Ulama* et la *Da'wa*. En effet beaucoup de religieux opposants à la *Da'wa* sont membres de *Jama'at al Ulama*. Des pressions sont exercées de la part de ces religieux sur les fondateurs du parti *Da'wa* dans le but de dissoudre le mouvement. Mohsen el Hakim, par exemple, bien qu'il ne fasse pas parti de *Jama'at al Ulama*, affirme la primauté de la *marja'ia* comme centre de l'*ijtihad* sur tout mouvement ou parti, faisant allusion à la *Da'wa*⁶⁹. Il reproche également à ses fils Mahdi et Muhammad Baqir el Hakim d'avoir « retardé la venue de l'Imam caché par leur indulgence infantile en créant un mouvement clandestin »⁷⁰ et les oblige à quitter le parti. Muhammad Bakr al Sadr, devenu *mujtahid*, a vu le nombre de ses étudiants décliner à la *hawza* en raison de son appartenance à la *Da'wa*.

Les articles de Muhammad Bakr al Sadr dans *al Adhwa* essuient également des critiques de nombreux religieux de la *hawza*. Muhammad Bakr al Sadr est accusé de présenter sa propre vision plus radicale et non celle de *Jama'at al Ulama*. Les critiques affirment également que certains

⁶⁸ Qui deviendra par la suite le père spirituel du Hezbollah libanais.

⁶⁹ Faleh JABAR, *op. cit.*

⁷⁰ *Ibid.*

extraits de ses articles sont tirés de son ouvrage *Falsafatuna* et réclament plus de contrôle lors des publications.

En réalité, les attaques visaient Bakr al Sadr en personne à cause de ses idées jugées innovatrices par des religieux conservateurs, certains iront même jusqu'à accuser Bakr al Sadr d'hérésie pensant qu'il est devenu sunnite à cause de l'influence des frères musulmans sur ses idées⁷¹. Parmi ses détracteurs, le plus virulent était Hussein el Safi un avocat najafi membre du Baath et fervent opposant au communisme et au parti *Da'wa*.⁷²

Affaibli par ces attaques, Bakr al Sadr se retire du poste d'éditorialiste dans *al Adhwa* et de *Jama'at al Ulama*. Muhammad Baqir el Hakim émit l'hypothèse que c'est le Baath, à travers Hussein el Sadi, qui est à l'origine de l'éviction de Bakr al Sadr de l'organisation⁷³.

On peut penser néanmoins que l'éviction de Bakr al Sadr de *Jama'at al Ulama* exprime le refus des membres de l'organisation d'être sous l'influence d'un jeune religieux et plus largement sous l'influence du parti *Da'wa*.

Le retrait de Bakr al Sadr de *Jama'at al Ulama* lui a permis de gagner une liberté d'expression dans sa production de nouveaux traités islamiques. C'est dans cette optique qu'il rédige en 1961 son ouvrage *Iqtisaduna* dont l'objectif était de présenter le chiisme aux jeunes comme l'équivalent de la pensée occidentale. Il présente une vision chiite de la justice sociale en des termes et avec un langage familier aux lecteurs de Marx⁷⁴.

Parallèlement à cela, des religieux de la *hawza* conseillent à Bakr al Sadr, devenu un *mujtahid* réputé pour ses connaissances en *fiqh* et *usul al fiqh*, de se retirer également de la *Da'wa* et de s'éloigner de la politique pour ne pas compromettre son statut de *marja'* potentiel, la *hawza* refusant qu'un *marja'* soit impliqué dans un parti politique⁷⁵.

Finalement c'est en 1961 que Mohsen el Hakim, à travers son fils Mahdi el Hakim, arrive à persuader Bakr al Sadr d'abandonner son poste de *faqih el hizb* dans le parti *Da'wa*. Le retrait de Muhammad Bakr al Sadr ainsi que des deux fils de Mohsen el Hakim va permettre à des figures comme Murtadha el Askari ou Arif al Basri d'émerger comme leaders du parti.

Muhammad Bakr al Sadr ne retournera jamais au parti al *Da'wa*, mais maintiendra jusqu'à sa mort une relation ambiguë avec le parti que l'on verra tout au long de cette étude.

Privée de son *faqih*, la *Da'wa* évolue en fonction de la politique des dirigeants irakiens. Notamment sous la période militaire des frères Aref qui se caractérise par une politique anti chiite.

⁷¹ *Ibid.*

⁷² Joyce N. WILEY, *op. cit.*

⁷³ Faleh JABAR, *op. cit.*

⁷⁴ Vali NASR, *op. cit.*

⁷⁵ Tarik AZIZ, *loc. cit.*

L'anti chiisme professé par les frères Aref de 1963 à 1968 était dû à deux raisons : d'abord car l'armée était profondément sunnite et d'autre part, car les deux frères Aref étaient issus de la tribu de Dulaim qui manifestait des tendances salafistes-wahhabites et qui se caractérisait par de puissants sentiments anti-chiïtes⁷⁶.

Cette politique se reflète sur l'activisme chiïte. En effet si le prosélytisme et les actions pacifiques des membres de la *Da'wa* sont tolérés, les *mawakib husayniya* qui sont des mobilisations estudiantines lors de la procession à l'honneur de l'imam al Hussein, représentent une menace pour le gouvernement des frères Aref du fait de leur caractère contestataire. La surveillance de l'activisme chiïte par le système de sécurité irakien devient plus sévère⁷⁷. En réponse à cette politique, la *Da'wa* bascule dans le sectarisme, modifiant sa lecture universaliste de l'islam pour une lecture plus particulière qui se limite à l'identité locale irakienne.

C - Confrontation avec le Baath

a – Des mesures restrictives contre le clergé chiïte

En 1968, le second coup d'Etat baathiste, perpétue la logique des régimes militaires. A ses débuts le parti se voulait moderne, socialiste, nationaliste, arabisant et islamique, l'islam était religion d'Etat, malgré la revendication d'une laïcité.

Beaucoup ont vu le Baath comme le prolongement du régime des frères Aref. En effet le Baath hérite du même modèle politique, à savoir une élite militaire sunnite qui repose sur des liens tribaux, le clan Tikrit, allié à un mouvement de masse, le Baath.

Dans sa politique, le Baath, suit un programme étatiste inspiré du modèle soviétique, où l'Etat jouait le rôle d'un organisme économique responsable de la production, de l'investissement et du développement⁷⁸. Le parti s'opposait à toute force ou institutions non étatiques comme l'institution du clergé chiïte.

En effet en Irak, les institutions religieuses chiïtes n'ont pas de statut officiel et comptent plusieurs niveaux : la madrasa, école religieuse de caractère international, la hiérarchie religieuse qui dispose de réseaux d'agents financiers, de fidèles qui payent le *khums*, d'associations caritatives, de bibliothèques et d'organismes de publication⁷⁹. Par ailleurs les fêtes populaires avaient leur propre organisation, obéissant aux anciennes corporations des villes ou aux familles nobles. Il y avait donc une certaine rivalité entre l'Etat et ces institutions que le Baath entendait affaiblir par

⁷⁶ Khalil Osman, *Sectarianism in Iraq : The Making of State and Nation Since 1920*, Routledge, 2014.

⁷⁷ Marius LAZAR, *op. cit.*

⁷⁸ *Ibid.*

⁷⁹ Faleh JABAR, *op. cit.*

diverses mesures.

Au début des années 1970, le boom pétrolier apporte à l'Etat irakien une autosuffisance financière à tel point que l'état n'avait plus besoin d'impôts⁸⁰. C'est donc avec un Etat fort que la communauté chiite devait désormais composer.

La première mesure qui assène un coup à la *hawza* est illustrée par la disparition des grands propriétaires fonciers majoritairement chiites, causée par la mise en place de deux réformes agraires successives en 1970 et 1971. Les chiites représentaient plus de 50% des propriétaires. Ainsi le clergé chiite a perdu une part considérable de ses revenus financiers, ainsi qu'un appui social important. Face à la passivité du clergé concernant ces réformes agraires, les chiites se sont tournés une fois de plus vers le Baath et le communisme. Ainsi on remarque qu'à chaque fois que le clergé ne se manifeste pas, les chiites cherchent à combler ce vide par les partis politiques.

Pour contrôler davantage le clergé chiite, le CCR (Conseil de commandement de la révolution) contraint les membres du Baath à verser des contributions aux fêtes chiites, pour avoir le droit d'imposer des restrictions aux madrasas chiites et aux visites des lieux saints. Le but est de contrôler d'une part le nombre d'étudiants étrangers à Najaf et d'autre part de limiter le tourisme religieux⁸¹ en limitant les visas. Pour le Baath, il s'agit de combattre l'influence iranienne. Les religieux quant à eux y voient d'abord une baisse de leur principale ressource, à savoir le tourisme religieux et un empiétement sur leur domaine et leurs institutions.

D'autre part l'Etat contrôle le commerce et les affaires, affaiblissant ainsi considérablement la classe commerçante chiite⁸². Cette classe commerçante déjà affaibli par les décrets de nationalisation sous Aref, en vue de l'union avec l'Egypte, subit désormais le népotisme du gouvernement baathiste⁸³.

Une autre mesure permettant au Baath de mieux contrôler la communauté chiite, consiste à favoriser l'émergence de nouvelles classes moyennes et inférieures ayant reçu une instruction moderne. Ces derniers étaient ensuite embauchés à des postes fournis par l'Etat. Les chiites des classes moyennes et inférieures ont été attirés par ses postes, ce qui permet au Baath d'acheter leur agrément. En effet, ces contrats de travail avec l'Etat étaient soumis à des conditions comme l'allégeance au parti baathiste et à son dirigeant⁸⁴.

La jeunesse éduquée irakienne est le produit du système éducatif gratuit fourni par l'Etat. Il

⁸⁰ Faleh JABAR, *loc. cit.* : « la proportion d'impôts par rapport aux revenus de l'Etat est passée de 90% sous la monarchie à moins de 1% sous le régime baasiste »

⁸¹ Faleh JABAR, *op. cit.*

⁸² Faleh JABAR, *loc. cit.*

⁸³ *Ibid.*

⁸⁴ Faleh JABAR, *op. cit.*

était fréquent de voir que des bourses d'études supérieures n'étaient délivrés qu'en cas d'allégeance au parti. De plus pour s'assurer la fidélité de la jeunesse au parti baathiste, le Baath, supprime l'exemption du service militaire dont bénéficiaient les étudiants en théologie.

Le parti baathiste voulait avoir la main mise sur la jeunesse, le système éducatif et créer une dépendance de ces classes avec l'Etat.

b – La confrontation entre le Baath et le *marja'* Mohsen el Hakim

En avril 1969, des tensions entre l'Iran et l'Irak ont lieu au sujet d'un différend frontalier. Il s'agit du fleuve frontalier *Chatt el Arab*, qui sépare les deux pays. Ce fleuve représente un emplacement stratégique car il passe à proximité des deux raffineries de Bassora et d'Abadan et offre un intense trafic commercial et maritime⁸⁵.

Déjà en 1520, ce fleuve faisait l'objet d'un litige frontalier entre l'empire ottoman et l'empire safavide. Le 19 avril 1969, l'Iran abroge l'accord de 1937, fait sous l'égide de la SDN, qui confirmait le contrôle de l'Irak sur le fleuve⁸⁶. Le gouvernement iranien dénonce le fait que l'accord a été conclu en faveur de la Grande Bretagne car cela permettait à l'Irak d'autoriser le passage maritime aux navires britanniques qui avaient attaqués l'Iran en 1941.

Face à l'abrogation et aux revendications territoriales iraniens, l'Irak riposte avec l'expulsion de ressortissants iraniens en Irak en prétextant l'existence d'une tentative de putsch initiée en 1970 par des personnes ayant des liens avec l'Iran. Le 7 mai 1969, deux jours avant le pèlerinage d'Arbain, le Baath procède à l'expulsions de 20 000 ressortissants iraniens⁸⁷. Ce qui provoque l'indignation et l'inquiétude dans les villes saintes et chez le clergé chiite, car il s'agit en réalité de l'expulsion de chiites irakiens que le gouvernement appelle ressortissants iraniens.

Pour comprendre cette appellation, il faut revenir à la formation de l'Etat irakien. En 1921, les Britanniques décident de faire des trois wilayat ottomanes de Bagdad, Mossoul et Bassora qui forment une mosaïque ethnique et confessionnelle plurielle, l'Etat de l'Irak. Les Britanniques classent les citoyens irakiens selon deux catégories, les citoyens de « rattachement ottoman » et les citoyens de « rattachement iranien ». Ces citoyens de « rattachement iranien » sont en réalité, pour la majorité écrasante, des chiites arabes et kurdes *fayli*, vivant dans les trois wilayat qui composent l'Etat irakien qui avaient choisi de se rattacher à l'Iran. D'une part car ils voulaient être rattaché à

⁸⁵ Christian BOUDIER, « Chatt el-Arab et golfe Persique. Repères géographiques et stratégiques », *Politique étrangère*, n°2, 1987.

⁸⁶ Ibid.

⁸⁷ Jens-Uwe RAHE, « La déportation des chiites en Iran », dans Chris Kutschera, *Le livre noir de Saddam Hussein*, Paris, Editions OH, 2005.

un état chiite, et d'autre part, c'était un moyen d'échapper au service militaire ottoman.

En 1924 cette division a été reprise dans le domaine juridique relatif au code de la nationalité irakienne. En effet, les citoyens au « rattachement ottoman » étaient considérés comme des Irakiens authentiques, et recevaient donc un certificat de nationalité catégorie A. Les citoyens au « rattachement iranien » étaient considérés comme des Irakiens naturalisés et donc non authentiques, ils recevaient un certificat de nationalité catégorie B où figuraient leur « rattachement iranien »⁸⁸. Le Baath utilisa donc ces arguments pour renforcer l'amalgame entre chiites et iraniens. Donc les 20 000 personnes expulsées étaient des irakiens chiites et non des iraniens comme l'affirmait le régime. Cependant il y avait également un grand nombre d'Iraniens qui résidaient en Irak et disposaient de visas légaux, comme les étudiants et les religieux iraniens ou encore les pèlerins iraniens qui ont été soit expulsés ou arrêtés.

Après cette politique de déportation, le régime irakien opte pour une politique de réconciliation en demandant à Mohsen al Hakim de servir de médiateur entre les deux pays en sa qualité de *marja'*. Cependant ce dernier n'était pas d'accord avec les conditions irakiennes qui proposaient à l'Iran de reconnaître l'accord de 1937 en échange de l'arrêt des déportations et de la libération de tous les détenus iraniens. D'autre part le *marja'* ne voulait pas compromettre son statut de religieux et être considéré comme émissaire du Baath. Le Baath intensifie alors les pressions sur Mohsen el Hakim en accusant son fils Mahdi al Hakim d'espionnage pour la CIA, le contraignant à l'exil⁸⁹.

Les relations entre le Baath et le *marja'* s'aggravent notamment avec la confiscation des fonds collectés pour la construction d'une université à Koufa⁹⁰. Le Baath continue d'attaquer le clergé chiite avec la fermeture des frontières avec l'Iran, ce qui porta un coup aux bonnes conditions de vies des villes saintes qui accueillent les pèlerins et les étudiants et à la situation des religieux étrangers. Une nouvelle vague de déportation a lieu en 1971 avec la déportation de 40 000 arabes et kurdes Irakiens chiites déclarés officiellement « ressortissants iraniens », en réponse à l'occupation iranienne de trois îles dans le golfe persique.

Cette politique de déportation ne vise pas seulement à affaiblir le gouvernement iranien mais aussi à affaiblir la communauté chiite d'Irak, et par la même occasion permettre l'enrichissement du régime qui a récupéré les biens des déportés.

Face à toutes ces mesures contraignantes, les *mujtahidin* appellent les fidèles à soutenir et témoigner leur fidélité au *marja'*. Ce dernier fort de ce soutien populaire, transmet un mémorandum

⁸⁸ Ali BABAKHAN, *L'Irak 1970-1990, la déportation des chiites*, Paris, édité par l'auteur, 1994.

⁸⁹ Jens-Uwe RAHE, *loc. cit.*

⁹⁰ Soit environ 14 million de dollars, voir Faleh JABAR, *loc. cit.*

au gouvernement lui demandant le respect des libertés religieuses et dénonçant les confiscations des terres aux chiïtes⁹¹.

Affaibli, Mohsen el Hakim tomba malade en mars 1970, où il est hospitalisé à Londres. Un extrait d'article⁹², dénonce pour l'occasion l'indifférence du Baath à l'égard du départ du *marja'* pour Londres. En effet, la nouvelle de son hospitalisation a été publiée en petits caractères dans les pages intérieures de quelques journaux seulement. D'autre part, le Baath qui d'habitude, fait de grandes cérémonies lors des départs de personnalités importantes irakiennes à l'étranger, n'envoie aucun dirigeant baathiste lors du départ du *marja'*.

Le 2 juin 1970, Mohsen el Hakim meurt. Refusant une escorte gouvernementale, une large foule accompagne son cercueil de Bagdad à Najaf. A sa mort la *marja'iyah* est transmise à Abu al Qasim Kho'i et Muhammad Bakr al Sadr⁹³.

L'échec du *marja'* à s'opposer au Baath, laisse la place à l'émergence de la *Da'wa* comme nouvelle force d'opposition.

c – La sévère répression du Baath contre le parti *Da'wa*

Ces tensions entre la communauté chiïte et le Baath profite au parti *Da'wa* qui voit ses partisans passer de quelques centaines à plusieurs milliers de personnes notamment des commerçants et des étudiants⁹⁴. Ce succès soudain de la *Da'wa* suscite l'inquiétude du Baath qui procède à l'arrestation de Sahib Dakhil le 28 septembre 1971. En 1972, Muhammad Bakr al Sadr, qui avait pourtant pris ses distances avec le parti en 1961 comme nous l'avons vu, est emprisonné, à l'hôpital de Koufa en raison de son état de santé. Muhammad Baqir al Hakim se fait lui aussi arrêté.

Un an plus tard, Muhammad Bakr al Sadr et Muhammad Baqir al Hakim sont libérés en raison de leur importante position religieuse. A l'inverse d'autres leaders n'ont pas connu cette même « clémence » à l'instar de Sahib Dakhil et 5 autres dirigeants⁹⁵ qui furent exécutés en 1974. Ces exécutions provoquent des émeutes lors de l'Achoura de 1974. Craignant d'autres repressions Muhammad Bakr al Sadr délivre une fatwa interdisant aux étudiants de la *Hawza* d'adhérer à un

⁹¹ Faleh JABAR, *loc. cit.*

⁹² Centre d'archives diplomatiques de Nantes, fond Bagdad, carton 54PO/B/13 Questions religieuses, sous-dossier Islam, Indifférence de Bagdad à l'égard du leader chiïte. Il s'agit d'un extrait d'article dont le nom du journal n'est pas mentionné.

⁹³ Faleh JABAR, *op. cit.*

⁹⁴ Faleh JABAR, *loc. cit.*

⁹⁵ Il s'agit de Arif Basri, Hussein Jalakhan, Izil Din Qabanji, Imad Tabrizi et Nuri Tu'ma.

parti politique, faisant allusion à la *Da'wa*⁹⁶.

La même année éclate la révolte Kurde menée par Barzani avec le soutien de l'Iran. L'année suivante en 1975 Saddam Hussein et le Chah d'Iran signent un accord à Alger réglant le différend frontalier du *Chatt el Arab* où l'Irak accepte le déplacement de la frontière fluviale au niveau du talweg du fleuve au lieu de la rive orientale comme c'était le cas auparavant. En échange l'Iran s'engage à cesser tout soutien aux Kurdes d'Irak⁹⁷.

Ainsi en 1975, le Baath met fin à la révolte kurde. Cette guerre fait 15 000 morts du côté du régime, dont la plupart sont issus des familles chiites du sud de l'Irak. Ce qui a suscité des contestations contre le régime pendant l'Achoura de 1975. De plus, les chiites ne se reconnaissaient pas dans cette guerre contre les Kurdes qu'ils considéraient comme une minorité luttant pour les mêmes droits que les leurs⁹⁸. La colère de cette paysannerie chiite du sud est également dûe à la sécheresse qui frappe leurs terres à cause de la construction d'un barrage sur l'Euphrate en Syrie à Tabka⁹⁹.

La *Da'wa* participe activement aux agitations populaires anti gouvernementales de 1974 et 1975. En réponse à ces troubles le Baath intensifie sa répression contre les leaders et militants de la *Da'wa*, ce qui provoque l'exil d'une partie de ses leaders et la passivité de ses militants.

En 1977, le Baath profite de cette baisse d'influence de la *Da'wa* pour interdire les célébrations du pèlerinage d'Arbain. En effet les forces de sécurité, dirigées par Saddam Hussein, font pression sur les organisateurs et les responsables des célébrations pour décourager la participation des pèlerins¹⁰⁰.

Ces mesures anti-chiites infligent de lourdes pertes à diverses classes inférieurs, moyennes et supérieurs chiites touchant des groupes aussi bien laïques que religieux. Sans le vouloir, le Baath a suscité chez les différents groupes chiites un désir de rapprochement et d'unification d'abord au sein du parti communiste, puis autour de l'Ayatollah Mohsen al Hakim, haut dignitaire religieux de la *marja'iyah* et enfin autour du parti *Al Da'wa al Islamiya* dans l'espoir d'exercer un contre-pouvoir contre le Baath. Face à l'échec de ces différentes forces à s'opposer au Baath, une nouvelle force populaire spontanée émerge¹⁰¹.

⁹⁶ Tarik AZIZ, *op. cit.*

⁹⁷ Christian BOUDIER, *loc. cit.*

⁹⁸ Faleh JABAR, *loc. cit.*

⁹⁹ *Ibid.*

¹⁰⁰ *Ibid.*

¹⁰¹ *Ibid.*

II - La révolte du 5-6 février : l'émergence d'une nouvelle force spontanée

A - Déroulement de la révolte

Chaque année au dixième jour du mois de Muharram, premier mois du calendrier hégirien, a lieu la 'Achoura qui célèbre le martyr du troisième imam chiite, l'imam Al Hussein à Kerbela. L'Achoura est suivie de quarante jours de deuil, durant lesquels les fidèles se recueillent dans des salles aménagées pour l'occasion, les *husseiniyya*, où ils écoutent des prières et des invocations dans le but de commémorer la douleur du martyr de l'imam.

A l'issue de ces quarante jours de deuil, à lieu le pèlerinage d'Arbain, littéralement quarante en arabe, durant lequel les pèlerins doivent se rendre de Najaf, autre ville sainte où se trouve le tombeau de l'imam Ali, à Kerbela parcourant ainsi une distance d'environ quarante-quatre kilomètres à pied.

Ce rassemblement religieux suscitait déjà sous la monarchie une certaine méfiance du gouvernement, de plus nous avons vu également qu'en 1974 et 1975, les processions d'Arbain se sont transformées en manifestations anti gouvernementales. En effet, il suffit que la ferveur religieuse se mêle à des griefs sociaux et à un climat de mécontentement populaire pour que les processions religieuses se transforment en manifestations politiques.

Les organisateurs de ce rassemblement sont des familles de *wujaha*, des notables ou des familles de *seyyids*¹⁰². Ces familles, dont chacune est responsable d'un quartier, doivent organiser et superviser le déroulement du pèlerinage à partir du niveau des quartiers à celui des localités. Ces familles qui tiennent leur statut d'organisateur de leurs aïeux sont toutes originaires de Najaf et forment ce que l'on appelle *hay'at hussayniya*¹⁰³.

Après avoir affaibli le pouvoir clérical chiite et imposé des contraintes à la communauté chiite, le Baath a voulu continuer dans sa lancée et interdire le moyen d'expression de la communauté chiite à savoir le pèlerinage d'Arbain. Finalement mettre fin à toutes possibilités des chiites de s'opposer au régime.

¹⁰² Descendant du prophète Muhammad, par la branche de son petit-fils Al Hussain. Les *achrafs*, eux descendent du prophète Muhammad, par son petit-fils al Hassan.

¹⁰³ Faleh JABAR, *op. cit.*

a - Comment la révolte s'est-elle déclenchée ?

Le 5 février, cinq jours avant le début du pèlerinage d'Arbain, le Baath somme les organisateurs du pèlerinage d'annuler les processions et de mettre fin aux organisations. Pour justifier cette interdiction, le Baath prétexte l'arrestation d'un agent syrien qui s'apprêtait à déposer une bombe à la mosquée de Abbas à Kerbela¹⁰⁴. A Najaf la police informe les pèlerins d'une prétendue conspiration syrienne afin d'effrayer les pèlerins et les décourager à effectuer la procession. Cette interdiction a été perçue comme une humiliation par le *hay'at hussayniya* et des jeunes étudiants, qui décident de défier le Baath en appelant les pèlerins à se soulever contre cette interdiction. Ces jeunes agitateurs étaient une douzaine d'étudiants en colère, n'appartenant à aucun parti politique, tous originaires de Najaf et menés par Muhammad al Balaghi.

Ces jeunes étaient responsables de l'organisation du pèlerinage, s'occupaient de différentes tâches comme l'accueil des pèlerins, l'aménagement de salles, la mobilisation et le cheminement des pèlerins. Ceci explique leur proximité avec les pèlerins et ainsi la rapide mobilisation des pèlerins contre l'interdiction du pèlerinage.

D'autre part, ces étudiants et plus largement le milieu étudiant à Najaf nourrissaient un ressentiment contre le Baath à cause de la politique de laïcisation du système éducatif et à cause de la suppression de l'exemption au service militaire dont jouissaient les étudiants en théologie. D'ailleurs certains étudiants s'y étaient inscrits uniquement pour échapper à la circonscription.

Ces jeunes commencent à rassembler et à mobiliser les pèlerins de chaque quartier de Najaf en distribuant des tracts écrits à la main encourageant les pèlerins à prendre part à la procession.

Les pèlerins étaient pour la plupart composés de paysans chiites du sud de l'Iraq, de la région du Tigre et de l'Euphrate. Ils avaient pâti de la sécheresse qui a frappé les larges étendues de la région du sud causée par la construction d'un barrage syrien à Tabka¹⁰⁵. Cette même paysannerie avait, comme nous l'avons déjà vu, servi de réserve d'infanterie à la guerre contre les Kurdes et y a perdu plus de 10 000 jeunes. L'atmosphère était donc imprégnée de leur ressentiment envers le Baath.

Bientôt les pèlerins se rassemblent et forment une masse populaire en colère. La police et les forces de sécurité tentent d'encercler les pèlerins mais n'arrivent pas à arrêter les quelque 30 000 manifestants qui chantent, comme pour défier le régime :

¹⁰⁴ Khalil OSMAN, *The hissing sectarian snake : sectarianism and the making of state and nation in modern Iraq*, Thèse, University of Exeter, 2012.

¹⁰⁵ Faleh JABAR, *op. cit.*

Ahl al-Najaf Ya Amjad
*Rayatkum Irfa'uha*¹⁰⁶

Glorieux gens de Najaf
Levez votre bannière

Ou encore,

Le peuple entier est contre toi
Oh Baath, nous ne voulons pas de toi¹⁰⁷
Najaf a offert quatre martyrs
Dis à Bakr [Hassan el Bakr], les doigts de leurs mains en valent cent.¹⁰⁸

Les leaders de la révolte estimaient que quatorze activistes chiites de Najaf ont été exécuté par le Baath, cependant ils utilisent le chiffre quatre dans leur slogan pour faire correspondre la rime¹⁰⁹.

Malgré les nombreux griefs sociaux qui animent les manifestants, la nature première de la révolte est religieuse car il s'agit pour les pèlerins de protéger leur droits religieux. En effet, la manifestation était menée par un homme qui portait une large bannière verte, couleur de l'islam, sur laquelle était écrit des versets du coran en guise de message pour le Baath, qui certifie la suprématie du religieux sur le temporel :

"يد الله فوق أيديهم"¹¹⁰

"وما النصر إلا من عند الله"¹¹¹

"La main [sous-entendu le pouvoir] de Dieu est au-dessus de leurs mains [leurs pouvoirs]"
"La victoire ne vient que de Dieu"

A *Khan al Rub'* sorte de caravansérail situé au quart de la distance entre Najaf et Kerbela, où les pèlerins peuvent se reposer, des négociations ont été entamées entre le Baath et les religieux. Cependant il est difficile de connaître qui en sont les instigateurs. En effet, Faleh Jabar estime que ce sont les religieux qui entament des négociations avec le Baath et pour Tarik Aziz l'initiative vient des leaders du Baath.

Quoi qu'il en soit les religieux ont demandé au Baath de retirer l'interdiction du pèlerinage.

¹⁰⁶ *Ibid.*

¹⁰⁷ Joyce N. WILEY, *op. cit.* : « All the people are against you. Oh Ba'th, we dont accept you »

¹⁰⁸ *Ibid.* : « Najaf has offered four martyrs. Tell Bakr each of their fingers is a hundred »

¹⁰⁹ *Ibid.*

¹¹⁰ Sourate 48 – verset 10

¹¹¹ Sourate 3 – verset 126.

Pour ce faire, le Baath demande à Muhammad Baqir al Hakim d'être un médiateur entre lui et les manifestants et de leur proposer le retrait de l'interdiction en échange de l'arrêt des slogans anti-régime. Cependant la colère des manifestants était telle que tout compromis était inutile.

En réponse à l'échec des négociations, le Baath arrête certains religieux et envoie une brigade militaire pour arrêter les manifestants. Cependant, des militaires refusent de tirer sur les manifestants qui brandissaient des slogans religieux.

La révolte était menée par les jeunes agitateurs et les organisateurs. Ces derniers n'étaient pas contrôlés par les religieux. En effet, le deuxième jour, la révolte s'intensifie ce qui pousse Muhammad Bakr al Sadr à envoyer son disciple Muhammad Baqir al Hakim pour demander aux leaders de la révolte de ne pas chanter des slogans politiques contre Saddam Hussein ou Hassan al Bakr. Or les manifestants chantaient déjà des slogans contre Saddam Hussein¹¹² :

*Ya Saddam Sheel eedak
Jaish wa Sha'b may reedek*

Saddam enlève ta main
L'armée et le peuple ne veulent pas de toi

L'échec de l'intercession des religieux puis la désobéissance aux directives de Bakr al Sadr prouvent que la révolte représente une force populaire spontanée et indépendante de la *hawza* de Najaf. De plus, le ralliement de l'armée populaire locale à la révolte lui a donné une dimension plus radicale

b - Radicalisation de la manifestation

En effet, la plupart des soldats et officiers de l'armée populaire locale étaient chiites et ont rejoint la révolte. C'étaient également pour la plupart des personnes issues de ces régions de Najaf et Kerbela qui n'ont pas pu tirer sur leurs coreligionnaires. D'autre part même au sein de l'armée les chiites étaient sujets à des contraintes discriminatoires leur interdisant l'accès à des grades supérieurs, généralement réservé aux sunnites. Ils nourrissaient donc un ressentiment envers le Baath que la manifestation religieuse a permis d'exprimer.

La révolte s'est radicalisée le deuxième jour, d'abord comme nous l'avons vu par des slogans mais aussi par la violence. En effet lorsque les pèlerins arrivent à Khan el Nus, à mi-chemin entre Najaf et Kerbela, des forces de sécurité ouvrirent le feu sur les pèlerins, qui ripostent en assiégeant

¹¹² Faleh JABAR, *op. cit.*

un poste de police à Haydiryah¹¹³ pour se procurer des armes. Il y a eu des échanges de coups de feu qui entraînèrent des morts et des blessés.

Cette première révolte contre le Baath constitue le premier défi lancé à son régime autoritaire et est « l'occasion » pour lui de faire une démonstration de force. Ainsi pour mater la révolte, le Baath a fait appel aux forces de sécurité qui envoient, des véhicules blindés et des hélicoptères de combat. La répression du Baath fait 16 morts et 2000 manifestants transférés à la prison militaire de Bagdad. Parmi ces 2000 personnes, 500 ont été gardés pour être interrogés et les autres relâchés. La ville de Kerbela a été fermée pour empêcher les manifestants d'y entrer.

Des religieux ont aussi été emprisonnés comme Muhammad Baqir al Hakim. Le Baath lui reprochait d'avoir échoué à obtenir des concessions des manifestants, qui selon le régime étaient en lien avec al *Da'wa*, et voyait dans cet échec un double jeu mis en place par Muhammad Bakr al Sadr. Ce dernier a été arrêté également et conduit à Bagdad pour y être interrogé. Cependant, il a été rapidement relâché car le Baath craignait de nouvelles émeutes¹¹⁴.

Ce qui est intéressant de souligner c'est que cette révolte a eu lieu avant la révolution islamique d'Iran et avant la montée de la figure de Khomeiny, ce qui montre que le chiisme irakien est ni dépendant ni subordonné à l'Iran et répond à ses propres caractéristiques. On peut même dire que finalement ce sont ces révoltes, mais aussi l'activisme d'organisation comme al *Da'wa* ou les théories de Muhammad Bakr al Sadr qui ont pavés en quelque sorte le chemin à la révolution islamique d'Iran.

B - Interprétation et réponse du Baath.

L'Irak contemporain a connu une forte instabilité politique due aux successives coups d'Etat. En effet en 10 ans le pays a connu trois coups d'Etat : 1958, 1963 et 1968. Tous ces régimes qui se sont succédés ont été des régimes militaires autoritaires qui se sont servis des organes de l'Etat comme l'armée pour pérenniser leur pouvoir et contrecarrer toutes tentatives de putsch, conduisant à une sorte de paranoïa du complot.

En tenant compte de cette paranoïa on peut se poser la question de savoir comment le Baath a-t-il fait face à cet événement, comment l'a-t-il interprété à travers son principal organe de presse *al Thaoura* ?

Pendant la période qui va du 7 février au 23 février, date de la mise en place d'un tribunal

¹¹³ Centre des archives diplomatiques de Nantes, Fond Bagdad, carton 54PO/B/2, Troubles dans la région de Najaf et Kerbela

¹¹⁴ Tarek AZIZ, *loc. cit.*

révolutionnaire, le Baath hésite à donner un sens clair à cette révolte, il hésite entre la limiter à son fait religieux ou parler d'une subversion organisée de l'extérieur.

a - Hésitation entre la piste d'un complot organisé de l'extérieur...

Une dépêche d'actualité¹¹⁵, qui date du 16 février 1977, est envoyée par l'ambassadeur de France en Irak Jacques Morizet à Paris au ministre des Affaires Etrangères, Direction Afrique du Nord et Levant, Jean François Poncet. L'étude de cette dépêche nous permet de comprendre l'interprétation que fait le régime de l'événement.

Il faut préciser dans un premier temps que la principale source de l'ambassade de France à Bagdad, en plus du ministère de l'intérieur est la presse du parti *al Thaoura* mais aussi un quotidien communiste. Le parti communiste, qui renaît après la sévère répression connue sous les frères Aref, n'hésite pas à surévaluer les dangers qui menacent le régime pour mieux faire valoir le mérite de son alliance avec le parti Baath, mal en point depuis quelques mois. Cette lecture des événements est donc partielle car il s'agit de la version du régime et doit être lu selon le prisme des diplomates français.

Dans cette dépêche on apprend que le gouvernement ne se prononce sur l'événement que le 16 février soit 10 jours après la révolte. Or la presse avait déjà relayé l'information le 11 février en les attribuant « aux agissements d'une fraction traître ». Le 12 février *al Thaoura*, publie un éditorial sur les événements de Karbala et réaffirme la nécessité de mener à son terme les efforts de démocratisation entrepris par le régime malgré les difficultés.

Ces dix jours de silence de la part du régime représentent probablement le temps pour le Baath de s'organiser et d'élaborer une explication. Aussi, le temps nécessaire pour que la ferveur redescende et avoir la certitude qu'il n'y a aucune réaction à la chaîne. En effet, un état d'urgence a été mis en place à Bagdad et des forces de sécurité stationnées à Kerbela.

La piste du complot est dans un premier temps privilégiée. Avec les termes « main étrangère » et « impérialisme et sionisme » l'accusation est d'abord portée contre l'Iran, le Shah d'Iran étant un allié des Etats-Unis et d'Israël. Les relations irano-irakiennes étaient en 1977 ni bonnes, ni mauvaises. Elles se sont, depuis l'accord d'Alger en 1975 améliorées mais il demeure tout de même un rapport de méfiance et de suspicion. En effet, avant 1975 l'Iran avait armé et soutenu les Kurdes Irakiens contre le Baath, ainsi l'idée d'une attaque de l'étranger qui viserait à déstabiliser le régime est toujours présente.

¹¹⁵ Centre des archives diplomatiques de Nantes, Fond Bagdad, Carton 54PO/B/2, Troubles dans la région Najaf-Kerbela.

Dans un second temps, le Baath utilise ces événements pour intensifier sa campagne contre la Syrie en la pointant du doigt. Le ministre de l'intérieur affirme qu'un agent syrien porteur de bombe aurait été arrêté dans la mosquée de l'Imam Hussein à Kerbela. La presse a en effet relayé cette information le 9 février, sans évoquer les événements de Najaf et Kerbela, dans le but de porter l'attention vers l'extérieur. Or d'après Faleh Jabar ce « prétexte » de l'agent syrien a déjà été utilisé par le Baath le 5 février pour justifier l'interdiction d'Arbain.

Le clergé chiite participe aussi à cette campagne contre la Syrie en dénonçant le 10 février les « projets » criminels du gouvernement de Damas. La Syrie est la cible parfaite car la population nourrissait un ressentiment envers la Syrie à cause de la construction d'un barrage qui avait causé la sécheresse dans le sud du pays.

Par ailleurs le Baath irakien entretient avec le Baath syrien une relation de rivalité relative à une scission idéologique du parti et à la volonté d'hégémonie du monde arabe pour lequel les deux pays prétendaient.

Ces efforts à faire passer la révolte dans le cadre d'un complot fomenté soit par l'Iran soit par la Syrie, donc de l'extérieur vise à écarter l'idée d'une révolte de l'intérieur et ainsi minimiser l'ampleur du soulèvement populaire.

b - ...où la volonté de minimiser l'évènement

Dans sa volonté de minimiser l'évènement, le gouvernement reçoit au lendemain des révoltes, le 7 février 1977, le clergé chiite, dont une partie était en prison, au palais présidentiel. Il lui a été demandé de collaborer avec le régime et de prêcher l'apaisement dans les villes et les régions chiites. On peut imaginer que c'est avec la partie quiétiste mener par le *marja'* Abu el Qasim Kho'i connues pour ses positions apolitiques que le Baath a dialogué. En échange de ces efforts le Baath promet plus d'attention et plus de moyens aux régions chiites particulièrement au sud dans la région du Tigre et de l'Euphrate qui avait souffert de la sécheresse.

D'autre part, la description des événements d'après le ministère de l'intérieur est succincte et sélective. En effet les causes de la manifestation ne sont pas mentionnées, il y a une volonté de faire passer les manifestants pour une masse incontrôlée ni par ses religieux ni par la police. Le ralliement de l'armée populaire locale et les arrestations de religieux ne sont pas mentionnés. Le nombre d'arrestations à l'issue de la manifestation n'est pas non plus précisé, il est question « d'un certain nombre » alors qu'il s'agit de 2000 personnes arrêtées et 16 personnes tuées.

Finalement *Al Thaoura*, organe de presse du baath, tente même de récupérer ces événements, de les normaliser et de les minimiser pour montrer qu'ils ne peuvent en aucun cas déstabiliser le régime.

L'hésitation entre minimiser les faits ou parler franchement de complot entraîne l'hésitation du gouvernement quant à l'action à mener. En effet, une partie des membres du CCR, est pour une action plus ou moins laxiste toujours dans le souci de minimiser les événements et de ne pas s'aliéner la communauté chiite. Et une autre partie dirigée par Hassan al Bakr et Saddam Hussein est pour une action ferme et répressive, refusant de donner au gouvernement une image de faiblesse.

Finalement tout ceci vise à dissimuler l'existence d'une révolte qui vient de l'intérieur et qui représente un mouvement d'opposition chiite. Bien qu'en ayant proliféré l'idée d'un complot iranien ou syrien, le gouvernement n'est pas dupe et prend l'affaire très sérieusement, conscient du danger intérieur chiite qu'il compte éliminer, il met en place un tribunal révolutionnaire spécial.

c - Mise en place d'un tribunal révolutionnaire spécial

Le 23 février 1977, c'est la faction Saddam-Bakr, qui arrive à s'imposer avec la mise en place d'un tribunal révolutionnaire pour juger les responsables. Les juges de ce tribunal sont trois baathistes membres du CCR : Izzat Mustapha ministre des affaires municipales et provinciales et président du tribunal, Hassan Ali al Amiri ministre du commerce et Flayih Hassan el Jassim, secrétaire d'Etat. Ces juges devaient juger les 500 personnes retenues suite aux arrestations.

Le 25 février, le tribunal prononce les jugements suivants : huit étudiants¹¹⁶ sont condamnés à mort (deux autres sont morts sous la torture) et quinze autres dont Muhammad Baqir el Hakim ont été condamnés à la prison à perpétuité. Le jugement est en réalité une mise en scène commanditée par Saddam Hussein qui a donné les directives et les consignes aux juges. Or Izzat Mustapha, fort de sa proximité avec Hassan al Bakr, défie les consignes de Saddam Hussein en ne condamnant que quinze personnes à la prison à vie, alors que Saddam Hussein avait ordonné la condamnation de 78 personnes.

Ce jugement a causé une nouvelle division au sein du Baath car aux yeux de Saddam Hussein il était très laxiste. Il a fait savoir à travers *al Thaoura* que d'après la loi tous les responsables impliqués dans ces troubles devaient recevoir la peine capitale. Critiquant l'indulgence de Izzat Ibrahim, il met en cause sa neutralité à cause de « son sang chiite »¹¹⁷.

Finalement Saddam Hussein parvint à imposer son opinion en expulsant Izzat Mustapha et Flayih Hassan al Jassim de leurs fonctions de juges et du CCR et augmente le nombre de condamnés à la perpétuité à 78 personnes. Il justifie l'expulsion des deux baathistes en les accusant de

¹¹⁶ Il s'agit de Yousif Satar Asadi, Kamil Naji Malo, Muhammad Said al Balaghi, Naji Muhammad Karim, Ghazi Judi Khuwayir, Muhammad Ali Ni'na', Abbas Hadi Ajina et Sahib Rahim Abu Gulal.

¹¹⁷ Centre des archives de Nantes, Fond Bagdad, Carton 54PO/B/3, la situation politique et sociale en Irak au début de l'année 1978, 18/01/78

défaitisme, de faiblesse et d'incapacité à assumer les responsabilités du parti. *Al Thaoura* explique également que cette expulsion était nécessaire pour sauvegarder la pureté révolutionnaire du parti.

Saddam Hussein voulait, à travers une mobilisation des organes de l'information, que les condamnations soient perçues comme un avertissement afin de dissuader les « ennemis de la révolution de porter atteinte à l'unité du pays »¹¹⁸. À l'inverse, les acquittements devaient être compris comme un geste d'apaisement et de clémence¹¹⁹. Ce message a été parfaitement compris par le clergé chiite qui remercia le gouvernement pour sa « clémence » et lui assura la fidélité de la communauté chiite¹²⁰.

Entre le clergé chiite et le Baath, l'heure est à l'apaisement. En effet, le Baath, à travers sa politique du *Tarhib wa Targhib* qui consiste à punir puis à apaiser, veut désormais apaiser les esprits. La première mesure d'apaisement a été l'acquittement et l'indemnisation des familles des victimes mortes à l'issue de la manifestation des 5 et 6 février¹²¹. Conscient que cela ne soit pas suffisant pour apaiser les antagonismes, le Baath entend expliciter son rapport au religieux.

III - Le temps de l'apaisement

A - Utilisation des références religieuses

a – La nécessité pour le Baath de définir sa vision du religieux

Le 1^{er} février 1979 l'ambassadeur français à Bagdad envoie un télégramme qui s'intitule « M. Saddam Hussein et la communauté chiite d'Irak »¹²² dans lequel il explique qu'un discours de Saddam Hussein *Nazra fil Din wa Turath*, prononcé le 11 août 1977, vient de paraître dans les librairies de Bagdad. Ce discours avait déjà été imprimé sous forme de livret depuis juillet 1978, mais n'a été mis en vente que début 1979, faisant certainement écho à la révolution islamique d'Iran. En effet au lendemain de la révolution islamique Saddam Hussein voulait mettre en garde la communauté chiite contre une éventuelle révolte. Nous approfondirons cette question dans la deuxième partie. Pour le moment nous allons nous borner à la date à laquelle ce discours a été prononcé soit le 11 août 1977 par Saddam Hussein devant un public baathiste.

Dans ce télégramme, de cinq pages, l'ambassadeur ne rapporte pas le discours dans son

¹¹⁸ *Ibid.*

¹¹⁹ Centre d'archives diplomatiques de Nantes, Fond Bagdad, Carton 54PO/B/2, Situation intérieure, 17/03/77

¹²⁰ *Ibid.*, Chronologie : Février 1977, 24/03/77

¹²¹ Centre d'archives diplomatiques de la Courneuve, Fond Direction d'Afrique du Nord et du Moyen Orient - Irak, Carton 1460INVA/202, Le chiisme en Irak, 27/06/79

¹²² *Ibid.*, M. Saddam Hussein et la communauté chiite d'Irak, 01/02/79

intégralité mais partiellement sous forme d'extrait. La principale source des diplomates français de l'ambassade française d'Irak, comme nous l'avons déjà dit, est la presse.

Ce discours prouve que le Baath est conscient des dangers internes, liés à la communauté chiite, qui le menacent. Ainsi, pour Saddam Hussein, ce discours représente un impératif pour clarifier la position du Baath par rapport à la religion. D'une part, ce discours est adressé aux baathistes eux-mêmes pour avoir une ligne politique claire concernant le religieux et ainsi éviter les divisions passées. D'autre part, il est également adressé à la communauté chiite et plus précisément à ses leaders.

Dans un premier temps Saddam Hussein parle de l'existence de « forces hostiles » et de « milieux réactionnaires, soutenus par l'impérialisme » qui veulent instrumentaliser la religion à des fins politiques, en manipulant le peuple ainsi que l'armée. Ici Saddam Hussein fait probablement référence aux chefs religieux chiïtes et à la *Da'wa* qui aurait eu des connections avec le Chah d'Iran¹²³. Il continue en affirmant que ces minorités hostiles au Baath utilisent les rassemblements religieux pour instrumentaliser la religion à défaut de pouvoir rassembler le peuple autour d'un parti politique d'opposition. Ainsi il reproche aux religieux d'encourager les processions religieuses qu'il qualifie de violentes et réactionnaires et qui « choquent les autres musulmans »¹²⁴.

Dans un second temps il met en évidence l'incompatibilité entre la vie contemporaine et les enseignements du droit musulman, en affirmant qu'un régime théocratique ne pourrait que nuire aux autres confessions et favoriserait les divisions sectaires. De plus il affirme que les problèmes de la société contemporaine sont différents de ceux des premiers siècles de l'islam.

Pour justifier la volonté du Baath à faire évoluer les traditions religieuses, Saddam Hussein utilise la thèse selon laquelle la révélation s'est faite progressivement, Dieu ayant voulu « que la loi et la religion évoluent avec la vie ». D'après Bengio Ofra, cette évocation d'un régime théocratique fait écho à des voix, qui appellent aux changements de l'idéologie du parti en faveur d'une idéologie religieuse.

Cependant le Baath se défend d'être une religion concurrente à l'islam ou un mouvement qui prône l'athéisme, pour se démarquer des communistes, mais se présente comme une « nouvelle croyance temporelle exprimant le besoin des arabes de construire une nouvelle civilisation ». Le Baath se défend également de favoriser un rite sur un autre, alors que l'appel à la prière et le jeûne du mois de Ramadhan se faisait jusque-là selon le rite sunnite. Enfin, Baath se veut être le garant de la liberté de culte tant que la pratique religieuse ne s'oppose pas à la politique du parti.

¹²³ Hanna BATATU, *op. cit.*

¹²⁴ Centre d'archives diplomatiques de la Courneuve, Fond Direction d'Afrique du Nord et du Moyen Orient - Irak, Carton 1460INVA/202, La Achoura en Irak, 16/12/79

En revanche, il lance un avertissement à l'instrumentalisation de la religion en promettant une répression sévère. Cette éventualité, ajoute Saddam, se produirait malgré la volonté du Baath, car il y a la crainte de s'aliéner la communauté chiite et ainsi renforcer son opposition au parti.

b – Les visites officielles : moyen d'encadrer et de surveiller les chiïtes

Dans sa politique d'apaisement, Saddam Hussein veut contrôler et surveiller la communauté chiite. Pour ce faire, les dirigeants baathistes vont multiplier les visites officielles dans la région de Najaf et Kerbela. Le 30 juin 1977, le président Bakr effectue une visite à Kerbela et préside la cérémonie qui marque l'anniversaire de l'imam Ali en présence d'autres ministres. En novembre 1977, Saddam Hussein et le ministre de la défense, son oncle maternel, Adnan Khairallah Tilfah, effectuent une visite de cinq jours dans la région du sud. Les moyens d'informations ont largement couvert ces déplacements et insisté sur l'intérêt que « les responsables du parti ne cessent de porter aux problèmes et au développement des populations des régions du sud »¹²⁵. Les quotidiens de Bagdad ont affirmé que Saddam Hussein serait intervenu en personne pour que des solutions immédiates soient apportées « aux insuffisances flagrantes qu'il avait été amené à constater au cours de sa visite »¹²⁶.

A la fête de Achoura en décembre 1977, Saddam Hussein, Adnan Hussein el Hamdani et Izzet Ibrahim se sont rendu à Najaf et Kerbela. Les moyens d'informations et plus particulièrement la télévision, ont largement rendu compte de ce déplacement, s'attardant notamment sur la visite effectuée dans les mosquées des Imams au cours de laquelle Saddam Hussein a effectué la prière en compagnie des religieux chiïtes.

Ces trois déplacements rapprochés témoignent du désir du gouvernement de Bagdad de ne pas envenimer les choses avec les milieux religieux dont l'influence reste encore très grande sur les populations du sud. Ils confirment également la volonté d'intégrer cette région du pays délaissée au niveau du développement économique et sociale.

En juillet 1977, une délégation irakienne se rend en Iran, le but étant de faire le bilan des échanges et de la coopération. A l'issue de cette rencontre 13 écoles, entretenues par l'Iran, sont ouvertes à Najaf, Kerbela et Bagdad. Aussi, la question des voyages de séjour des pèlerins et des étudiants dans les lieux saints qui avait constitué un litige entre le Baath et la communauté chiite semble être réglée.

En 1978, deux visites officielles ont eu lieu de la part des dirigeants baathistes dans les

¹²⁵ Centre des archives de Nantes, Fond Bagdad, Carton 54PO/B/3, la situation politique et sociale en Irak au début de l'année 1978, 18/01/78

¹²⁶ *Ibid.*

régions chiites. Le 22 juin, le ministre des *Wakf* préside une cérémonie qui célèbre la naissance de l'imam Ali. Le 13 juillet, c'est le président de la république Hassan el Bakr qui préside une cérémonie célébrant la naissance de l'Imam Hussein à Najaf.

Lors de l'Achoura de 1978, le 10 décembre, le Baath a pris des précautions pour encadrer les processions et éviter tout débordements. A cette occasion *al Thaoura* a consacré un éditorial sur l'anniversaire du martyre de l'imam Hussein qui est donné en exemple de résistant contre l'injustice et la tyrannie.

Ces visites répétées ont une double portée. Il s'agit d'abord de surveiller la communauté pour éviter tout troubles et débordements puis le contrôle plus spécifique du clergé. Le 12 décembre 1978, au début de Achoura, des messages d'adhésion au régime sont adressés au président Bakr et à Saddam Hussein par les religieux de Najaf et Kerbela. On peut penser que les religieux de la *hawza* étaient contraints à témoigner leur soutien, or certains religieux étaient véritablement en faveur de la politique de Saddam Hussein, comme Ali Kashif al Ghita¹²⁷ et Ali al Saghir

En revanche Saddam Hussein échoua à avoir le soutien du *marja'* Kho'i, cependant ce dernier, de par son mutisme habituel, ne posait pas de problèmes majeurs au Baath.

Le clergé chiite et son pouvoir économique indépendant sont désormais mis sous la surveillance d'un appareil de sécurité. En 1977 après la révolte, le Baath nationalise les biens religieux. Etant donné que les affaires religieuses sunnites étaient placées sous l'autorité du gouvernement depuis l'époque ottomane, cette nationalisation visait essentiellement le clergé chiite. En effet le gouvernement accorde aux religieux de la *hawza* le statut de fonctionnaires avec des avantages comme des augmentations, la retraite et une assurance sociale. Au sein du clergé cette offre a rencontré la méfiance des *mujtahidin* qui ne voulaient pas corrompre leur statut de religieux en affichant une proximité avec le régime. Cependant les mollahs et autres bas placés de la hiérarchie cléricale chiite ont reçu avec beaucoup d'enthousiasme cette offre qui leur assurait un revenu stable et supérieur à celui dont ils disposaient déjà. A travers ces mesures on voit le souci du régime de vouloir contrôler la totalité du clergé si bien que le 7 mars 1978, l'argent des villes saintes est placé sous le contrôle du gouvernement¹²⁸. Cependant certaines donations sont plus difficiles à contrôler comme les donations de la main à la main, qui sont très fréquentes et non négligeables¹²⁹. Le 18 octobre 1979, un décret du CCR augmente le salaire des imams qui passe de 90 à 125 dinars¹³⁰.

Toutes ces mesures d'apaisement, sont en réalité des conséquences de la révolte de février.

¹²⁷ Religieux chiite qui a toujours été du côté du gouvernement.

¹²⁸ Faleh JABAR, *op. cit.*

¹²⁹ Centre d'archives diplomatiques de la Courneuve, Fond Direction d'Afrique du Nord et du Moyen Orient, Carton 1460INVA/202, Vers la nationalisation des biens religieux, 30/10/79

¹³⁰ *Ibid.*

Elles répondent au besoin du Baath de créer un climat pacifié pour s'imposer davantage et continuer la « baathisation » de la société. La dernière mesure d'apaisement que le Baath applique, consiste à créer une identité irakienne dans laquelle sont intégrée des références chiites.

c - Utilisation de références religieuses dans la construction d'une nouvelle identité irakienne mésopotamienne

Avec l'émergence d'un clivage ethnique, les kurdes et religieux, les chiites, le Baath décide d'établir un nouveau plan de reconstruction d'une identité irakienne qui reflète et englobe le pluralisme culturel et religieux irakien. Cette identité se veut être mésopotamienne pour promouvoir une identité irakienne nationaliste transcendant le panarabisme officiel qui excluait les chiites.

Pour ce faire, plusieurs références au chiisme ont été utilisées par le régime, malgré la laïcité qu'il prône. Ainsi lors du ramadhan de 1977, pour la première fois, le jeûne a été pratiqué selon le rite chiite, qui consiste à débuté le jeûne un jour après les sunnites. De plus, pour satisfaire les milieux chiites traditionnalistes, Izzat Ibrahim, vice-président du CCR, a rappelé l'interdiction de rompre le jeûne en public, alors qu'auparavant cette réglementation ne faisait l'objet que d'un communiqué du Cabinet du ministère de l'intérieur. En cas de non-respect de cette mesure, les contrevenants, y compris les chrétiens, seraient punis de peines de prison¹³¹.

Cet avertissement, prouve que les Irakiens n'observaient pas avec beaucoup de rigueur le jeûne du mois de ramadhan. En effet, dans une dépêche d'actualité traitant de la laïcité et de la religion en Irak en 1978, il est dit que le « ramadan, s'il fait l'objet de quelques recommandations officielles, ne semble pas être respecté massivement »¹³².

D'autres mesures ont été annoncées comme l'agrandissement et l'embellissement de certaines mosquées de Bagdad et des lieux saints, ainsi que la construction d'hôtels destinés à l'accueil des pèlerins pendant la période des pèlerinages. En 1979, Saddam Hussein dépense 24,4 millions de dinars dans la restauration et la construction des mosquées des villes saintes ou de *hussayniya* pour les pèlerins¹³³.

Des symboles chiites sont également mis en avant comme le jour anniversaire de la naissance de l'imam Ali qui devient férié. Plus tard le 8 août 1979, lors d'un discours à la radio, Saddam Hussein se proclame descendant de l'imam Ali Ibn Abi Taleb¹³⁴ et demande à Khairullah Tilfah,

¹³¹ *Ibid.*, Un ramadan en Irak, 22/08/77

¹³² *Ibid.*, Laïcité et religion en Irak, 30/11/78

¹³³ Hanna BATATU, *op. cit.*

¹³⁴ *Ibid.*

son oncle maternel, d'élaborer son arbre généalogique qui remonte à l'imam. Cette pratique était en réalité fréquente car Hassan al Bakr s'était déjà réclamé d'une noble lignée en élaborant un arbre généalogique factice. Il y avait donc, chez les dirigeants baathistes le souci de s'approprier une ascendance noble afin d'élaborer une légitimité. En effet le principal problème du Baath, venu au pouvoir par un coup d'Etat en 1968, a été de consolider son pouvoir en construisant une légitimité.

B - Contrôle et surveillance des chiites dans les appareils d'Etat

a – Intégration de chiites au sein du CCR

En septembre 1977, pour la première fois, un plus grand nombre de chiites furent intégrés aux organismes dépendants du parti et au gouvernement. En effet en 1977, la représentation des chiites arabes au sommet et en bas de la hiérarchie du parti a subi une augmentation comparé aux premières années du Baath.

Durant la phase militaire du général Kassem et des frères Aref, la représentation des chiites au sommet du Baath c'est-à-dire au CCR est de 16% contre 35%¹³⁵ de chiites en bas de l'échelle du parti. Soit 3 chiites arabes au sein du CCR qui compte 22 membres.

En 1977, il y a une représentation de 24% des chiites arabes au CCR contre 17,6%¹³⁶ de chiites en bas du parti. Soit 5 chiites arabes au sein du CCR. Cependant beaucoup d'entre eux étaient plus des carriéristes attirés par les intérêts matériels que des partisans convaincus¹³⁷.

Cette amélioration de la représentation chiite au sein du Baath a été suivie par deux nouveaux décrets qui datent du 4 juillet 1978. Le premier décret concerne les forces armées que nous verrons plus loin, le second, qui nous intéresse ici concerne l'interdiction sous peine de mort, pour un baathiste de rejoindre un autre parti ou groupe politique.

« [...] *It also became a capital offence for anyone to enlist to another party or political grouping anyone with an organisational relation with the Ba'at party while knowing of his previous relation with that party. This amendment to article 200 of the penal code.* »¹³⁸

Ce décret vise essentiellement la sauvegarde de la représentation des chiites au sein du Baath en leur imposant l'impossibilité d'en sortir¹³⁹. Le Baath interdisait aussi aux chiites baathistes de

¹³⁵ Faleh JABAR, *op. cit.*

¹³⁶ *Ibid.*

¹³⁷ Hanna BATATU, "Iraq's Underground Shi'a Movements: Characteristics, Causes and Prospects", *Middle East Journal*, Vol. 35, n°4, 1981, [<http://www.jstor.org/stable/4326306>], consulté le 10/04/17

¹³⁸ Amnesty International Report, « The Death Penalty : A Survey by Country », 26 septembre 1979.

¹³⁹ Faleh JABAR, *op. cit.*

participer à des rituels chiïtes ou de collecter des contributions à ces rituels¹⁴⁰ comme la procession d'Arbain. En effet, le Baath veut endiguer cette pratique d'Arbain en mobilisant les appareils administratifs dans l'instruction des citoyens afin de les conseiller de s'éloigner de ces rituels et de leur inculquer des valeurs patriotiques et nationalistes.

Cette révolte constitua également l'occasion pour le Baath de voir les conséquences de sa politique sectaire. En effet *al Thaoura*, organe de presse du Baath, a recommandé à ses militants de se montrer « plus souples et moins zélés » lorsqu'il était question des affaires religieuses¹⁴¹.

Parallèlement les services de sécurité dirigés par le général Fadhel Barrak, surveillaient scrupuleusement les propriétés, les industries et les commerces chiïtes, ainsi que les particuliers, afin de préparer ce qui allait être la prochaine vague de déportations, à partir de 1980. Dans son livre *Les écoles juives et iraniennes en Irak* (Al-madéris al-yahudiyya wa al-iraniyya fi al-'Iraq), Fadhel Barrak, membre important du Baath et proche de Hassan el Bakr, met en avant l'influence des Iraniens dans l'économie irakienne des années 1970 en citant des statistiques relatives aux nombres de commerçants Iraniens, d'industriels et de bijoutiers et en insistant sur la nécessité d'un plan pour se débarrasser de cette influence iranienne¹⁴². Par le terme « iraniens », Fadhel Barrak désigne des Irakiens d'origine iranienne, mais aussi des arabes chiïtes de « rattachement iranien »¹⁴³. Avec son livre, à caractère raciste qui n'est pas sans rappeler « les fichiers juifs des régimes fascistes antisémites d'Europe »¹⁴⁴, Fadhel Barrak contribue à alimenter un climat de suspicion envers les chiïtes et plus largement l'Iran, dans le but d'établir un antagonisme entre Irakiens et Iraniens.

b – Des mesures pour mieux contrôler les chiïtes au sein de l'armée

Le soulèvement populaire chiïte de février 1977 a également mis en évidence des failles au sein d'une assise que le Baath pensait totalement acquise : l'armée. En effet l'armée populaire locale s'était ralliée à la révolte car elle est composée majoritairement de chiïtes. Ces derniers ayant refusé de tirer sur leurs coreligionnaires. Au lendemain de la révolte, le Baath a donc décidé de punir cet acte de déloyauté en consignant l'armée et ce sont les milices et la police du parti que le régime a utilisé pour établir un état d'urgence à Bagdad et placer des forces policières à Kerbela¹⁴⁵.

¹⁴⁰ *Ibid.*

¹⁴¹ Centre d'archives diplomatiques de Nantes, Fond Bagdad, Carton 54PO/B/2, Situation intérieure, 17/03/77

¹⁴² Pierre-Jean LUIZARD, « Iraniens d'Irak, direction religieuse chiïte et Etat arabe sunnite », *Cahiers d'études sur la Méditerranée orientale et le monde turco-iranien*, [En ligne], 22 | 1996, mis en ligne le 04 mars 2005, consulté le 28 mai 2017. URL : <http://cemoti.revues.org/139>.

¹⁴³ Voir p.15

¹⁴⁴ Pierre-Jean LUIZARD, *op. cit.*

¹⁴⁵ Centre d'archives diplomatiques de Nantes, Fond Bagdad, Carton 54PO/B/2, Troubles dans la région de Najaf et Kerbela, 16/02/77

Cependant, le 11 août 1977, comme nous l'avons vu déjà vu, Saddam Hussein avait prononcé un discours devant un public baathiste intitulé *Nazra fi Din wa Turath* qui avait pour but général d'établir la position du Baath par rapport à la religion.

D'une manière plus particulière, on trouve dans ce discours, la première réflexion faite au ralliement de l'armée à la révolte. La faute n'est pas mise sur l'armée qualifiée de baathiste mais plutôt sur les « milieux suspects » qui travaillent à pousser l'armée « à se comporter de façon indisciplinée et inconsciente » dans le but « d'isoler la révolution des masses ». Ceci sonne comme une déculpabilisation de l'armée toujours dans le souci du Baath de continuer sa politique d'apaisement.¹⁴⁶

Cependant, pour mieux contrôler l'armée, le 6 octobre 1977, Saddam Hussein donne un discours aux forces armées devant la 43^{ème} promotion du collège d'Etat-major. Ce discours a été publié par le journal du département de direction politique du Ministère de la défense « *Hurras al Watan* » (les défenseurs de la Nation). Ce discours a été rapporté par les diplomates français sous forme d'extraits et non dans sa totalité.

Dans ce discours Saddam Hussein justifie sa nomination en tant que civil au poste de général d'Etat-major en affirmant que les dirigeants baathistes doivent avoir une double formation, d'abord une formation générale prioritaire et indispensable, c'est-à-dire en réalité une formation politique baathiste qui « permet de servir le pays et de comprendre les problèmes du peuple »¹⁴⁷. Cette formation doit s'accompagner d'une formation de spécialisation, secondaire, qui permet de compléter la première formation. Car selon Saddam Hussein, ça n'est pas la spécialisation qui fait qu'un dirigeant puisse être apte à gouverner mais sa formation générale. Il justifie ainsi qu'un civil, comme lui puisse accéder à un poste de militaire.

L'autre but de ce discours est de justifier le refus d'une « armée de métier »¹⁴⁸. En effet le Baath considère qu'une armée de métier sans formation générale, sous-entendu une « baathisation » de l'armée, entraîne les révoltes, comme ce qui s'est passé le 5 février et les coups d'Etat. Ces « éléments déviationnistes »¹⁴⁹ au sein de l'armée sont vraisemblablement des anciens militaires, chiites ne faisant pas parti de la jeunesse baathiste complètement acquise au Baath. En effet Saddam Hussein précise « Ici en Irak chacun traite avec révérence son supérieur en âge ou en rang. Mais le jeune n'hésite pas à critiquer son aîné lorsqu'il le prend en faute, et il cherche à le remettre dans le

¹⁴⁶ Centre d'archives diplomatiques de la Courneuve, Fond Direction d'Afrique du Nord et du Moyen Orient - Irak, Carton 1460INVA/175, Saddam Hussein et la communauté chiite d'Irak, 01/02/79

¹⁴⁷ Centre d'archives diplomatiques de Nantes, Fond Bagdad, Carton 54PO/B/2, Discours de M. Saddam Hussein sur les forces armées 16/11/77.

¹⁴⁸ *Ibid.*

¹⁴⁹ *Ibid.*

droit chemin »¹⁵⁰.

Lors du huitième anniversaire de l'armée populaire le 8 février 1978, des améliorations lui ont été apportées. Son effectif a doublé en un an, en 1977 elle comptait 50 000 hommes, en 1978 elle en compte 100 000, 50 000 ont défilé à Bagdad et 50 000 en province. En réalité la plupart des militaires qui ont gonflé les rangs de l'armée populaire sont des militaires fidèles au Baath¹⁵¹ afin d'établir la prééminence du parti au sein de l'armée populaire. Les soldats de l'armée populaire disposent désormais d'un armement sophistiqué et varié. Ce défilé a été largement couvert par les moyens d'informations, pour montrer à la population et plus particulièrement à la communauté chiite la mainmise baathiste sur l'armée populaire.

Le 4 juillet 1979, une loi du CCR concernant les forces armées a été décrétée et représente un pas de plus dans la « baathisation » de l'armée, « *It became a capital offence for any service man who retired from, or left, the armed forces for any reason after 17 july 1968 to join or work for any party or political grouping other than Ba 'ath party* »¹⁵². Ainsi tout retrait de l'armée ou de la police pour rejoindre un autre parti autre que le Baath est désormais passible de la peine de mort. Ce décret prend effet trois mois après sa publication. Dans une lecture plus extensive, il englobe tous les jeunes Irakiens qui effectuent leur service militaire laissant ainsi aux autres partis politiques une existence uniquement théorique.

Conclusion

La période du général Kassem bien que courte, a changé le paysage social et politique irakien. Les anciennes structures ont été renversé avec la disparition des grands propriétaires fonciers au profit de l'émergence de nouvelles classes rurales. L'abolition du *Tribal Disputes Regulations*¹⁵³, qui donnait aux *cheikhs* tribaux un pouvoir judiciaire absolu sur leur tribu¹⁵⁴, a également contribué à l'amélioration des conditions de vies de paysans.

En modifiant les structures sociales, la révolution a troublé l'équilibre délicat entre les différentes ethnies ou communautés en Irak, principalement entre les sunnites et les chiites¹⁵⁵. Désormais la nouvelle prise de conscience sociale ne se vivait plus selon l'idée de classes, ni selon

¹⁵⁰ *Ibid.*

¹⁵¹ Centre d'archives diplomatiques de Nantes, Fond Bagdad, Carton 54PO/B/3, Huitième anniversaire de l'armée populaire, 15/02/78.

¹⁵² Amnesty International Report, « The Death Penalty : A Survey by Country », 26 septembre 1979.

¹⁵³ Hanna BATATU, *op. cit.*

¹⁵⁴ Peter SLUGLETT, *Britain in Iraq : Contriving King and Country, 1914-1932*, New York, Columbia University Press, 2007

¹⁵⁵ Hanna BATATU, *op. cit.*

l'idéologie nationaliste mais selon un nouveau discours, celui de l'identité communautaire¹⁵⁶.

Au début des années 1960, deux mouvements *Da'wa* et *Jama'at el Ulama*, contribuent à construire une identité chiite irakienne, qui se veut à la fois politique et réformatrice, et dont le principal ambassadeur est Muhammad Bakr al Sadr.

En 1968, l'arrivée du Baath au pouvoir, après un second coup d'Etat, bouleverse à nouveau les structures sociales et politiques. Inquiet de l'indépendance économique, sociale et religieuse du clergé chiite, le gouvernement irakien, sunnite et héritier de l'anti chiisme des frères Aref, multiplie les mesures répressives contre le clergé et la communauté chiite d'Irak.

Dans un climat tendu avec l'Iran, la confrontation de la communauté chiite avec le Baath se fait d'abord avec le *marja'*, Mohsen el Hakim. C'est intéressant de voir qu'envers Mohsen el Hakim, le Baath choisit tantôt de l'ignorer tantôt d'exercer des pressions sur lui. Car la figure de *marja'* était pour le Baath une figure religieuse « sous-contrôle » qui ne pouvait pas influencer dans les affaires politiques. En fait, la communauté chiite avec son clergé était sous-estimée par le Baath qui continuait d'appliquer ses mesures répressives, notamment contre les membres et les dirigeants de la *Da'wa*.

En 1977, une révolte chiite éclate le 5-6 février à l'occasion de l'Achoura. Elle symbolise un ras-le-bol de la communauté chiite face à la politique sectaire du Baath. Cette révolte illustre l'identité chiite irakienne qui réunit la ferveur religieuse de Achoura aux revendications politiques à travers les slogans anti Baath.

La révolte était-elle contrôlée par le clergé chiite ? Il est difficile de répondre à cette question du fait de la spontanéité du soulèvement, mais quelques éléments étayés dans cette première partie, montrent que la radicalisation de la révolte, à travers ses slogans, ses chants ainsi que le ralliement de l'armée populaire, rompt avec la prudence observée par le clergé chiite.

Pour le Baath, cette révolte a été une surprise, d'où la durée de deux jours de la révolte, et la première opposition populaire qu'il devait contrer. La première étape pour le gouvernement irakien consistait à donner un sens à cet incident en tergiversant entre l'idée de complot organisé de l'étranger ou à de simples débordements religieux qu'il fallait minimiser. Cependant le gouvernement n'est pas dupe et décide la mise en place d'un tribunal révolutionnaire spécial pour juger les responsables, malgré quelques divisions en son sein concernant l'action à mener.

Après la répression, Saddam Hussein, vice-président, décide d'apaiser les tensions et opte pour une politique d'apaisement. Le Baath, tire des leçons de cette révolte, d'abord la nécessité de définir une ligne politique claire par rapport au religieux, ce que Saddam Hussein tente de faire à

¹⁵⁶ Faleh JABAR, *op. cit.*

travers un discours. Deuxièmement, le Baath perçoit la nécessité de contrôler et surveiller la communauté chiite et son clergé à travers la multiplication des visites officielles et des dons financiers. La nécessité également d'intégrer des références religieuses chiites dans la création d'une nouvelle identité irakienne plus particulière et qui transcende l'idéologie panarabe qui excluait les chiites. Enfin cette révolte a souligné la nécessité d'intégrer des chiites dans les appareils d'Etat comme le parti Baath, ainsi que la nécessité de mieux contrôler l'armée avec l'application de plusieurs mesures visant à la « baathiser ».

Cette révolte chiite marque un tournant dans l'histoire de l'activisme chiite irakien, et la communauté chiite d'une manière générale en confirmant son statut de majorité persécutée. D'autre part, elle incarne le particularisme chiite irakien et met en évidence son indépendance vis-à-vis du chiisme iranien. On peut même dire que c'est cette atmosphère de contestation populaire de la fin des années 1970, ainsi le bagage idéologique élaborée par Muhammad Bakr al Sadr et l'activisme d'organisation comme la *Da'wa*, qui vont paver le chemin à Khomeiny, alors à Najaf en 1977. Ce dernier, a pu mesurer la capacité de la population à contester le régime en place et tirer des leçons de cette révolte pour instaurer une république islamique en Iran.

Deuxième partie

Les conséquences de la révolution islamique sur l'activisme chiite irakien

I - Les conséquences de la révolution islamique iranienne en Irak : deux niveaux, deux logiques

A - L'émergence de Muhammad Bakr al Sadr comme figure de l'opposition

a - Le soutien de Muhammad Bakr al Sadr à Khomeiny

« Un fragile *modus vivendi* continua des deux côtés jusqu'à l'expulsion de Khomeiny en octobre 1978 et l'inauguration de la République islamique en Iran quelques mois plus tard »¹⁵⁷. En octobre 1978, Khomeiny quitte l'Irak pour Paris après 14 ans de séjour à Najaf. Khomeiny et ses partisans parlent d'expulsion tandis que le gouvernement irakien parle de départ choisi. En effet dans une conférence de presse accordée à des journalistes français le 25 octobre 1978, Saddam Hussein explique que le baath avait laissé le choix à Khomeiny, rester en Irak et cesser toutes activités d'opposition au régime iranien ou poursuivre ses activités et quitter le sol irakien. Le Baath entendait ne laisser aucun religieux interférer dans les affaires politiques qu'il soit irakien ou iranien. Khomeiny ayant choisi de continuer à mener ses activités politiques choisi de quitter l'Irak.

En réalité c'est le Chah qui demanda l'expulsion de Khomeiny d'Irak, cette requête faisait partie d'un traité de sécurité irano-irakien¹⁵⁸. Le départ de Khomeiny d'Irak a été considéré comme une provocation chez les religieux de Najaf et en particulier chez Muhammad Bakr al Sadr, ce qui mit fin au fragile « *modus vivendi* » qui avait été établi entre le Baath et les chiites.

Fort de son statut de *marja'*, Muhammad Bakr al Sadr, émerge comme la nouvelle figure de l'opposition. Il n'hésite pas à soutenir Khomeiny notamment durant son exil à Paris, en octobre 1978 et février 1979, en adressant une lettre à ses disciples en Iran où il exprime son admiration pour Khomeiny et leur demande de le soutenir. Dans cette lettre il explique que Khomeiny a accompli la *marji'iyah* qu'il avait théorisée pendant des années. Cette lettre n'a pas été publiée car

¹⁵⁷ Marion FAROUK-SLUGLETT et Peter SLUGLETT, *Iraq Since 1958: From Revolution to Dictatorship*, Londres, I. B. Tauris, 1987: « An uneasy *modus vivendi* continued on both sides until the expulsion of Khomeini in October 1978 and the inauguration of the Islamic Republic in Iran a few months later

¹⁵⁸ Faleh JABAR, *op. cit.*

les disciples de Bakr al Sadr en Iran craignaient que la publication de ce message ne mette en danger sa vie.

En Iran les manifestations contre le Chah s'intensifient en 1978 notamment pendant le mois de Muharram, mois de l'Achoura, où les manifestations se firent de plus en plus importantes. Le 16 janvier 1979, les Iraniens parviennent à chasser le Chah, et établissent une république islamique sous l'égide de Khomeiny. Cette révolution a démontré qu'un régime oppressif doublé d'un solide appareil de sécurité et du soutien américain a pu être défait et que l'idéologie islamique a été capable de mobiliser les foules et d'établir un gouvernement islamique. La révolution iranienne présenta un exemple à suivre pour tous les milieux politiques islamiques dans le monde arabe, les Irakiens allaient devenir les premiers à s'en inspirer¹⁵⁹.

Le 11 février 1979, Muhammad Bakr al Sadr déclare trois jours de vacances à la *Hawza* de Najaf pour célébrer le retour triomphal de Khomeiny en Iran¹⁶⁰. Le même jour, il organise avec la *Da'wa*, une procession pacifique à la mosquée d'*al Khadra*. Après la prière du soir, des portraits de Khomeiny ont été brandis et la marche a été difficilement dispersée par les forces de sécurité qui arrêtèrent un certain nombre d'étudiants. Dans les jours qui suivirent, la mosquée *al Khadra* a été encerclée par la police pour prévenir tout autre mouvement.

Cet incident a provoqué une certaine méfiance entre Muhammad Bakr el Sadr et les dirigeants de la *Da'wa* tous deux s'accusant mutuellement d'être responsable des débordements¹⁶¹. En réalité ce sont des membres de la *Da'wa* mais aussi des étudiants de Sadr à la *hawza* qui étaient responsables des heurts avec les forces de sécurité¹⁶².

Le choix de la mosquée *al Khadra* comme point de départ de la marche était un choix stratégique pour dissimuler l'identité des instigateurs de la marche. En effet cette mosquée était le lieu où Abu el Qasim Kho'i menait la prière. Ce dernier prit ses distances des initiatives de Bakr al Sadr et ne partagea pas son même enthousiasme pour la révolution islamique. En effet, Kho'i ne partageait pas les mêmes idées de Khomeiny et était un de ses critiques les plus virulents. Notamment en ce qui concerne la *wilayat al faqih*, élaborée par Khomeiny, que Kho'i considérait comme une innovation. Même lorsque Khomeiny était à Najaf, il y avait une forme de tension entre les deux religieux qui s'échangeaient des piques à travers leurs étudiants.

Il adressa tout de même une lettre de félicitations à Khomeiny mais en le qualifiant de *hujjat al islam*, qui est un grade peu élevé, qui a été reçu par Khomeiny comme une offense à son statut de *marja'*. A contrario Bakr al Sadr s'adressa à lui en tant qu'*Imam*, grade plus important même que

¹⁵⁹ Tarik AZIZ, *op. cit.*

¹⁶⁰ Marius LAZAR, *op. cit.*

¹⁶¹ Faleh JABAR, *op. cit.*

¹⁶² *Ibid.*

marja'.

En plus de la lettre de félicitations, Bakr al Sadr envoie à Khomeiny en mars-avril 1979, un de ses plus proches disciples Mahmud al Hashimi. Il s'adresse également à la population arabe d'Iran afin qu'elle soutienne la révolution et obéisse à Khomeiny en arguant que la république islamique représente l'état islamique fondé par le prophète Muhammad où les personnes de différentes nationalités et ethnies peuvent cohabiter en paix.

Muhammad Bakr el Sadr avait quelque cent disciples, des *wukala*, qui avaient pour mission de collecter le *khums* et d'organiser les pèlerinages. Ces *wukala* étaient de véritables agitateurs qui encourageaient la population, particulièrement chiite, à soutenir la révolution iranienne. Contrairement à la *Da'wa*, qui agissait avec prudence et secret, pratiquant le principe de la *taqiya*¹⁶³, les activités des *wukala* étaient connues des services de sécurité du Baath, qui ont tenté de faire pressions sur Muhammad Bakr al Sadr pour stopper les activités de ses disciples.

Le soutien de Muhammad Bakr al Sadr à Khomeiny a été vu par les dirigeants baathistes comme une violation à leur politique de « *wait and see*¹⁶⁴ » qui consiste à agir avec prudence et de ne prendre aucune position pendant la crise iranienne. En effet, en dépit de sa réticence à voir naître une théocratie gouvernée par des ayatollahs, le Baath, n'a pas pu soutenir les Pahlevi de peur de s'aliéner la communauté chiite irakienne hostile au Chah.

Après la révolution islamique, le 13 février 1979, le gouvernement irakien envoie un mémorandum au gouvernement provisoire iranien. Le but de ce mémorandum est de complimenter le chef du gouvernement provisoire Madhi Bazargan et de définir la position du Baath par rapport à la révolution islamique. Il établit un parallèle entre la révolution baathiste de 1968 et la révolution islamique en nommant des ennemis communs à savoir le sionisme et l'impérialisme. Le Baath exprime également son souci à maintenir des bonnes relations avec l'Iran en réaffirmant les principes de « respect de la souveraineté », de « non-ingérence dans les affaires intérieures » et de « respect des aspirations légitimes des peuples ».

Le 25 février, en guise de réponse, Khomeiny déclare, comme pour montrer son hostilité à l'égard du Baath, avoir subi des pressions de la part du gouvernement irakien pendant son séjour en Irak.

C'est dans ce contexte que Muhammad Bakr al Sadr, désormais soutenu par l'Iran, continue ses attaques contre le Baath.

¹⁶³ Pratique religieuse qui permet de dissimuler, dans un contexte d'oppression, ses convictions religieuses ou, ici, politiques.

¹⁶⁴ Tariz AZIZ, *op. cit.*

b - *Al Islam Yaqud al Hayat* : la théorisation de l'idée d'Etat islamique

L'enthousiasme et le militantisme de Muhammad Bakr al Sadr, pour l'établissement d'une république islamique en Iran s'incarne essentiellement à travers ses écrits. En mars-avril 1979, il écrit et publie six traités concernant un projet de constitution d'un état islamique qui ont été plus tard regroupés dans un recueil intitulé *al Islam Yaqud el Hayat* (l'islam guide la vie).

Je me propose d'analyser le premier traité qui constitue le premier chapitre du livre, intitulé « Un aperçu théologique introductif sur un projet de constitution d'une république islamique en Iran ». En filigrane de ce traité adressé à l'Iran, on peut se demander dans quelles mesures remet-il en cause la légitimité politique du Baath ?

La rédaction de ce traité est justifiée au début du livre par la demande collective de plusieurs religieux libanais¹⁶⁵ désireux d'avoir des réponses concernant la légitimation de l'établissement d'une république islamique. En effet ils s'adressent au *marja* ', en le qualifiant de *Samahat Ayatollah al 'Uzma al sayyid Muhammad Bakr el Sadr*, et lui demandent d'apporter des réponses théologiques afin de prouver aux « porteurs de la doctrine laïque »¹⁶⁶, que le concept d'Etat est intrinsèquement lié à l'islam et au ciel, et n'est pas, une invention de l'homme.

Dans un style très élogieux, Muhammad Bakr al Sadr commence par glorifier la révolution islamique, ainsi que Khomeiny, qualifié de *mujahid*, et le peuple iranien qui a su se libérer de la tyrannie et l'obscurantisme. Il explique ensuite que l'Etat est un phénomène social majeur dans la vie de l'Homme car il régit et organise la société. D'après Sadr, l'idée d'Etat serait l'incarnation du pouvoir de Dieu sur terre à travers ses messages célestes et ses prophètes. Pour confirmer cette idée, il s'appuie sur un verset du Coran :

"كَانَ النَّاسُ أُمَّةً وَاحِدَةً فَبَعَثَ اللَّهُ النَّبِيِّينَ مُبَشِّرِينَ وَمُنْذِرِينَ وَأَنْزَلَ مَعَهُمُ الْكِتَابَ بِالْحَقِّ لِيُخَلِّمَ بَيْنَ النَّاسِ فِيمَا اخْتَلَفُوا فِيهِ وَمَا اخْتَلَفَ فِيهِ إِلَّا الَّذِينَ أُوتُوهُ مِنْ بَعْدِ مَا جَاءَتْهُمْ الْبَيِّنَاتُ بَغْيًا بَيْنَهُمْ فَهَدَى اللَّهُ الَّذِينَ آمَنُوا لِمَا اخْتَلَفُوا فِيهِ مِنَ الْحَقِّ بِإِذْنِهِ وَاللَّهُ يَهْدِي مَنْ يَشَاءُ إِلَى صِرَاطٍ مُسْتَقِيمٍ"¹⁶⁷

"Les gens formaient (à l'origine) une seule communauté (croyante). Puis, (après leurs divergences,) Allah envoya des prophètes comme annonciateurs et avertisseurs ; et Il fit descendre avec eux le Livre contenant la vérité, pour régler parmi les gens leurs divergences. Mais, ce sont ceux-là mêmes à qui il avait été apporté, qui se mirent à en disputer, après que les preuves leur furent venues, par

¹⁶⁵ Chilbli MALLAT, *op. cit.*

¹⁶⁶ Muhammad BAKR AL SADR, *op. cit.*

¹⁶⁷ Sourate al Baqara- verset 213 : <http://yarasoulallah.com/Ayat-du-jour-Sourate-Al-Baqara-La-vache-verset-213>

esprit de rivalité ! Puis Allah, de par Sa Grâce, guida ceux qui crurent vers cette Vérité sur laquelle les autres disputaient. Et Allah guide qui Il veut vers le chemin droit.¹⁶⁸

Il développe, parfois d'une manière alambiquée, l'idée d'une vie primitive simple basée sur la *fitra*, qui aurait été pervertie par l'homme en raison de ses mauvaises intentions et ses pensées qui ont conduit à des clivages entre le fort et le faible. Ainsi les prophètes auraient été envoyés dans ce contexte afin d'établir un Etat juste et sain qui garantisse la prospérité, la stabilité et la justice entre les hommes.

Pour illustrer ses idées, il mentionne plusieurs prophètes comme David et Salomon qui ont été des roi-prophètes, mais aussi Moïse qualifié de sauveur du peuple qui s'est soulevé contre Pharaon. Ici Bakr al Sadr fait un parallèle entre Moïse et Khomeiny, tous deux dans le statut de guide et Pharaon et le Chah, dans le statut du tyran injuste. D'après Bakr al Sadr, ceci prouve le désir de Khomeiny à revenir à un Etat des prophètes.

Enfin le dernier prophète cité est Muhammad qui incarne « le couronnement de l'héritage de ses prédécesseurs (*salaḥ-s*) »¹⁶⁹ dans l'établissement de l'Etat « le plus saint et le plus pur de l'histoire »¹⁷⁰. Le prophète Muhammad représente aussi la fin de la prophétie mais non la fin du lien avec Dieu. En effet ce lien a été maintenu par les imams qui assuraient la continuité spirituelle car ils sont les héritiers de la prophétie et des messages divins.

Leur rôle consistait à préserver l'Etat des prophètes, « mission parsemée de sacrifices »¹⁷¹, où Bakr al Sadr fait une référence au sacrifice de l'imam Hussein lors de Achoura en s'attardant sur l'image d'un imam prêt à donner sa vie pour la justice et le message de Dieu.

Après la grande occultation (*al ghrayba al kubra*) qui symbolise la rupture avec l'imam et les hommes, la continuité du message divin s'est poursuivie avec les *maraji'* (pluriel de *marja'*) qui doivent incarner l'autorité religieuse suprême en attendant le retour de l'imam. Cependant selon Bakr al Sadr, c'est le colonialisme qui a masqué la lumière de l'islam et rendit étranger l'idée d'Etat à l'islam alors qu'elle lui était liée depuis longtemps. Ceci constitue selon lui une « défiguration culturelle » et une « falsification religieuse » dans le but de dominer le monde arabo-musulman. Enfin il affirme que dans ce contexte obscur, la révolution iranienne paraît être une lumière.

Muhammad Bakr al Sadr avait déjà écrit *Khilafat al Insan wa shahadat al Anbiya*, au début de l'année 1979, sans doute avant la révolution islamique pour légitimer l'établissement d'un Etat islamique en présentant le schéma similaire à celui que l'on vient d'étayer ici.

¹⁶⁸ *Ibid.*

¹⁶⁹ Muhammad BAKR AL SADR, *op. cit.*

¹⁷⁰ *Ibid.*

¹⁷¹ *Ibid.*

Ainsi on peut se demander si la publication de ces six traités en avril-mars 1979 n'était pas un moyen de remettre en cause la légitimité du Baath ? La requête faite à Bakr al Sadr par des religieux libanais serait-elle également une mise en scène ? Sachant que la *Da'wa* possède une branche au Liban très active.

En effet, en légitimant l'établissement d'un Etat islamique, Bakr al Sadr, estime que toutes formes de pouvoirs ou de domination qui ne vient pas de Dieu ou qui ne suivrait pas le schéma, ci-contre est illégitime et relève de la mécréance. D'autre part, il souligne le fait que la loi islamique doit être la source de rédaction d'une constitution.

Ainsi on peut supposer que les traités ont une double portée, d'abord ramener des réponses quant à la légitimation de l'établissement d'un Etat islamique qui viendrait de Dieu. D'autre part c'est également un livre de propagande qui vise à délégitimer le Baath aux yeux de Irakiens et ainsi préparer une éventuelle révolution calquée sur l'exemple iranien.

Cependant l'attaque la plus provocante et la plus explicite avec laquelle Muhammad Bakr al Sadr défia le Baath a été la fatwa interdisant l'adhésion au Baath en 1979. La fatwa stipulait que tout musulman était obligé de lutter contre le parti du Baath¹⁷². Les disciples de Bakr el Sadr hésitèrent à la publier car ils craignaient pour leurs vies ainsi que pour la vie de leur leader. Pour faire connaître sa fatwa, Bakr al Sadr encouragea ses étudiants à lui poser des questions concernant la participation au parti Baath lors de ses sermons.

Cette fatwa contribua à la déstabilisation du parti avec la remise en doute de la loyauté de tous les baathistes chiites.

B - L'activisme de al *Da'wa*

a - Le « mouvement d'allégeance » : à la recherche d'un « Khomeiny d'Irak »

Subissant des pressions du Baath à cause de sa fatwa et son soutien ouvert à la révolution islamique, Muhammad Bakr al Sadr demande de l'aide à Khomeiny. La nature de l'aide fait débat car certains najafis et membres de la *Da'wa* affirment que Bakr al Sadr, prévoyaient de quitter l'Irak pour l'Iran tandis que d'autres assurent qu'il n'a jamais voulu quitter l'Irak. Vers le 18 ou le 19 mai



¹⁷² Joyce N. WILEY, *op. cit.*

1979¹⁷³, ayant entendu la rumeur du départ de Bakr al Sadr d'Irak, Khomeiny répond par un message diffusé via le service arabe de la Radio de Téhéran :

« Votre grâce, *Hujjat al Islam al hajj sayyid* Muhammad Bakr al Sadr : nous avons été informés que votre sainteté a décidé de quitter l'Irak à cause de quelques événements. Je ne pense pas que votre départ de la ville de Najaf, lieu des sciences islamiques, soit une bonne chose. Ceci m'inquiète, j'espère, si Dieu le veut, que les soucis de votre sainteté disparaissent. Que la paix et la miséricorde de Dieu soit sur vous. »¹⁷⁴

Dans le refus de Khomeiny à accueillir Sadr en Iran, il y a d'abord la peur de voir faiblir le mouvement chiite irakien si Bakr al Sadr venait à quitter le pays et d'autre part, Khomeiny, estime que le Baath ne pouvait pas humilier Sadr plus qu'il ne l'avait déjà fait¹⁷⁵.

Il y a une dimension plus subtile dans le télégramme de Khomeiny. Lorsqu'il s'adresse à Sadr, il le qualifie de *Hujjat al islam*, ce qui a choqué dans le milieu cléricale. Sadr lui-même a reçu cette qualification comme une insulte à son rang de *marja'*. D'après Chibli Mallat, ce genre « d'offense », comme ce fut également le cas entre Kho'i et Khomeiny, indique une rivalité entre les religieux pour avoir le rang le plus élevé dans hiérarchie cléricale.

C'est également le moyen pour Khomeiny, fort de sa victoire, d'asseoir son autorité et son importance sur les autres religieux. Sadr reconnaît cette prééminence et répond à Khomeiny le 1^{er} juin 1979 en le qualifiant de « *Samahat Ayatollah al 'Uzma al-Imam al-Mujahid sayyid Ruhullah al Khomeiny* ». Khomeiny n'est pas seulement qualifié d'*Ayatollah al 'Uzma* mais également d'Imam, le plus haut degré de la hiérarchie cléricale chiite, ce qui montre le respect absolu de Sadr envers Khomeiny¹⁷⁶ et ce en dépit de l'offense qui lui a été faite.

Les leaders de la *Da 'wa* à qui Bakr al Sadr conseilla la prudence en décembre 1978 lorsqu'ils étaient venus le voir pour parler d'une révolution en Irak avec lui comme leader, ont vu dans les prises de positions de Sadr envers Khomeiny et le Baath, un clair changement de direction. Ils leur semblaient qu'il était prêt à la confrontation avec le Baath.

Ainsi après la révolution islamique une délégation de la *Da 'wa* rencontre Muhammad Bakr

¹⁷³ Faleh JABAR, *op. cit.*

¹⁷⁴ Chibli MALLAT, *op. cit.* : « Samahat [Your grace] Hujjat al-Islam al-hajj sayyid Muhammad Baqer as-Sadr : we have been informed that your holiness has decided to leave Iraq because of some events [disturbances, hawadeth]. I do not see good [min as-saleh] coming from your leaving the city of Najaf, the place of Islamic sciences, and I am worried about this matter, and hope, God willing, that the worries of your holiness vanish, peace and God's mercy be on you »

¹⁷⁵ *Ibid.*

¹⁷⁶ *Ibid.*

al Sadr. Chacun avait besoin de l'autre. Al Sadr avait besoin de la *Da'wa* pour s'assurer un soutien de masse et la *Da'wa* avait besoin d'une figure religieuse importante semblable à Khomeiny. Selon les leaders de la *Da'wa*, Bakr al Sadr a accepté de collaborer à condition qu'il soit un leader indiscutable à qui reviendrait la prise de décision.

Suite au message de Khomeiny à Sadr, diffusé à la radio, des milliers de chiïtes se sont inquiétés pour la sécurité de leur *marja'*, ce qui contribua à créer une atmosphère populaire hostile au Baath.

Jugeant le moment propice, la *Da'wa* et les *wukala* de Sadr, organisent un mouvement d'allégeance à Bakr al Sadr, appelé dans la terminologie chiïte, *Intifadhat Rajab*. Car ce soulèvement a eu lieu entre le 22 mai et le 31 mai 1979, ces dates correspondent selon le calendrier hégirien au 25 du mois de *Jumada el Thani* jusqu'au 5 du mois de *Rajab*.

Le mois de *Rajab* n'est pas seulement le quatrième mois sacré pour les musulmans, mais c'est également le mois durant lequel les chiïtes ont six fêtes religieuses, trois d'entre elles eurent lieu pendant le soulèvement populaire¹⁷⁷. Dans ce climat de ferveur religieuse les membres de la *Da'wa* et les *wukala*, grâce à leurs réseaux présents dans toutes les villes chiïtes, mobilisent la communauté chiïte et appellent les gens à témoigner leur allégeance au *marja'*.

Des centaines de chiïtes venus des quartiers chiïtes de Bagdad, mais aussi de Kut, 'Aziziya, Nu'maniya, Imara, Basra, Hilla, Nasiriya, Diwaniya, Kerbela, et Simawa à Najaf dans le quartier de Umara¹⁷⁸, ou habite Bakr al Sadr pour lui faire allégeance en chantant :

Bism al Khomeini wil Sadr
*Al islam dawman mountasir*¹⁷⁹

Au nom de Khomeiny et de Sadr
L'islam est toujours victorieux

Ou encore,

Ya faqiha al 'asr ya saidana
Ya Aba Ja'far Ya qa'idana
Nahnu junudun laka dawman umana
*Wa satabqa 'abqariyan ra'ida*¹⁸⁰

¹⁷⁷ Marsin ALSHAMARY, *op. cit.*

¹⁷⁸ Faleh JABAR, *op. cit.*

¹⁷⁹ *Ibid.*

¹⁸⁰ *Ibid.*

O notre maitre, le *faqih* du siècle
O père de *Ja'far*, [tu es] notre guide
Nous sommes tes fidèles soldats
Et tu seras [toujours] le génie novateur.

Ce mouvement d'allégeance dura neuf jours¹⁸¹, durant lesquels la *Da'wa* et les *wukala* ont chacun redoublé d'effort pour rassembler et mobiliser le plus de personne possible. Cette concurrence a contribué à faire grossir le mouvement et à attirer l'attention du gouvernement sur le réseau des militants et ainsi menacer la masse populaire¹⁸².

Sentant que le mouvement devenait hors de contrôle. Sadr s'adresse à la foule devant chez lui et mit fin au rassemblement populaire. Le lendemain, le 1^{er} juin 1979, il envoie à Khomeiny une réponse :

« Votre grâce l'*Ayatollah al Uzma al Imam al-mujadid sayyid* Ruhullah el Khomeiny, j'ai reçu votre respectable télégramme qui incarnait votre paternité et votre protection spirituelle pour la ville sainte de Najaf, qui a continué à vivre vos grandes victoires depuis que vous l'avais quittée ; je tire de votre guidance honorifique un souffle spirituel, comme je sens aussi la profondeur de la responsabilité pour la protection de l'existence scientifique de la ville de Najaf. J'aimerais vous exprimer à cette occasion, les salutations de millions de musulmans et croyants dans notre chère Irak, qui a trouvé dans la lumière de l'islam, qui brille de nouveau grâce à vous, le phare pour le monde entier, et l'énergie spirituelle pour renverser le colonialisme athée et le colonialisme américain en particulier, et libérer le monde de toutes les formes de ses crimes, dont le principal est le viol de notre sainte terre de Palestine. Nous demandons à Dieu Tout Puissant de nous accorder la pérennité de votre précieuse présence. Que la paix, les bénédictions et la miséricorde de Dieu soient sur vous »¹⁸³

Le message de Sadr a une double portée. Il répond d'abord à Khomeiny, subtilement en lui faisant comprendre qu'il est responsable de la protection de la ville sainte de Najaf, et des sciences islamiques, autrement dit c'est une manière subtile de dire qu'il ne compte pas quitter l'Irak.

¹⁸¹ Faleh JABAR, *op. cit.*

¹⁸² *Ibid.*

¹⁸³ Chibli MALLAT, *op. cit.* : « Samahat Ayatollah al 'Uzma al-Imam al-mujahid Sayyid Ruhullah al Khomeiny, I have received your respectable telegram, which embodied (jassadat) your fatherhood (ubuwwat) and spiritual protection for a Holy Najaf that has kept living your grand victories since parting with you ; I draw from your honoring guidance a spiritual breath, as I also feel the depth of responsibility for the protection of the scientific existence of Holy Najaf. I would like to express to you on this occasion the salutations of millions of Muslims and believers in our dear Iraq, which found in the light of Islam, now shining again thanks to you, a guiding beacon for the whole world, and a spiritual energy to strike the atheist (kafer) colonialism, and American colonialism in particular, and to free the world from all the forms of its crimes, foremost among which the crime of the rape of our holy land Palestine ; we ask God almighty to grant us the perenniality of your precious presence, peace on you and God's blessing and mercy »

Deuxièmement conscient des tensions avec le Baath, surtout après le mouvement d'allégeance, Sadr oriente sa réponse vers une politique arabe nationaliste en évoquant le colonialisme américain ou la libération de la Palestine, s'éloignant ainsi de la politique islamique, dans un souci d'apaisement avec le Baath.

Or les efforts de Sadr à apaiser la situation étaient vains. En effet, le Baath avait habilement laissé le mouvement se dérouler sans interruption pour mieux identifier les agitateurs, les chiites qui avaient participé à ce soulèvement ont été filmés et photographiés.

Le 12 juin 1979, la répression du Baath se mit en place. 200 agents des forces de sécurité arrêtaient Muhammad Bakr al Sadr et l'escortèrent à Bagdad au bureau de Fadhel Barrak, chef des services de sécurité. Bint al Huda, la sœur de Bakr al Sadr se rendit à Najaf où elle prononça un discours dépêchant les chiites à se soulever contre le gouvernement pour protéger leur leader¹⁸⁴. Aussitôt la *Da'wa* se mobilisa et organisa des manifestations à Najaf et Kerbela¹⁸⁵. Au fur et à mesure que la nouvelle se répandit des manifestations eurent lieu dans d'autres villes comme Bagdad, Kut, Basra, Diyala, et Diwaniyya.

Au-delà de l'Irak, des manifestations pro-Sadr réclamant la libération du leader religieux, ont également eu lieu aux Emirats Arabes Unis, au Liban mais aussi en Angleterre et en France où les activistes pro-Sadr étaient très actifs. En Irak, les manifestations ont duré deux ou trois jours et se sont intensifiées avec des heurts avec la police et la mort d'un militant baathiste à Baqouba dans le gouvernorat de Diyala le 13 ou 14 juin 1979.

Ces manifestations ont contraint le Baath à libérer Sadr. Ces agitations ont permis au régime de mesurer l'étendue de l'influence et du soutien populaire dont jouit Sadr, certifiant ainsi l'idée que le *marja'* est devenu une réelle menace au parti.

b - Activités de la *Da'wa*

La *Da'wa* en tant qu'organisation politique a été très active pendant cette période particulièrement à travers son vaste réseau qui réussissait à mobiliser les foules. Les activités de la *Da'wa* consistaient à distribuer des tracts à la population.

Concernant les activités précises de la *Da'wa*, j'ai trouvé une seule archive. Il s'agit d'une dépêche d'actualité française, du 16 avril 1980, qui porte sur des « révélations sur un mouvement chiite d'opposition ». Cette dépêche d'actualité reprend une interview du magistrat, qui préside le tribunal révolutionnaire, Mousalam Hadi¹⁸⁶, dans une revue irakienne Alef Ba, dans son numéro du

¹⁸⁴ Tariq AZIZ, *op. cit.*

¹⁸⁵ Faleh JABAR, *op. cit.*

¹⁸⁶ Probablement le juge qui va condamner à mort 258 chiites en 1979.

9 avril. La revue présente le parti *Da'wa* comme un « mouvement extrémiste d'inspiration chiite ». Or jusque-là, la presse irakienne faisait preuve d'une grande discrétion sur les actes d'opposition qui se déroulent dans le pays.

La revue Alef Ba est un hebdomadaire politique important en Irak de 70 pages, avec un tirage qui atteint 100 000 exemplaires. Son rédacteur en chef est Hassan el Alawi¹⁸⁷, proche du clan de Saddam Hussein. C'est une revue gouvernementale, même si officiellement elle ne compte pas parmi les quatre journaux officiels du parti Baath. Cependant, elle est publiée par la même maison d'édition « *Dar el Jamahir lil Sahafa* » que le quotidien *al Joumhouria*, qui lui est un organe de presse du Baath¹⁸⁸. C'est donc une opinion orientée et pro-gouvernementale que les diplomates français relaient.

Ainsi d'après cette revue, la *Da'wa* est liée à des « parties officielles et officieuses étrangères » comme l'Iran, ou les pays du Golfe, l'allusion est sans doute faite au Koweït où la *Da'wa* a une branche. Le parti *Da'wa* est également assimilé à un groupe kurde « barzaniste » et à des éléments communistes, car selon le magistrat « leur haine de la révolution irakienne est plus forte que leurs rivalités et leurs divergences idéologiques »¹⁸⁹.

Selon Mousalem Hadi, une réunion aurait eu lieu à Qom entre les dirigeants de la *Da'wa* et Khomeiny dans le but de provoquer une révolution en Irak. Concernant ses activités dites de « terroristes », la *Da'wa* effectuerait des infiltrations d'armes et d'explosifs d'Iran dans la région des marais à savoir à Basra, Amara et Kut. D'autre part, la *Da'wa* se livrerait également à l'espionnage en envoyant des informations sur les forces armées irakiennes, ses équipements, ses systèmes de défense à l'Iran. Plusieurs agressions voire des attentats contre des citoyens ont été attribués à des membres de la *Da'wa*. On peut ici penser au militant baathiste tué à Baqouba lors du mouvement d'allégeance.

De plus, lors d'une perquisition dans des locaux de la *Da'wa*, la police aurait trouvé une liste de personnes à assassiner, des cartes d'identités et de passeports iraniens. La *Da'wa* projetait de dynamiter la banque *Rafidain* et un autre bâtiment administratif de Basra.

Bien que biaisée cette revue révèle probablement les actions de la *Da'wa* en 1980 qui se sont effectivement transformées en actes de violences individuelles. Ainsi il est difficile de déterminer les activités précises de la *Da'wa* à la fin des années 1970. Pratiquant le principe de la *taqiya*, comme

¹⁸⁷ Hassan el Alawi est un ancien proche de Saddam Hussein qui fut par la suite un opposant au pouvoir, ce qui l'a contraint à l'exil. Il écrivit plusieurs ouvrages sur l'histoire de l'Irak contemporain.

¹⁸⁸ Centre d'archives diplomatiques de la Courneuve, Fond Direction d'Afrique du Nord et du Moyen Orient – Irak, Carton 1460INVA/174, Les media en Irak

¹⁸⁹ *Ibid.*, Carton 1460INVA/175, « Révélation » sur un mouvement chiite d'opposition, 16/04/80

dit précédemment, les membres de la *Da'wa* étaient très discrets ce qui rendait leur visibilité difficile pour le Baath.

Ce qui est sûr, c'est que l'activisme de la *Da'wa* ainsi que le soutien des religieux iraniens ont contribué à encourager et à pousser Bakr al Sadr vers la confrontation avec le Baath. Il est intéressant de se demander, si ce soutien parfois démesuré n'a t-il pas contraint Bakr al Sadr à incarner la figure d'opposition au régime baathiste malgré lui ?

c – Muhammad Bakr al Sadr, figure de l'opposition malgré lui ?

D'après Tarik Aziz, l'implication de Muhammad Bakr al Sadr en politique a été le fruit de l'encouragement de ses collègues et amis. En effet, Bakr al Sadr lorsqu'il était un jeune étudiant en théologie se projetait à une carrière classique de religieux à la *hawza*. Cependant, c'est sous l'impulsion de Talib al Rifai, en recherche d'une légitimité religieuse à son parti, que Bakr al Sadr rejoint la politique qui lui a conféré un statut de *faqih*. Ce statut ainsi que ces écrits comme *Falsafatuna* ou *Iqtissaduna* ont propulsé Bakr al Sadr sur le devant de la scène politique. Les milieux politiques islamiques ont espéré que l'élévation de Sadr au rang de *marja'* allait aider à propager leur idéologie. Ils estimaient que c'était qu'une question de temps avant que Sadr n'assume le rôle de leader d'une large opposition. En fait ces milieux et surtout la *Da'wa* voulait que Sadr incarne le rôle du « Khomeiny d'Irak » et l'ont dépêché à réaliser ce que Khomeiny a réalisé. Durant ses deux dernières années Bakr a été propulsé dans une confrontation ouverte contre le Baath.

Déjà en décembre 1978, des leaders de la *Da'wa* sentant qu'un moment historique allait arriver en Iran se sont réunis chez Muhammad Bakr al Sadr¹⁹⁰ pour lui demander d'assumer le rôle de leader d'opposition face au Baath, dans sa qualité de *marja'*, dans le but de suivre l'exemple iranien. Ce choix a été motivé par trois raisons. D'abord, al Sadr a été un ancien fondateur de la *Da'wa*, deuxièmement il est le seul religieux haut placé d'origine arabe et issu d'une famille irakienne réputée. Troisièmement, l'autre *marja'*, Abu el Qasim el Kho'i, d'origine persane, est un traditionaliste apolitique. Cependant, Muhammad Bakr al Sadr a fait preuve de prudence estimant que les facteurs n'étaient pas réunis pour une éventuelle révolution irakienne et qu'il devait avoir plus de temps pour asseoir sa position de *marja'* dans la *hawza*¹⁹¹.

Mais très vite l'enthousiasme face à la révolution islamique d'Iran s'empara de lui et il changea son approche prudente en une approche plus politique.

Après la Fatwa contre le Baath, malgré la tension croissante entre Bakr et le Baath les relations étaient encore sous contrôle. C'est à cause d'une intervention iranienne que les choses sont

¹⁹⁰ Faleh JABAR, *op. cit.* : Il s'agit de Hassan Raja'i, Hussein Shahrastani et Salih el Adib.

¹⁹¹ Tarek AZIZ, *op. cit.*

devenues hors de contrôle. En effet, après sa fatwa, Bakr al Sadr a subi des pressions du Baath, la rumeur de son départ d'Irak pour l'Iran commence à se propager. Khomeiny intervient en envoyant un message public à Sadr dans lequel il l'incite à ne pas quitter l'Irak.

Dans ce message Khomeiny s'adresse à Bakr al Sadr en tant que *Hujjat al islam*, ce que Sadr considère comme une insulte à son rang¹⁹². Muhammad Bakr Al Sadr répondit dans un autre message public à la radio qu'il ne comptait pas quitter l'Irak. Cet échange public a été considéré par les dirigeants de la *Da'wa* comme un moment propice à des soulèvements populaires, comme nous l'avons vu, chose que Bakr al Sadr redoutait.

En effet, d'après al Numaini, le secrétaire personnel de Bakr al Sadr, lorsque la *Da'wa* organise le mouvement d'allégeance, Muhammad Bakr al Sadr était contre cette idée car il estimait qu'elle mettait en péril ses soutiens populaires et que le moment n'était pas encore venu pour des manifestations massives¹⁹³.

D'autre part les dirigeants iraniens appelaient eux aussi le peuple irakien, à travers des messages en arabes à la radio, à se soulever contre le régime et à suivre Bakr al Sadr. Ils encourageaient les organisations politiques islamique notamment *al Da'wa* à mener des manifestations semblables à ceux d'Iran en revendiquant le gouvernement islamique de Bakr al Sadr. Lui-même a été dépêché par les dirigeants iraniens notamment Khomeiny, à travers la radio, de mener aux plus vite des manifestations de masses contre le régime.

Un autre exemple montre comment al Sadr a été poussé à une confrontation malgré lui contre le Baath. Lorsqu'il était hospitalisé en 1979, un des religieux iraniens demanda à Talib Rifai d'écrire un télégramme de rétablissement en arabe à Sadr, l'ébauche du télégramme a été refusé par le religieux iranien car il estimait qu'elle n'était pas assez hostile à Saddam Hussein et au Baath. Talib al Rifai refusa d'écrire un tel télégramme car il mettrait la vie de Sadr en danger. Conscient des dangers qui pouvaient peser sur la vie de Bakr al Sadr, Abu el Qasim Kho'i lui conseilla de ne pas s'impliquer davantage dans des luttes politiques.

Qu'il ait été une figure d'opposition malgré lui ou de son plein gré, Muhammad Bakr al Sadr a été mis dans une guerre ouverte avec le Baath et ce au moment où l'histoire du Baath connaît un tournant avec la prise de pouvoir de Saddam Hussein.

II - Juillet 1979, Saddam Hussein président : un tournant pour l'activisme chiite.

¹⁹² Ce n'est qu'à la mort de Muhammad Bakr al Sadr que Khomeiny le qualifiera d'*ayatollah*.

¹⁹³ Tarik AZIZ, *op. cit.*

A - Fin des troubles et isolement de Muhammad Bakr al Sadr

a – L'arrivée brutale de Saddam Hussein au pouvoir.

Après le mouvement d'allégeance à Bakr al Sadr, il y a eu un clivage au sein du Baath entre Saddam Hussein et Hassan el Bakr. En effet ce dernier, âgé de 65 ans, avait choisi de libérer Bakr al Sadr par crainte des émeutes. La frilosité du président a beaucoup déplu à Saddam Hussein, qui estimait que le gouvernement devait faire preuve de plus de fermeté¹⁹⁴.

Saddam Hussein avait rapidement grimpé les échelons et monopolisé les organes du pouvoirs en contrôlant l'appareil de l'Etat et le parti. Au début du mois de juin 1979, Saddam Hussein décida d'évincer le président Hassan el Bakr en le plaçant en résidence surveillée¹⁹⁵.

Désormais l'homme fort du pays, Saddam Hussein procède à la purge du parti Baath, le 22 juin 1979, en exécutant 22 membres du Baath, accusés de complot avec la Syrie, dont 5 étaient des membres du CCR, parmi lesquels 3 étaient chiites¹⁹⁶. Cette purge est une manière pour Saddam Hussein d'annoncer la politique plus sévère qu'il comptait exercer, rompant avec la « faiblesse » de l'ancien président et ainsi véhiculer le message qu'il ne sera pas aussi « clément » que son prédécesseur.

Après s'être débarrassé de ses ennemis de l'intérieur du parti, Saddam Hussein compte mettre fin à l'opposition chiite. Des tentatives infructueuses sont faites par le Baath pour persuader Bakr al Sadr de retirer son soutien à l'Iran¹⁹⁷. Face au refus du *marja'*, Saddam Hussein le place en résidence surveillée, le 28 juin, dans sa demeure de Najaf, dans des conditions difficiles avec des coupures d'électricité et d'eau ainsi qu'une interdiction à l'accès à des soins médicaux.¹⁹⁸ Ce qui a provoqué une vague de manifestations à Najaf, mais aussi à Kazimayn et Basra, rapidement matée par le régime.

Avec la prise de pouvoir officielle de Saddam Hussein le 16 juillet 1979, le Baath adopte une nouvelle stratégie contre l'activisme chiite qui consiste à mettre un terme à tout activisme chiite en menant une intense répression. Elle se traduit d'abord par le démantèlement du réseau des *wukala*

¹⁹⁴ Faleh JABAR, *op. cit.*

¹⁹⁵ Même si ce dernier a assisté le 7 juin à la cérémonie organisée à Kerbela à l'occasion de l'anniversaire de l'imam Ali

¹⁹⁶ Chibli MALLAT, "Religious Militancy in Contemporary Iraq: Muhammas Baqer as-Sadr and the Sunni-Shia Paradigm.", *Third World Quarterly*, Vol. 10, n°2, 1988, [www.jstor.org/stable/3992663], consulté le 23/04/17.

¹⁹⁷ Faleh JABAR, *op. cit.*

¹⁹⁸ Amnesty International, *Amnesty International report 1980*

de Bakr al Sadr, dont 19 membres ont été tués. Quelque 3 000¹⁹⁹ membres de la *Da'wa* ont été arrêtés, dont 22 sont des religieux. Les arrestations touchèrent également les religieux qui soutenaient le Baath et dont certaines mosquées ont été fermées²⁰⁰. Un tribunal révolutionnaire spécial a été mis en place pour juger et condamner 258 personnes à morts au cours de 22 procès²⁰¹.

En voulant réprimer, le Baath n'a fait que confirmer l'idée d'une opposition chiite irakienne dans l'opinion et la presse internationale. En effet l'organisation Amnesty International, a contacté le gouvernement irakien et a demandé la libération des religieux arrêtés.

Au niveau de la presse internationale, le 5 juillet 1979 le journal allemand Der Spiegel interviewe Saddam Hussein. A la question il y a-t-il une révolution qui se passe à Najaf et Kerbela, ce dernier conseille au journaliste « d'aller à Kerbela et Najaf pour se rendre compte que la soi-disant révolution n'existe que dans l'imagination de gens au-delà des frontières »²⁰².

Ceci prouve que les événements qui ont eu lieu en Irak en 1979 ont eu un écho au niveau international et ce malgré le souci du régime à étouffer toute nature d'opposition au régime.

Encore une fois le régime applique sa politique de *Tarhib wa Targhib*, comme nous l'avons déjà vu, à savoir réprimer puis « consoler ». Puisque l'année 1979 est également l'année durant laquelle les dirigeants du Baath ont effectué le plus de visites officielles dans la région de Najaf et Kerbela, dans le but, comme nous l'avons déjà vu, de contrôler et de surveiller la communauté chiite. Des dons financiers sont fait comme le 21 aout avec l'octroi d'une somme de 250 000 dinars par Saddam Hussein pour la reconstruction des lieux saints de la ville de Najaf.

C'est aussi l'occasion pour Saddam Hussein de redéfinir la place des religieux en déclarant lors d'un *Iftar* au palais présidentiel, le 4 aout 1979, pendant le mois de ramadhan en présence des religieux chiites, « nous faciliterons vos tâches, appuierons votre action en faveur de l'affermissement de la foi, sans que nous vous remplacions : voilà la conception de son rôle que se fait le Baath et l'Etat ». Le 18 octobre Saddam Hussein continue cette politique de réconciliation avec les religieux en prononçant un discours à Najaf dans lequel il souligne le lien entre la religion et le nationalisme, doctrine maitresse du baathisme. Pour ce faire, il exalte le nationalisme et l'arabité en mentionnant des figures comme Ali Ibn Abi Taleb, al Hussein, Khaled ibn el Walid et Salah al Din al Ayyoubi, pourtant ce dernier est d'origine kurde et non arabe. Saddam le mentionne car comme lui, il est originaire de la ville de Tikrit.

¹⁹⁹ Ce chiffre est avancé par le « mouvement pour la révolution islamique irakienne ». Ce mouvement aurait envoyé un message au secrétaire général de l'ONU pour dénoncer la « tyrannie des dirigeants irakiens ». Faleh Jabar quant à lui parle de 4000 à 5000 arrestations.

²⁰⁰ Tariq AZIZ, *op. cit.*

²⁰¹ *Ibid.*

²⁰² Centre d'archives diplomatiques de Nantes, Fond Bagdad, Carton 54PO/B/4, Ephémérides du mois de juillet 1979, 12/12/79

b – Mise en résidence surveillée de Muhammad Bakr al Sadr

En Aout 1979, Muhammad Bakr al Sadr subit un interrogatoire à Bagdad par Fadhel Barrak, chef des services de sécurité, qui lui demande d'émettre une annonce publique dans laquelle il dénonce le gouvernement iranien et manifeste son soutien à la politique irakienne. Sadr refuse. Le Baath lui envoie alors un médiateur, cheikh Isa al Khaqani, un religieux chiite Iranien, baathiste²⁰³, vraisemblablement opposant au gouvernement iranien et réfugié en Irak²⁰⁴. Ce dernier a pour mission de persuader Bakr al Sadr d'accepter une des cinq propositions du Baath pour sauver sa vie. Il s'agit soit de retirer son soutien à Khomeiny et au régime iranien, soit d'émettre un communiqué dans lequel il soutient la politique irakienne, comme par exemple la nationalisation des compagnies pétrolières étrangères, soit de délivrer une fatwa interdisant l'adhésion au parti al *Da'wa*, soit de révoquer la fatwa qui interdit l'adhésion au Baath, ou enfin accepter d'accorder une interview à un journal affilié au régime²⁰⁵.

D'après al Numani, Sadr était conscient du fait que ses jours étaient comptés et refusa toutes les propositions du gouvernement comme pour préparer son martyr. Il aurait répondu à Al Khaqani :

« La seule chose pour laquelle j'ai œuvré dans ma vie, est de faire que l'établissement d'un gouvernement islamique sur terre devienne possible. Depuis qu'il a été formé en Iran sous le gouvernement de l'Imam [Khomeiny], ma survie ou ma mort ne m'est d'aucune importance car le rêve que j'ai voulu atteindre et l'espoir que j'ai voulu accomplir s'est réalisé, Dieu merci. »²⁰⁶

En dépit du fait que Bakr al Sadr savait pertinemment qu'il allait mourir, ce dernier a une dernière fois défié le Baath en transmettant trois messages à ses partisans à l'intention du peuple irakien, dans lesquels il l'appelle à se soulever et à résister contre le régime par tous les moyens

²⁰³ Joyce N. WILEY, *op. cit.*

²⁰⁴ Said AMIR ARJOMAND et Nathan J. BROWN, *Rule of Law, Islam, and Constitutional Politics in Egypt and Iran*, State University of New York Press, 2014.

²⁰⁵ Tarik AZIZ, *op. cit.*

²⁰⁶ *Ibid.* : « The only thing I have sought in my life is to make the establishment of an Islamic government on earth possible. Since it has been formed in Iran under the leadership of Imam [Khomeiny] it makes no difference to me whether I am alive or dead because the dream I wanted to attain and the hope I wanted to achieve have come true, thanks to God »

possibles. Il demande aussi au régime d'accorder les mêmes droits pour tous les irakiens qu'ils soient chiites, sunnites, arabes ou kurdes. Enfin il menace le Baath en lui promettant sa chute, s'il a le courage de laisser le peuple s'exprimer librement :

« Il incombe à tout musulman en Irak ainsi qu'à tout irakien se trouvant en dehors de l'Irak de faire tout ce qu'il peut, même si cela lui coûte sa vie, de poursuivre le jihad et la lutte pour ôter ce cauchemar de la terre de notre bien aimé Irak, ainsi que de se libérer de ce gang inhumain, et d'établir un Etat juste, unique, honorable basé sur l'islam. »²⁰⁷

On peut supposer que ces attaques répétées au Baath sont pour Muhammad Bakr al Sadr un moyen de préparer son martyr. Ainsi que l'image qu'il veut laisser à la postérité, comme celle d'un leader religieux courageux luttant pour la justice et combattant le tyran. Cette image n'est pas sans rappeler celle de l'image de l'imam Hussein qui aurait sacrifié sa vie pour lutter contre l'injustice. Il y a-t-il un désir finalement chez Bakr al Sadr de s'inscrire dans la lignée des imams, dont lui-même évoquait les sacrifices qu'ils avaient fait pour la continuité du message spirituel ? Quoi qu'il en soit, l'activisme chiite affaibli par l'isolement de son leader et la sévère répression, tente tant bien que mal de s'organiser et d'appliquer une nouvelle stratégie.

A – Nouvelle stratégie de la *Da'wa* : violences individuelles et actes terroristes

a - Une organisation désorganisée ?

La destruction des réseaux des *wukala* et de la *Da'wa* a conduit à un vide considérable de l'opposition chiite. La *Da'wa* avait tant bien que mal pu échapper au service de sécurité du Baath grâce à sa discrétion et au principe de *taqiya* que ses membres pratiquaient²⁰⁸.

Cependant à partir de la confrontation de Mohsen el Hakim, contre le Baath, la *Da'wa* a commencé à se mobiliser et a perdu beaucoup de ses membres. Puis dans les années 1974 et 1975 des leaders importants de la *Da'wa*, dont Sahib al Dakhil ont été tués. Les repressions successives qui ont eu lieu après le mouvement d'allégeance et la mise en résidence surveillée de Bakr al Sadr par Saddam Hussein ont grandement désorganisé le parti.

La plupart des dirigeants de la *Da'wa* ont été tué ou contraint à l'exil notamment en Iran.

²⁰⁷ Tarik AZIZ, *op. cit.* : « It is incumbent on every Muslim in Iraq and every Iraqi outside Iraq to do whatever he can, even if it cost him his life, to keep the jihad and struggle to remove this nightmare from the land of beloved Iraq, to liberate themselves from this inhuman gang, and to establish a righteous, unique, and honorable rule based on Islam »

²⁰⁸ Faleh JABAR, *op. cit.*

C'est là-bas, à Téhéran, qu'un conglomérat de différents groupes politique chiites, dont la *Da'wa*, ou *Munazamat el 'amal el islami*²⁰⁹ (organisation de l'action islamique), ont formé le mouvement pour la révolution islamique d'Irak. Ils délivrèrent un communiqué à la presse dans lequel ils soutiennent Muhammad Bakr al Sadr et annoncent qu'ils vont désormais adopter des méthodes violentes pour répondre à la violence du gouvernement irakien²¹⁰. Finalement cette nouvelle politique d'attentats est plus une politique de revanche qu'une politique de déstabilisation du régime.

En adoptant cette nouvelle stratégie, le mouvement s'est divisé en deux groupes. Le premier groupe est celui des civils qui poursuivent leur mission de prédication de l'islam, le deuxième groupe rassemble ceux qui vont mener des actions de violences, les *mujahidin*²¹¹. Ces derniers sont des membres de groupes islamiques variés et non un groupe à part entière qui aurait sa propre idéologie. Ils s'apparentent au modèle de martyr de l'imam Hussein, d'où leur nom *Jund al Imam* ou soldats de l'Imam.

Les membres de la *Da'wa* restés en Irak avaient pour mission d'informer le mouvement des nouvelles et de recruter de nouveaux membres. Le recrutement a été facilité par l'atmosphère de suspicion envers le Baath qui régnait en Irak, l'opinion selon laquelle le Baath était un pouvoir illégitime se répandait dans les esprits, notamment avec les messages d'al Sadr. Ainsi beaucoup de jeunes chiites, issus de milieux éduqués ou de milieux urbains pauvres, encouragés par le succès de la révolution islamique d'Iran, ont rejoint massivement la *Da'wa*²¹².

Le contexte international avec la signature des accords de Camp David par le président égyptien Anouar al Sadate a été exploité par ce mouvement pour mobiliser les foules comme en témoigne un tract envoyé le 16 juin 1979 à l'ambassade française à Bagdad. Ce tract signé par les « comités révolutionnaires de la région irakienne » dresse un tableau noir de la situation politique au Moyen-Orient avec l'évocation de complots et de danger impérialiste et sioniste en faisant référence à la signature du premier traité de paix israélo-égyptien, le 26 mars 1979. La classe dirigeante arabe, qualifiée de dictature corrompue, est dénoncée comme représentant un obstacle à l'unité de la nation arabe. Ce mouvement est dans une optique pan-arabique qui rompt avec l'idée de particularisme irakien de la *Da'wa*.

Le mouvement appelle le peuple arabe à se soulever contre les dictateurs qui le gouverne et à imiter l'exemple iranien qui a détrôné « l'une des plus grandes citadelles de l'impérialisme ». Ce tract a donc pour vocation de mobiliser le peuple irakien et de l'inscrire dans une vague de contestation qui dépasse ses frontières en l'incluant dans la logique pan-arabique. L'envoi de ce

²⁰⁹ Parti politique irakien chiite fondé à Kerbela en 1961 par Muhsin el Husayni.

²¹⁰ Faleh JABAR, *op. cit.*

²¹¹ *Ibid.*

²¹² *Ibid.*

tract à l'ambassade française et aux ambassades européennes présentes dans le pays a pour but de donner à ce mouvement une portée internationale.

Tous ces éléments de propagande dans le but de recruter de nouveaux membres dans le nouveau mouvement islamique chiite ont pour conséquence l'augmentation de actes de violences individuelles ou même des tentatives d'assassinats de plusieurs dirigeants baathistes.

Mi-juin 1979 deux dirigeants baathistes chiites ont été assassinés à *Madinat al Thawra* et dans le gouvernorat de Diala²¹³. En Aout 1979, une tentative d'assassinat a été perpétrée contre Saddam Hussein par un médecin Dr. Ghazi al Hariri, lors d'une visite à un hôpital²¹⁴.

Cette nouvelle stratégie d'attentats a obtenu le soutien de *Jama'at al Ulama* qui a délivré une fatwa, appelant les musulmans Irakiens à rejoindre cette nouvelle étape de la lutte pour la justice et l'honneur. *Jama'at al Ulama* adhère également au mouvement pour la révolution islamique d'Irak fondé à Téhéran, en devenant *Harakat Jama'at al Ulama al Mujahidin fi al Iraq* (mouvement de l'union des combattants *Ulama* en Irak)²¹⁵.

b - L'attentat à Kerbela

Un des exemples les plus marquants de ces violences individuelles, est un attentat à Kerbela, qu'une dépêche d'actualité²¹⁶, qui date du 16 décembre 1979, mentionne. Cette dépêche d'actualité intitulé « l'Achoura en Irak » énumère les différentes contestations chiites ou incidents qui ont eu lieu pendant les célébrations de Achoura.

Un incident pendant l'Achoura de 1979 est mentionné. Selon la presse irakienne, « deux criminels reconnus » Taleb Alwan et Hilal Abdallah se sont glissés dans le cortège sans doute, le cortège du pèlerinage d'Arbain, et ont ouvert le feu sur la foule devant la mosquée de l'imam Hussein vers minuit. Les forces ainsi que des « citoyens sincères » ont riposté réussissant à neutraliser les deux attaquants.

Toujours selon la presse irakienne, un responsable baathiste Khaled Nouri Samarmad aurait été tué ainsi qu'une femme et plusieurs blessés. Taleb Alwan et Hilal Abdallah auraient avoué avoir été poussés par « une partie étrangère hostile au peuple et à la nation ». La raison de cette attaque est que les pèlerins portaient des banderoles « commémorant le martyr de l'imam Hussein et célébrant les principes du Baath, ainsi que des portraits du Président Saddam Hussein ».

²¹³ Centre des archives diplomatiques de Nantes, Fond Bagdad, Carton 54PO/B/5, A propos d'un tract anonyme, 26/06/79

²¹⁴ Faleh JABAR, *op. cit.*

²¹⁵ *Ibid.*

²¹⁶ Centre d'archives diplomatiques de la Courneuve, Fond Direction d'Afrique du Nord et du Moyen Orient – Irak, Carton 1460INVA/202, La Achoura en Irak, 16/12/79.

La presse dénonce cet acte de terrorisme comme étant le résultat d'un complot contre l'Irak. Le 1^{er} décembre, à la suite de cet incident le préfet de Kerbela a été démis de ses fonctions et un nouveau préfet a été désigné Adnan Daoud. Le 2 décembre ce dernier a prêté serment devant Saddam Hussein.

Joyce N. Wiley qui s'appuie sur le journal de l'organisation de l'action islamique, *Voice of Iraqians*, estime que cette version du gouvernement n'est pas crédible. En effet selon le journal *Voice of Iraqians*, Talib al Alwan, a ouvert le feu, non pas sur la foule de fidèles mais sur les forces de sécurité qui encadraient la procession, tuant quatre policiers et une personnalité importante du Baath. Il s'agit sans doute de Khaled Nouri Samarmad²¹⁷.

Dans sa version officielle relayée par la presse, le gouvernement a probablement voulu mettre en avant le rôle des forces de sécurité comme garantes de l'ordre et de la protection des pèlerins et ainsi identifier un ennemi commun aux chiïtes et au Baath : le terrorisme. L'incident n'a pas eu un écho important, mais cela a été assez suffisant pour que les religieux de Najaf et Kerbela soient dans l'obligation de présenter des messages d'adhésion à Saddam Hussein où ils dénoncent « le crime sauvage commis par des groupes pro-impérialistes ». On remarque qu'il y a une réelle rupture entre l'image de clergé ayant rompu avec le quiétisme depuis Mohsen el Hakim et le clergé actuel détenu par des quiétistes de toujours comme Abu el Qasim el Kho'i ou des religieux pro-Baath.

A la suite de cet incident le Baath renforce l'effectif des forces de sécurité dans la région chiïte de Najaf et Kerbela et arrête plusieurs activistes chiïtes. En mars 1980, 26 membres de la *Da'wa* furent exécutés²¹⁸. Cette répression s'accompagne d'une campagne de rénovation par le Baath des lieux saints à Najaf, Kerbela mais aussi à Kazimayn.

Le 30 décembre 1979, le frère de Saddam Hussein, Barzan Ibrahim al Tikriti, devenu chef des services de sécurité, publie un article dans le journal *al Thaoura* où il adresse une vive menace aux chiïtes Irakiens. Faisant référence à l'incident de Kerbela du mois de novembre, il accuse les responsables de l'attaque, qualifiés « de résidus du féodalisme, exploiters du peuple, hommes faibles d'esprit », de vouloir instaurer un climat de peur dans le pays au moment où des élections devraient avoir lieu. Les responsables des troubles sont menacés d'être « fusillés après avoir été pendus ». Cette menace n'aurait pas été possible sans l'accord de Saddam Hussein, qui a sans doute demandé à son frère de faire ce réquisitoire à sa place de peur de ternir son image.

Désormais, l'ancienne stratégie du Baath qui consistait à attribuer à des Iraniens, sous-entendu Irakiens d'origine iranienne, la responsabilité de tous les troubles et agitations populaires

²¹⁷ *Ibid.*

²¹⁸ Joyce N. WILEY, *op. cit.*

devient caduque. Car en dépit des différentes vagues de déportations d'Irakiens dit de « rattachement iranien » en Iran, dont le nombre s'élève à 130 000 déportés²¹⁹, les activités anti gouvernementales continuaient à fleurir. D'autant plus que Bakr al Sadr, qui était devenu le symbole de l'activisme chiite, appartient à une grande famille réputée pour ses origines irakiennes arabes²²⁰. Ce dont avait besoin de Baath était un moyen lui permettant d'éliminer tous ses opposants politiques chiites. Pour ce faire, le 31 décembre, le CCR vote une loi condamnant à mort toute personne ayant appartenu ou appartient au parti *al Da'wa*, où aux organisations qui lui sont affiliées. Ayant co-fondé et appartenu à la *Da'wa*, Muhammad Bakr al Sadr semble être la première personne concernée par ce décret.

III - La mort de Muhammad Bakr al Sadr et ses conséquences

A - Le tournant d'Al Mustansiriya

a - La tentative d'assassinat de Tarek Aziz

Le 1^{er} avril 1980, Tarek Aziz, idéologue du parti, vice premier-ministre, et membre du CCR, se rend à l'université d'al Mustansiriya à Bagdad, pour prononcer un discours devant des étudiants baathistes concernant la politique irakienne envers l'Iran. Avant qu'il commence son discours, un militant chiite, Samir Nuri Ali²²¹, qui appartient à l'organisation de l'action islamique, lui lance une grenade, le blessant et tuant quelques-uns de ses gardes du corps. Des échanges de coups de feu ont ensuite eu lieu entre l'assaillant et les gardes du corps, entraînant la mort de quelques étudiants.

Le 2 avril, le président Saddam Hussein prononce un discours à l'université d'al Mustansiriya où il dénonce l'attentat de la veille et en attribue la responsabilité à l'Iran.

Le 5 avril, les funérailles des victimes sont organisées par l'union des étudiants baathistes. Au cours de la procession funéraire, une bombe explose faisant plusieurs morts et blessés dont Muhammad Dabdab, président de l'union des étudiants baathistes²²². D'après Faleh Jabar, les assaillants de ces deux incidents ont agi indépendamment des ordres de leur mouvement. Ces deux attaques successives ont motivé le gouvernement à réagir.

Ayant le soutien d'une partie des pays du monde arabe comme l'Egypte, les monarchies du Golfe, la Jordanie mais aussi le soutien des pays occidentaux, tous marqués par la crainte de l'exportation de la révolution islamique, Saddam se sent protégé et libre de résoudre définitivement

²¹⁹ Chris KUTSCHERA, et al., *Le livre noir de Saddam Hussein*, Paris, Editions OH, 2005.

²²⁰ Tarik AZIZ, *op. cit.*

²²¹ Faleh JABAR, *op. cit.*

²²² *Ibid.*

le problème de l'opposition chiite, qui selon lui résidait en la personne de Muhammad Bakr al Sadr²²³.

Le même jour, des forces de sécurité arrêtent Muhammad Bakr al Sadr et sa sœur Bint al Houda et les transfèrent au quartier général du bureau des services de sécurité national à Bagdad²²⁴. En arrêtant également la sœur de Muhammad Bakr al Sadr, Bint al Houda, le régime s'assure son silence, car cette dernière avait réussi en juin 1979 à libérer son frère en appelant les chiites à se soulever contre le régime. Bint el Houda, qui comptait parmi les rares femmes du mouvement islamique chiite, était d'ailleurs une importante activiste.

Le 8 avril 1980, Muhammad Bakr al Sadr et Bint el Houda sont exécutés par le régime sur ordre de Saddam Hussein qui, selon des membres du mouvement chiite, aurait tiré une balle dans la tête de Sadr de son propre pistolet²²⁵. Leurs corps ont été discrètement portés à Najaf à leur oncle qui les enterra secrètement au cimetière *Wadi as Salam* à Najaf.

b - Les conséquences de la mort de Muhammad Bakr al Sadr sur l'activisme chiite.

La mort de Muhammad Bakr al Sadr est un fait majeur, car pour la première fois dans l'histoire contemporaine de l'Irak, un *marja'* se fait exécuté. La position de *marja'* offrait en principe une certaine immunité, c'est d'ailleurs en devenant *marja'* que Khomeiny échappe à la mort en 1964²²⁶.

L'exécution de Bakr al Sadr a contribué à l'installation d'une forme de « désacralisation » de la figure du *marja'*, autorité suprême dans le monde chiite. Ce processus avait déjà été enclenché depuis la venue au pouvoir du Baath en 1968, où le régime n'a pas hésité à menacer le *marja'* Mohsen el Hakim de la vie de son fils, contraignant ce dernier à l'exil.

En 1979, la peur de la figure de Khomeiny comme guide politique et spirituel en Irak a contribué à nourrir une crainte du Baath envers les leaders religieux et particulièrement Muhammad Bakr al Sadr. Pour le Baath, Bakr al Sadr n'était plus seulement qu'une autorité religieuse ayant une grande influence, mais surtout un opposant politique qu'il fallait éliminer.

Avant de voir les conséquences de la mort de Bakr al Sadr sur l'activisme chiite, on peut d'abord se demander si cet activisme n'était pas responsable de la mort de Bakr al Sadr ou du moins

²²³ Marius LAZAR, *op. cit.*

²²⁴ Tarik AZIZ, *op. cit.*

²²⁵ Ismail MARCINKOWSKI, *Religion and Politics in Iraq. Muslim Shia Clerics Between Quietism and Resistance*, Pustaka Nasional Pte Ltd, 2004

²²⁶ Pierre-Jean LUIZARD, *op. cit.*

dans son accélération. En effet les attaques répétées de la *Da'wa* ou plus largement du conglomerat des groupes chiites réfugiés à Téhéran, qui avaient pour but de venger leurs « martyrs » et de répondre à l'appel de soulèvement de Bakr al Sadr, n'ont fait que faire peser un danger plus grand sur leur leader.

La mort de Muhammad Bakr al Sadr a fait découvrir aux militants chiites leurs failles et leur incapacité à reproduire le modèle iranien en Irak²²⁷. Une révolution diffère d'un pays à l'autre car chaque pays possède ses propres réalités, sa complexité, son histoire et son identité. Le fait de vouloir absolument calquer sur le modèle iranien sans finalement tenir compte des réalités politiques et sociales de l'Irak a été fatal pour l'activisme chiite irakien.

La surestimation du soutien populaire et l'enthousiasme démesuré des militants chiites leur a été fatal. L'importance et la durabilité du soutien populaire ne sont pas les mêmes dans un pays où plus de 90% de la population est chiite que dans un pays qui compte entre 50 et 60% de chiites.

Khomeiny symbole de l'opposition chiite iranienne a bénéficié de 14 années pour forger son image d'opposant et de figure de leader, alors que Muhammad Bakr al Sadr même s'il avait contribué à fonder la *Da'wa* ou à théoriser des politiques islamiques, n'avait commencé réellement à défier le Baath qu'à la fin de l'année 1978.

Enfin la dernière différence concerne les dirigeants : le Chah d'Iran, usé par 37 ans de règne, souffrait d'un cancer et était dépassé par les événements, Saddam Hussein quant à lui, qui venait de prendre le pouvoir comptait tout contrôler d'une main de fer.

L'engouement presque suicidaire de Muhammad Bakr al Sadr pour l'idée d'un Etat islamique est également un facteur d'accélération de sa propre mort. On peut supposer qu'à travers ses derniers messages anti Baath, Muhammad Bakr al Sadr, conscient que ses jours étaient comptés, préparait son martyr et sa postérité, étant donné l'importance du martyr dans le dogme islamique en général et chiite en particulier. Si l'Ayatollah Burujerdi a marqué un tournant à la fin des années 1960, en rompant avec le quiétisme traditionnel du clergé chiite et ouvert une voie de contestation à des religieux iraniens à l'instar de Khomeiny, Muhammad Bakr al Sadr, a lui aussi marqué un tournant en politisant clairement la figure religieuse de *marja'* et en influençant grandement les nouvelles structures politiques chiites qui vont fleurir à Téhéran.

Cependant avec la mort de Muhammad Bakr al Sadr, la figure du leader unificateur est devenue vacante, empêchant les différents groupes chiites à s'unifier dans un large mouvement. En 1979, la tentative de Murtadha al Askari d'unifier les différents groupes dans un mouvement appelé *Majlis al Ulama lil Thawra al Islamiya fil Iraq*, a échoué, probablement car al Askari était d'origine

²²⁷ Faleh JABAR, *op. cit.*

iranienne, les différents groupes voulant un leader irakien d'origine arabe. D'autres tentatives d'unifications de ces groupes ont eu lieu mais elles ont échoué en raison des luttes de pouvoirs et du manque d'organisation.

Les religieux étaient confrontés au problème du leadership. Certains influencés par les idées de Muhammad Bakr al Sadr comme Muhammad Baqir el Hakim, Kazim al Ha'iri et Mahmud el Hashimi ont proposé l'idée d'un gouvernement collectif, *al qiyada al na'iba*²²⁸. D'autres ont proposé que tous les groupes soient sous l'autorité directe de Khomeiny. Ce dernier refusa cette idée en conseillant aux religieux Irakiens de trouver une solution « irakienne » à leur problème. On peut voir ici la logique nationaliste du chiisme iranien comparé au chiisme irakien qui suit une logique plus internationale²²⁹.

En exécutant Bakr al Sadr, le Baath a surévalué le potentiel révolutionnaire de l'activisme chiite entraînant la relation chiites-Baath à un point de non-retour. Sa politique de déportation des Irakiens chiites qui s'ensuit²³⁰ ne fait qu'augmenter cet antagonisme, donnant l'occasion aux chiites d'Irak de confirmer leur statut de majorité persécutée²³¹. D'ailleurs les Irakiens chiites déportés vont finalement gonfler les rangs des mouvements révolutionnaires chiites irakiens installés à Téhéran. Finalement, en voulant affaiblir l'activisme chiite irakien, le Baath n'a fait que le renforcer.

A - Conséquences de la mort d'Al Sadr à l'étranger, en particulier en Iran

a - Le silence en Occident.

L'exécution de Sadr le 8 avril 1980 ne suscita aucune réaction ni en Occident, ni dans le monde arabe, contre le régime baathiste. Seule l'organisation internationale Amnesty International a mentionné la mort de Muhammad Bakr al Sadr ainsi que les nombreux appels fait au gouvernement irakien pour sa libération²³². Les raisons de ce silence, tiennent d'abord dans le fait que le gouvernement irakien a maintenu l'information très secrète. Il voulait masquer la nouvelle de la mort du religieux pour éviter de lui donner une légitimité et ainsi renforcer son image de martyr.

Cette confidentialité du gouvernement irakien concernant la mort de Muhammad Bakr al Sadr est visible dans le rapport de Amnesty International de l'année 1980, où l'organisation appelle le 11 avril à sa libération après avoir su qu'il avait été arrêté le 5 avril. Le 15 avril l'organisation

²²⁸ Faleh JABAR, *op. cit.*

²²⁹ *Ibid.*

²³⁰ Amnesty International, *Amnesty International Report 1980*

²³¹ Marius LAZAR, *op. cit.*

²³² Amnesty International, *Amnesty International Report 1980*

manifeste son inquiétude concernant une rumeur sur l'exécution de Bakr al Sadr qui aurait eu lieu le 8 ou 9 avril. Il est également mentionné qu'au moment de la rédaction de ce rapport, le gouvernement irakien n'a toujours pas confirmé ou réfuté la mort du religieux.

L'autre raison de ce silence, s'explique par la préoccupation de l'occident par la situation iranienne, et particulièrement la crise des otages américains, ainsi que par la crainte de l'exportation de la révolution islamique. En effet, c'est une période d'affaiblissement des deux grands ainsi que la fin des idéologies au profit de l'émergence de nouvelles puissances internationales et de la montée de la religion comme doctrine d'Etat. La révolution islamique illustre cette réalité.

Il est important de l'inscrire dans une tradition révolutionnaire iranienne, cette révolution est en effet le fruit d'un ras-le-bol profond de la présence américaine et d'une laïcisation forcée de la société. L'éviction de Mossadegh par la CIA et les pratiques violentes de la SAVAK ont également contribué à nourrir un antagonisme profond envers le régime impérial et les Etats-Unis que Khomeiny a su exploité par le prisme de la religion.

La révolution islamique est un fait historique considérable car elle incarne tout ce que craignait les grandes puissances internationales mais aussi régionales. En effet l'Iran possède des réserves naturelles pétrolières considérables et peut influencer sur le devenir des sociétés occidentales. C'est dans ce contexte qu'a lieu en 1979 le deuxième choc pétrolier et où en 1980 le prix du baril atteint la somme record de 40\$²³³.

La deuxième crainte que partagent l'occident et plus largement le monde arabe est l'exportation de la révolution islamique. En effet, les succès de la révolution créent la possibilité d'une alliance des chi'ites d'Iran, d'Irak, du Golfe et du Liban, ce qui signifierait l'expansion de l'influence chi'ite de la Méditerranée, à l'ouest jusqu'au Pakistan à l'est. Ainsi dans ce tumulte la mort d'un ayatollah irakien chiite passe aisément inaperçu²³⁴.

L'année 1980 est également l'année de l'escalade de tensions entre l'Iran et l'Irak entraînant le début des hostilités en septembre 1980. La mort de Bakr al Sadr, passée inaperçue dans le monde, a suscité l'indignation en Iran, mais était-elle l'évènement qui a provoqué ou du moins précipité la guerre irano-irakienne ?

b - Des tensions avec l'Iran. Est-ce l'évènement qui a précipité la guerre Irano-irakienne ?

Régis PLATEL, "L'environnement international en 1980.", *Revue d'économie politique*, Vol. 91, n°5, 1981, [<http://www.jstor.org/stable/24697705>], consulté le 15/05/17

²³⁴ Alain ROUSSILLON et Mohga MACHHOUR, « La révolution iranienne dans la presse égyptienne », CEDEJ - Égypte/Soudan, 1982, [<http://books.openedition.org/cedej/1087>], consulté le 12/05/17

La nouvelle de la mort de Muhammad Bakr al Sadr a provoqué la colère des dirigeants iraniens. Cependant avant même que se confirme la nouvelle il faut souligner la nature tendue des relations irano-irakiennes. En effet la nouvelle n'était pas claire, certains considéraient que Bakr al Sadr était mort mais d'autres sources affirmaient qu'il était incarcéré à Bagdad.

Face à ce doute Khomeiny ordonne le 15 avril une enquête sur la disparition de Bakr el Sadr, ceci prouve une fois de plus le souci du gouvernement irakien à maintenir l'information secrète. Ce n'est que le 19 avril soit 11 jours après, que Khomeiny annonce la mort de Bakr al Sadr, qu'il qualifie pour l'occasion d'*ayatollah*, alors que de son vivant il le qualifiait de *hujjat al islam*. Il appelle également l'armée à se soulever contre le régime et décrète trois jours de deuil national en Iran.

Avant le 19 avril soit avant l'annonce de la mort de Bakr al Sadr par Khomeiny, il y avait déjà des tensions entre les deux pays. L'escalade de tensions débute le 5 avril, jour de l'arrestation de Bakr el Sadr, où le gouvernement iranien arrête un diplomate Irakien à Téhéran et le déclare *persona non grata*. Le lendemain le gouvernement irakien riposte en déclarant le deuxième secrétaire de l'ambassade d'Iran à Bagdad *persona non grata*. En réponse, Khomeiny décide de rappeler l'ensemble du personnel diplomatique de son ambassade à Bagdad.

Après les affronts diplomatiques c'est au tour des revendications territoriales. En effet, le 6 avril le gouvernement irakien adresse une lettre au Nations Unies demandant le retrait immédiat de l'Iran des trois îlots du Golfe occupés depuis 1971. Il s'agit des îlots d'Abou Moussa, de la Petite Tomb et de la Grande Tomb, objets de litiges frontaliers notamment avec les Emirats Arabes Unis.

Selon le Financial Times, l'Irak s'apprêtait à occuper ces îles dès qu'il aurait acquis les navires de guerres nécessaires. En réponse, le commandant de l'armée de Terre Iranien déclare le 7 avril que l'Irak est « persan », le ministre des affaires étrangères Sadegh Ghotbzadeh déclare le 8 avril que « Aden et Bagdad nous sont rattachés » et que l'Iran « fournirait tous les moyens nécessaires aux mouvements révolutionnaires progressistes irakiens ». Khomeiny déclare que l'Iran continuera à réclamer sa souveraineté sur Bagdad si l'Irak persiste à réclamer les îlots.

Des mesures sont aussitôt prises contre l'influence baathiste comme la fermeture le 8 avril de l'agence de presse irakienne à Téhéran. Khomeiny lance une nouvelle provocation au Baath en appelant « l'armée et le peuple irakiens à renverser le régime ». Sous son impulsion une manifestation anti Baath est organisée à Téhéran où des manifestants occupent des locaux de la compagnie Iraki Airways.

Saddam Hussein répond à ces provocations dans deux discours prononcés les 24 et 25 avril 1980, où il qualifie les dirigeants iraniens de « revanchards persans » et de « chahs enturbannés ». Il répond à l'appel de soulèvement de Khomeiny au peuple irakien, en exaltant le nationalisme des

Irakiens et de l'armée irakienne. Il affirme que ça n'est pas parce que Khomeiny a été un hôte à Najaf pendant 14 ans qu'il peut contrôler les chiites irakiens. Il se dit également prêt pour une guerre contre l'Iran si l'affrontement devient inévitable.

Un autre facteur de tensions entre les deux pays réside dans la politique de déportation irakienne que le gouvernement iranien a déploré auprès des Nations Unies. Des heurts frontaliers notamment dans la région du Khouzistan ont également contribué à aggraver la situation entre les deux pays.

La guerre irano-irakienne sera le fruit d'une accumulation d'incidents diplomatiques, politiques et militaires, dont ces événements en sont les prémices, qui mettent fin au fragile *modus vivendi* établi entre les deux pays depuis 1975. La mort de Muhammad Bakr al Sadr aussi importante soit elle dans l'histoire de l'activisme chiite irakien, n'est qu'un de ces incidents.

Conclusion

Dans cette seconde partie l'objectif a été de présenter les conséquences de la révolution islamique d'Iran sur l'activisme chiite irakien et les raisons de l'échec d'une révolution similaire en Irak. La révolution islamique est survenue à une période où l'on pensait le temps des révolutions révolu. Elle représentait un espoir pour tous les milieux islamiques dans le monde arabe. Les activistes chiites irakiens ont été les premiers à vouloir suivre l'exemple.

Il faut distinguer deux logiques révolutionnaires en Irak. D'abord la logique de Muhammad Bakr al Sadr qui se voulait être plus prudent et pondéré estimant qu'il fallait plus de temps pour que l'idée de révolution murisse et de répande au sein de la société irakienne. Les membres et les leaders de la *Da'wa* estimaient quant à eux qu'il fallait suivre l'exemple iranien au plus vite surestimant le soutien des masses populaires.

Rapidement pris d'euphorie pour la révolution islamique, Muhammad Bakr changea de logique et émergea comme figure de l'opposition. Se pensant sûrement immunisé grâce à son statut de *marja'* il défia le Baath en soutenant Khomeiny, à plusieurs reprises rompant avec la politique du Baath, qui consistait à ne prendre position pour aucun des partis. Ses provocations envers le Baath, avec la publication de traités relatifs à l'établissement d'un Etat islamique s'intensifièrent jusqu'à émettre une fatwa contre l'adhésion au parti Baath.

Cependant malgré les pressions, Muhammad Bakr al Sadr semblait contrôler sa relation avec le Baath. Mais c'est avec l'intervention de Khomeiny que la relation devient hors de contrôle. En effet le message de Khomeiny entraîne un mouvement d'allégeance des Irakiens chiites organisé

par la *Da'wa*, pour soutenir Muhammad Bakr al Sadr, malgré sa réticence à l'idée.

Muhammad Bakr al Sadr a-t-il été une figure de l'opposition malgré ? C'est une question à nuancer car bien que la *Da'wa* et les dirigeants iraniens aient exercé des pressions sur Bakr al Sadr pour mettre en place une révolution, ce dernier a aussi volontairement attaqué le Baath, à travers ses traités mais surtout sa fatwa.

Cet « acharnement » contre le Baath, peut également être perçu comme la préparation de son propre martyr ainsi que l'image d'opposant qu'il veut laisser à la postérité. Mais la cause de son exécution est sans doute le fruit de la politique d'attentats individuels instaurée par le parti *Da'wa*, dont l'attentat de Kerbela et de l'université d'Al Mustansiriya sont les plus importants.

La mort de Muhammad Bakr al Sadr a été une grande perte pour l'activisme chiite irakien, dont les principaux groupes se sont réfugié à Téhéran un mouvement islamique pour la révolution en Irak, qui deviendra en 1982, le conseil suprême islamique irakien, (*al majlis el a'la el islami el iraki*). L'évolution de ce mouvement peut constituer de nouveaux questionnements et de nouvelles pistes de recherches dans l'étude du mouvement chiite irakien.

A l'étranger, la mort de Muhammad Bakr al Sadr n'a suscité aucune réaction, si ce n'est dans le rapport de Amnesty International de 1980. A contrario en Iran, la nouvelle de la mort de Muhammad Bakr al Sadr a suscité une vague d'indignation conduisant même à une manifestation populaire anti-Baath. Cependant la nouvelle de sa mort ne constitue qu'un évènement parmi d'autres dans l'escalade de tensions entre les deux pays.

A travers ce mémoire, qui je l'espère apporte, ne serait-ce qu'une infime lumière sur l'histoire de l'Irak contemporain, j'ai tenté de mettre en avant le particularisme chiite irakien, d'une communauté longtemps marginalisée et assimilée pendant longtemps à son voisin iranien.

Inventaire des sources

Centre des archives diplomatiques de la Courneuve

Fond : Direction d'Afrique du Nord et du Moyen-Orient, Versement 1973-1982,
Volume 1 :

1460INVA - IRAK

1460INVA/174 – Dossier situation intérieure

1. Sous dossier : Mouvements politiques clandestins-dissidence-mouvements de libération-terrorisme
2. Sous dossier : Mouvement des *Mujahidin* Irakiens (organisation khomeyniste)

1460INVA/175 – Dossier situation intérieure

1. Sous dossier : La *Da'wa*
2. Sous dossier : création d'un CSRII
3. Sous dossier sur la communauté chiite dans un dossier sur les Kurdes (qui regroupe aussi Arméniens, communistes, chrétiens) donc mal classé

1460INVA/202 – Dossier affaires religieuses

1. Sous dossier : Questions religieuses en général sur christianisme, fétichisme, manifestations et émeutes religieuses

1610INVA - IRAN

1610INVA/233 – Dossier politique étrangère

1. Sous dossier : la crise iranienne et les pays musulmans
2. Sous dossier : L'Iran et l'OLP
3. L'Iran et le Golfe
4. Relations Iran-Irak : 1973 à 1979

1610INVA/234 – Dossier politique étrangère

1. Petit livre « Pourquoi l'accord d'Alger a été résilié ? »

1610INVA/267 – Dossier affaires religieuses

1. Sous dossier sur chiisme en Iran

Centres des archives diplomatiques de Nantes

Fond : Bagdad 54PO/B/1-72, Série B, 1963-1990.

54PO/B/2 – Dépêches d'actualités 1972 - juin 1977

54PO/B/3 – Dépêches d'actualités juin 1977- avril 1979

54PO/B/4 – Dépêches d'actualités mai 1979 – août 1980

54PO/B/5 – Dépêches d'actualités septembre 1980 – décembre 1982

Ces cartons n'étaient pas classés en sous-dossiers.

54PO/B/13 – Questions religieuses 1963-1973

1. Sous dossier : Islam, christianisme et judaïsme

Bibliographie

Abbas KELIDAR, *The Integration of Modern Iraq*, New York, St Martin's Press, 1979.

Ali BABAKHAN, *L'Irak 1970-1990 : déportation des chiïtes*, Paris, édité par l'auteur, 1994.

Chibli MALLAT, *The renewal of Islamic law*, Cambridge, Cambridge University Press, 1993.

Chris KUTSCHERA, et al., *Le livre noir de Saddam Hussein*, Paris, Editions OH, 2005

Faleh JABAR, *The Shi'ite Movement in Iraq*, Londres, Saqi Books, 2003

Faleh JABAR, « Le Léviathan et le sacré : le Baas et les chiïtes », dans Chris Kutschera, *Le livre noir de Saddam Hussein*, Paris, Editions OH, 2005

François THUAL, *Géopolitique du chiïsme*, Paris, Arléa, 2002

Habib ISHOW, *La politique agraire en Irak de 1920 à 1980 et ses conséquences sur les sociétés rurales*, Paris, Publibook, 2003.

Hanna BATATU, *The Old Social Classes and the Revolutionnairy Movements of Iraq*, Princeton, New Jersey, Princeton University Press, 1978

Hosham DAWOD et Hamit BOZARSLAN, *La société irakienne, communauté, pouvoirs et violences*, Karthala, 2003.

Jens-Uwe RAHE, « La déportation des chiïtes en Iran », dans Chris Kutschera, *Le livre noir de Saddam Hussein*, Paris, Editions OH, 2005

Joyce N. WILEY, *The Islamic Movements of Iraqi Shi'as*, Londres, Boulder, Lynne Rienner Publishers, 1992

Khalil OSMAN, *Sectarianism in Iraq : The Making of State and Nation Since 1920*, Routledge, 2014

Marion FAROUK-SLUGLETT et Peter SLUGLETT, *Iraq since 1958 : from Revolution to Dictatorship*, Londres, I. B. Tauris, 2001

Myriam BENRAAD, *L'Irak*, Paris, Le cavalier bleu, 2012

Nasr VALI, *Le renouveau chiite*, Paris, Editions Demopolis, 2008

Paul BALTA, *Le conflit Irak-Iran 1979-1989*, Paris, La documentation française, 1989.

Peter SLUGLETT, *Britain in Iraq : Contriving King and Country, 1914-1932*, New York, Columbia University Press, 2007.

Pierre-Jean LUIZARD, *La formation de l'Irak contemporain*, Paris, Ed. CNRS, 1991

Pierre-Jean LUIZARD, *Histoire politique du clergé chiite XVIII-XXIème siècle*, Paris, Fayard, 2014

Pierre RAZOUX, *La guerre Iran-Irak, première guerre du golfe 1980-1988*, Paris, Perrin, 2013

Yitzhak NAKASH, *The Shi'i of Iraq*, Princeton, Princeton University Press, 2003.

Annexes

Table des annexes

Annexe 1 : Glossaire

Annexe 2 : Webographie

Annexe 3 : Tableau des évènements relatifs à la communauté chiite d'Irak de 1977 à 1980

Annexe 1 : Glossaire

<i>Al Hawza el ilmiyya</i>	Désigne l'ensemble des centres d'enseignements dans les villes saintes chiites
<i>Ayatollah</i>	Littéralement « signe de Dieu sur terre », désigne un titre honorifique attribué aux <i>mujtahidin</i> selon leur position dans la hiérarchie cléricale.
<i>Faqih</i>	Docteur de la Loi, expert en <i>fiqh</i> (jurisprudence islamique).
<i>Fayli</i>	Chiites Kurdes
<i>Fitra</i>	Terme arabe qui fait référence à la nature de l'Homme d'après l'islam, la <i>fitra</i> correspond au fait que l'être humain est attiré par Dieu de façon naturelle, inévitable
<i>Hizb</i>	Parti
<i>Hujjat al islam</i>	Littéralement « preuve de Dieu sur terre », désigne un titre honorifique, attribué aux <i>mujtahidins</i> , moins élevé que le titre d'ayatollah.
<i>Ijtihad</i>	Effort de réflexion quant à l'interprétation de la loi islamique. Pratique exclusivement réservée aux <i>mujtahidin</i>
<i>Marja' taqlid ou marja'</i>	Désigne un <i>mujtahid</i> pris comme source de référence et dont l'imitation est devenue obligatoire depuis la victoire des <i>usuli</i>
Mujtahid (pluriel mujtahidin)	Religieux chiite qui pratique l' <i>ijtihad</i>
<i>Murahiq (murahikin)</i>	Etudiant en théologie à la <i>Hawza</i>
<i>Usul al fiqh</i>	Science islamique qui se rapporte aux bases de la jurisprudence islamique

Annexe 2 : Webographie

Hanna BATATU, "Iraq's Underground Shi'a Movements: Characteristics, Causes and Prospects", *Middle East Journal*, Vol. 35, n°4, 1981, [<http://www.jstor.org/stable/4326306>], consulté le 10/04/17

Marion FAROUK-SLUGLETT et Peter SLUGLETT, "Some Reflections on the Sunni/Shi'i Question in Iraq.", *British Society for Middle Eastern Studies*, Vol. 5, n°2, 1978, [www.jstor.org/stable/194789], consulté le 23/04/17

Marion FAROUK-SLUGLETT et Peter SLUGLETT, "The Historiography of Modern Iraq", *The American Historical Review*, Vol. 96, n°5, 1991, [<http://www.jstor.org/stable/2165278>], consulté le 02/03/17

Chibli MALLAT, "Religious Militancy in Contemporary Iraq: Muhammad Baqir as-Sadr and the Sunni-Shia Paradigm.", *Third World Quarterly*, Vol. 10, n°2, 1988, [www.jstor.org/stable/3992663], consulté le 23/04/17

Abbas KELIDAR, "The Shii Imami Community and Politics in the Arab East." *Middle Eastern Studies*, Vol. 19, n°1, 1983, [www.jstor.org/stable/4282919], consulté le 23/04/17

Martin PIERRE, "Les chi'ites d'Irak: Une majorité dominée à la recherche de son destin", *Peuples Méditerranéens*, n°40, 1987, [<https://archive.org/details/peuplesmditerr87pari>], consulté le 25/02/17

Tarek M. AZIZ, "The Role of Muhammad Baqir al-Sadr in Shii Political Activism in Iraq from 1958 to 1980.", *International Journal of Middle East Studies*, Vol. 25, n°2, 1993, [<http://www.jstor.org/stable/164663>], consulté le 25/02/17

Régis PLATEL, "L'environnement international en 1980.", *Revue d'économie politique*, Vol. 91, n°5, 1981, [<http://www.jstor.org/stable/24697705>], consulté le 15/05/17

Robert G. NEUMANN, « L'Irak de Kassem », *Politique étrangère*, Vol. 25, n°5, 1960, [http://www.persee.fr/doc/polit_0032-342x_1960_num_25_5_2393], consulté le 10/03/17

Annexe 3 : Tableau des événements relatifs à la
communauté chiite en Irak de 1977 à 1980

Date	Faits	Meneurs ou personnalités impliquées	Conséquences	Causes	Contexte précis	Sources
5 février 1977	Les chiites d'Irak participent au pèlerinage qui dure 4 jours durant lesquels, les pèlerins parcourent un peu plus de 40 km à pied. Cette procession est perçue par le régime comme une entrave à sa politique de sécularisation et comme un soutien populaire au clergé chiite. Ainsi il décide de bannir la procession ce qui provoque des émeutes à Najaf. Les organisateurs du pèlerinage distribuèrent des tracts et appelèrent les pèlerins à manifester contre le régime pour leurs droits religieux. On estime à 30 000 le nombre de personnes qui manifestèrent en brandissant des bannières sur lesquels figuraient des versets du Coran. Dans un premier temps le régime demande de l'aide à Muhammad Bakr al Sadr et autres leaders chiites pour demander aux pèlerins	Les responsables des cérémonies de Najaf, et des jeunes étudiants étaient de véritables rassembleurs et agitateurs, particulièrement Mohammed al Balaghi originaire de Najaf. Ces étudiants n'étaient affiliés à aucun parti politique. Leur union est spontanée et reflète l'atmosphère qui régnait à Najaf.	Cet épisode révèle les doutes profonds des chiites envers le Baath. Leur immense colère et la souffrance liées aux mauvaises conditions sociales des villes saintes et des zones rurales du Sud	Les forces de sécurité du Baath firent pression sur les organisateurs et les responsables des commémorations afin de décourager la participation des fidèles aux processions de Najaf et Kerbela qui génère une importante ferveur religieuse.	Mesures sévères qui avaient fait chuter les ressources économiques de Najaf : <i>khums</i>, tourisme religieux. Colère de la paysannerie car à cause d'une forte sécheresse après la construction d'un barrage. Colère des familles chiites dont les fils constituaient la principale réserve d'infanterie dans la guerre contre les Kurdes. Quasi interdiction des célébrations chiites	Fond Bagdad série B, 54PO/B. Carton 2 dépêches d'actualités 1972-Juin 1977. Chronologie : Février 1977 Faleh Jabar, « le Léviathan et le sacré : le Baas et les chiites », <i>Le livre noir de Saddam Hussein</i>, Oh ! Editions, 2005 Fond Direction d'Afrique du Nord et du Moyen Orient, Versement 1973-1982, Volume 1 1460INVA/175 – Dossier situation intérieure, Saddam Hussein et la communauté chiite d'Irak Aziz, T. M. "The Role of Muhammad Baqir Al-Sadr in Shii Political Activism in Iraq from 1958 to

	d'arrêter de manifester contre le Baath en échange du retrait de l'interdiction de la célébration de l'Achoura. Les manifestants refusèrent tout compromis.					1980." International Journal of Middle East Studies, vol. 25, no. 2, 1993, pp. 207–222., www.jstor.org/stable/164663 .
6 février 1977	Le deuxième jour, les manifestants assiègent un poste de police et prennent des armes. Le gouvernement dépêche alors des tanks, des hélicoptères, des avions de combats pour bloquer l'entrée à Kerbela ; cependant des centaines de manifestants ont été pu entrer dans la ville car l'armée populaire locale s'est ralliée aux manifestants et a refusé de tirer sur les pèlerins. Le Baath envoie alors la police et la sécurité du Baath pour supprimer la procession dans les rues de Kerbela et arrêter le plus de manifestants.		Arrestations massives, seize manifestants tués.			Fond Bagdad série B, 54PO/B. Carton 2 dépêches d'actualités 1972-Juin 1977. Chronologie : Février 1977 Faleh Jabar, « le Léviathan et le sacré : le Baas et les chiites », <i>Le livre noir de Saddam Hussein</i> , Oh ! Editions, 2005 Aziz, T. M. "The Role of Muhammad Baqir Al-Sadr in Shii Political Activism in Iraq from 1958 to 1980." International Journal of Middle East Studies, vol. 25, no. 2, 1993, pp.

						207–222., www.jstor.org/stable/164663 .
7 février	Le clergé chiite, dont certains de ses membres sont emprisonnés, a été reçu au palais présidentiel et prié de s'engager plus dans la collaboration avec le pouvoir. Le gouvernement consacrera plus d'attention et sans doute aussi plus de moyens aux régions chiites du bas Euphrate qui avaient souffert de la crise de l'eau de l'été dernier et qui avaient pâti de la préférence traditionnellement donnée aux régions sunnites				La <i>Thaoura</i> a recommandé aux militants de se montrer plus souples et moins zélés lorsqu'il s'agit des traditions et des convictions. Visite privée du frère du chah qui a visité Najaf et Kerbela a servi de prétexte pour le gouvernement pour montrer la vanité des spéculations sur le soutien iranien à l'agitation des chiites d'Irak. La presse hésite quant à l'interprétation de ces incidents : désir de circonscrire l'affaire en la limitant à ses aspects religieux et la conviction qu'il faut voir dans l'éclatement de ces	Fond Bagdad série B, 54PO/B. Carton 2 dépêches d'actualités 1972-Juin 1977. Situation intérieure, Bagdad le 17 Mars 1977

					troubles les premières manifestations d'une subversion organisée de l'extérieur	
9 février	Sans évoquer les émeutes du 5 et 6, la presse annonce l'arrestation d'un « agent syrien », porteur de bombe qui s'apprêtait à déposer dans le sanctuaire de l'imam Hussein					Fond Bagdad série B, 54PO/B. Carton 2 dépêches d'actualités 1972-Juin 1977. Chronologie : Février 1977
10 février	Les hauts dignitaires chiites dénoncent les « projets » criminels du gouvernement de Damas					Fond Bagdad série B, 54PO/B. Carton 2 dépêches d'actualités 1972-Juin 1977. Chronologie : Février 1977
11 février	Les organes de l'information après 5 jours de silence rapportent les troubles de Najaf et Karbala et les attribuent « aux agissements d'une fraction traître »					Fond Bagdad série B, 54PO/B. Carton 2 dépêches d'actualités 1972-Juin 1977. Chronologie : Février 1977
12 février	La <i>Thaoura</i> , organe central du Baath publie un éditorial sur les événements de Karbala et réaffirme la nécessité de mener à son terme, en dépit des difficultés les efforts de démocratisation					Fond Bagdad série B, 54PO/B. Carton 2 dépêches d'actualités 1972-Juin 1977. Chronologie : Février 1977

	entrepris par le régime					
16 février	Le gouvernement irakien vient de confirmer l'existence de troubles graves dans la région de Najaf et Kerbela.					Fond Bagdad série B, 54PO/B. Carton 2 dépêches d'actualités 1972-Juin 1977. Troubles de NAJAF-KERBALA.
23 février	Le CCR décide la création d'un tribunal spécial pour juger les personnes poursuivies après les manifestations. Il est composé d'Izzat Mustapha, chiite, ministre de la santé, Hassan Ali, ministre du commerce et de Flayeh Hassan al Jassem, coordinateur des affaires du nord					Fond Bagdad série B, 54PO/B. Carton 2 dépêches d'actualités 1972-Juin 1977. Chronologie : Février 1977 Fond Bagdad série B, 54PO/B. Carton 2 dépêches d'actualités 1972-Juin 1977. La situation politique et sociale en Irak au début de l'année 1978
25 février	Le tribunal spécial en condamna huit à mort et quinze à la prison à vie. Huit personnes condamnées à mort, deux autres morts sous la torture. Ces dix personnes	Muhammad Baqir al Hakim faisait partie des leaders qui avaient négocié avec les manifestants. Il était également un disciple de Sadr et son représentant personnel. Son échec à gagner des concessions	Les hauts responsables chiïtes remercient le gouvernement pour sa « clémence » et assurent le régime de la fidélité des masses chiïtes.		Intense campagne de propagande engagée par le gouvernement afin de souligner le caractère d'avertissement des peines infligées et de	Fond Bagdad série B, 54PO/B. Carton 2 dépêches d'actualités 1972-Juin 1977. Chronologie : Février 1977

	n'étaient affiliées à aucun groupe islamique ni même <i>al Da'wa</i>. 15 autres sont condamnés à la prison à vie dont Muhammad Baqir al Hakim	des émeutiers qui avaient des liens avec la <i>Da'wa</i>, principale organisation de Sadr est un des signes qui a permis au régime de suspecter Sadr lui-même. Il a donc été arrêté et envoyé à Bagdad pour y être interrogé mais a été très vite relâché de peur de causer d'autres émeutes.	Pour le parti Baath, ce jugement n'était pas assez sévère, et les fonctionnaires du Tribunal spécial furent accusés de « défaitisme » et expulsés du parti et de l'Etat. Ce jugement a causé une division au sein du Baath, certains trouvaient que les peines étaient excessives et d'autres menés par Bakr et Saddam Hussein étaient pour une action forte et ferme. Ce dernier groupe parvient à s'imposer en expulsant les plus modérés, y compris les membres du tribunal spécial. La condamnation à la prison à vie est passée de 15 personnes à 78 et plusieurs centaines d'acquittements pour montrer « la clémence de la révolution pour ceux qui avaient été égarés ».		dissuader les « ennemis de la Révolution de porter atteinte à l'unité du pays »	Fond Bagdad série B, 54PO/B. Carton 2 dépêches d'actualités 1972-Juin 1977. La situation politique et sociale en Irak au début de l'année 1978 Faleh Jabar, « le Léviathan et le sacré : le Baas et les chiïtes », <i>Le livre noir de Saddam Hussein</i>, Oh ! Editions, 2005 Fond Bagdad série B, 54PO/B. Carton 2 dépêches d'actualités 1972-Juin 1977. Situation intérieure, Bagdad le 17 Mars 1977 Aziz, T. M. "The Role of Muhammad Baqir Al-Sadr in Shii Political Activism in Iraq from 1958 to 1980." <i>International Journal of</i>
--	--	--	---	--	--	---

						Middle East Studies, vol. 25, no. 2, 1993, pp. 207–222., www.jstor.org/stable/164663 .
13 avril 1977	Arrivée de Farida Diba, mère de l'impératrice d'Iran pour une visite de 5 jours au cours de laquelle elle se rendra dans les lieux saints de Karbala et Najaf					Fond Bagdad série B, 54PO/B Carton 2 dépêches d'actualités 1972- Juin 1977 Ephéméride du mois d'avril 1977
21 juin 1977	A la fin de la réunion annuelle de la société d'orientation religieuse, les chefs religieux du Gouvernorat de Najaf réaffirment leur soutien au régime					Fond Bagdad série B, 54PO/B Carton 2 dépêches d'actualités 1972-Juin 1977 Ephéméride du mois de juin 1977
30 juin 1977	Le président Bakr préside à Kerbela la cérémonie marquant l'anniversaire de l'Imam Ali, héros des chiites, en présence du ministre des Waqfs Ahmed Abdel Sattar et Mohammed Ayache et Jaafar Qassem Hammoudi, membres de la direction régionale du Baath et ministres d'état.					Fond Bagdad série B, 54PO/B Carton 2 dépêches d'actualités 1972-Juin 1977 Ephéméride du mois de juin 1977

Juillet 1977	Une délégation irakienne composée des ministres de l'intérieur et du commerce se rend à Téhéran. Le but officiel de ce voyage était de faire le bilan des échanges et de la coopération. Les iraniens sont ainsi autorisés à entretenir 13 écoles à Najaf, Kerbela et Bagdad fréquentés par 1210 étudiants. Les voyages et le séjour des pèlerins et d'étudiants dans les lieux saints chiites de Najaf et Kerbela paraissent régler à la satisfaction des deux parties également intéressés à les contrôler.					Fond Bagdad série B, 54PO/B Carton 3 dépêches d'actualité juin 1977-avril 1979 Relations entre l'Iran et l'Irak
Aout 1977	Discours de Saddam Hussein : <i>Nazra Fil Din W al Turath</i>					
Novembre 1977	Saddam Hussein et le colonel Khairallah, ministre de la défense ont consacré cinq journées entières où ils ont visité la région de Khor al Zubair et Roumailah ainsi que Basra où ils ont visité l'académie					Fond Bagdad série B, 54PO/B Carton 3 dépêches d'actualité juin 1977-avril 1979 Situation politique et sociale en Irak au début de l'année 1978

	navale. Les moyens d'informations ont largement couvert ces déplacements et insisté sur l'intérêt que « les responsables du parti ne cessent de porter aux problèmes et au développement des populations des régions du sud ». Les quotidiens de Bagdad ont affirmé que Saddam Hussein serait intervenu en personne pour que des solutions immédiates soient apportées aux insuffisances flagrantes qu'il avait été amené à constater au cours de sa visite.					
22 décembre 1977	Saddam Hussein, Adnan Hussein el Hamdani et Izzet Ibrahim el Douri se sont rendu à Najaf et Kerbela à l'occasion de la fête d'Achoura. Les moyens d'informations et plus particulièrement la télévision, ont largement rendu compte de ce déplacement, s'attardant notamment sur la visite effectuée dans les mosquées des		Ces deux déplacements rapprochés témoignent du désir du gouvernement de Bagdad de ne pas envenimer les choses avec les milieux religieux dont l'influence reste encore très grande sur les populations du sud. Ils confirment également la volonté du pouvoir central d'associer plus			Fond Bagdad série B, 54PO/B Carton 3 dépêches d'actualité juin 1977-avril 1979 Situation politique et sociale en Irak au début de l'année 1978

	Imams et au cours de laquelle le vice-président du CCR a effectué les prières rituelles en compagnie des religieux chiites		étroitement que par le passé cette partie de l'Irak à « l'effort de développement économique et sociale »			
15 février 1978	Huitième anniversaire de l'armée populaire					Fond Bagdad série B, 54PO/B Carton 3 dépêches d'actualités juin 1977-avril 1979 Huitième anniversaire de l'armée populaire
20 avril 1978	Message de Saddam Hussein aux forces armées à l'occasion du 31 ^{ème} anniversaire du parti Baath.					Fond Bagdad série B, 54PO/B Carton 3 dépêches d'actualités juin 1977-avril 1979 Message de Saddam Hussein aux forces armées à l'occasion du 31 ^{ème} anniversaire du parti Baath
22-23 juin 1978	Les chiites d'Irak célèbrent la naissance de l'imam Ali. Le ministre des Wakfs préside une cérémonie à cette occasion					Fond Bagdad série B, 54PO/B Carton 3 dépêches d'actualité juin 1977-avril 1979 Ephémérides du mois de juin 1978
4 juillet 1978	Selon un décret du CCR toute personne ayant					

	appartenue à l'armée ou à la police et se trouvent actuellement à la retraite, démobilisé, ou ayant terminé ses services depuis la révolution de 1968, sera condamné à mort s'il est prouvé qu'elle a adhéré à un parti autre que le Baath. Ce décret prend effet 3 mois après sa publication.					
13 juillet 1978	Sous le patronage du président de la république, le gouvernorat de Najaf célèbre, en la présence de plusieurs officiels, l'anniversaire de la naissance de l'imam Hussein					Fond Bagdad série B, 54PO/B Carton 3 dépêches d'actualité juin 1977-avril 1979 Ephémérides du mois de juillet 1978
10 décembre 1978	L'anniversaire du martyr de l'imam Hussein est le sujet de l'éditorial du journal du parti Baath <i>al Thaoura</i> . L'imam est donné en exemple de résistance contre l'injustice et la tyrannie et présenté comme le défenseur du droit					Fond Bagdad série B, 54PO/B Carton 3 dépêches d'actualité juin 1977-avril 1979 Ephémérides du mois de décembre 1978
12 décembre 1978	La presse publie des messages d'adhésion au régime adressés au président Bakr et à Saddam					

	Hussein par les dirigeants religieux de Najaf et Kerbela à l'occasion de la Achoura					
Octobre 1978 et février 1979	Dans une lettre à ses disciples en Iran, Sadr exprime son admiration pour Khomeiny et leur demande de le soutenir. Sadr a dit que la <i>marja'iya</i> de Khomeiny a accompli les buts de la <i>marja'iya</i> qu'il avait théorisé pendant des années. Cette lettre n'a pas été publiée car les disciples de Sadr en Iran craignaient que la publication de ce message ne mette en danger la vie de Sadr					Aziz, T. M. "The Role of Muhammad Baqir Al-Sadr in Shii Political Activism in Iraq from 1958 to 1980." International Journal of Middle East Studies, vol. 25, no. 2, 1993, pp. 207–222., www.jstor.org/stable/164663 .
15 février 1979	Au cours d'une visite à Kerbela, Hassan Ali, ministre du commerce donne des instructions à divers organismes de distribution pour améliorer d'approvisionnement de ces deux villes					Fond Bagdad série B, 54PO/B Carton 3 dépêches d'actualité juin 1977-avril 1979 Ephémérides du mois de février 1979
25 février 1979	Khomeiny déclare avoir subi des pressions de la part du gouvernement lors de son séjour en Irak.					Fond Bagdad série B, 54PO/B Carton 3 dépêches d'actualité juin 1977-avril 1979

						Ephémérides du mois de février 1979
Mars- avril 1979	Après le retour de Khomeini en Iran Sadr lui envoie un de ses plus proches disciples Mahmud al Hashimi. Sadr s'est adressé à la population arabe d'Iran afin qu'elle soutienne la révolution et qu'elle obéisse à Khomeiny car la république islamique représente l'état fondé par le prophète ou les personnes de différentes nationalités et ethnies peuvent cohabiter en paix. Sadr publie également 6 essais concernant la fondation d'un état islamique qui seront plus tard recueillis sous le titre de <i>Al islam yaqud al hayat</i> . Un des traités a inspiré les auteurs de la constitution de la république iranienne. La plus grande provocation que Sadr a fait envers le régime a été la fatwa interdisant l'adhésion au parti Baath		Ces actions ont été vues par le régime comme une violation à sa « wait-and-see policy »			Aziz, T. M. "The Role of Muhammad Baqir Al-Sadr in Shii Political Activism in Iraq from 1958 to 1980." International Journal of Middle East Studies, vol. 25, no. 2, 1993, pp. 207–222., www.jstor.org/stable/164663 .
4 avril 1979	Monsieur Obeidallah Barzani effectue					Fond Bagdad série B, 54PO/B

	une tournée d'inspection dans le gouvernorat de Kerbela					Carton 3 dépêches d'actualité juin 1977-avril 1979 Ephémérides du mois d'avril 1979
5 avril 1979	Sur instruction de Monsieur Saddam Hussein vingt sept parcelles de terrain sont offertes à des religieux responsables de la mosquée de l'Imam Hassan al Askari de Samarra.					Fond Bagdad série B, 54PO/B Carton 3 dépêches d'actualité juin 1977-avril 1979 Ephémérides du mois d'avril 1979
22 mai-31 mai 1979	« Mouvement d'allégeance » : Manifestation de soutien à Mohammed Bakr al Sadr ;				Khomeiny a envoyé à Sadr un message lui demandant de rester en Irak malgré les pressions du gouvernement. Sadr, bien qu'ayant été à plusieurs reprises arrêté il ne planifié pas de quitter l'Irak. le message de Khomeiny et la réponse de Sadr ont été écouté par les millions d'Irakiens, ce qui a suscité une vague de manifestations en soutien à Sadr à Najaf. Sadr a appelé les	

					manifestants à cesser car il avait peur que ses soutiens soient la cible de la répression du Baath	
7 juin 1979	Un éclat particulier est donné aux cérémonies organisées à Kerbela à l'occasion de l'anniversaire de l'Imam Ali. Sous le patronage du Président Bakr, Monsieur Burhan Eddine Abdul Rahman, membre du CCR, préside les festivités, en présence de deux autres membres du CCR, Messieurs Abdul Fattah Mohammed Amin et Jaafar Qassem Hammoudi ainsi que des gouverneurs de Kerbela, Monsieur Aziz Saleh de Najaf Monsieur Hamed Mahmoud Al Hassan, de Hilla Monsieur Kamel Yassin, de Qadissiya Monsieur Salem Mohammed Ghazal, ainsi que les responsables du Baath de ces villes. Y assistent également, le					Fond Bagdad série B, 54PO/B Carton 4 dépêches d'actualité mai 1979-août 1980 Ephémérides du mois de Juin 1979

	secrétaire de l'Union des écrivains arabes, Monsieur Chafiq al Kamali et le secrétaire général es juristes arabes Monsieur Chabib Lazem et le Président de « l'association de vivification de l'héritage arabe » Monsieur Kheirallah Tulfah. Monsieur Bruhan Eddin rappelle au nom du président, qu'Ali fut le premier à croire en la parole du Prophète et adresse un hommage aux hommes de religion. Le Baath, affirme-t-il, s'inspire des principes de la religion et veut faire renaitre la Nation arabe et son esprit combattant d'autrefois.					
12 juin 1979	Le responsable du Baath pour le quartier de Madinat al Thaoura, au nord de Bagdad, est assassiné. Ses obsèques, le 13 donnent lieu à une manifestation de rue organisée par les Baathistes.					Fond Bagdad série B, 54PO/B Carton 4 dépêches d'actualité mai 1979-aout 1980 Ephémérides du mois de Juin 1979
juin 1979	Des représentants de Sadr et des centaines de		Bint al Houda, la sœur de Sadr se rendit a Najaf			Aziz, T. M. "The Role of Muhammad

	membres de la <i>Da'wa</i> furent soient emprisonnés ou exécutés. Arrestation de Mohammed Bakr al Sadr et détention à Bagdad. Bint al Houda, la sœur de Sadr se rendit à Najaf et a donné un discours demandant aux chiites de se soulever contre le gouvernement et de protéger leur leader. Des émeutes éclatèrent à Bagdad, Basra, Diyala, Samawa, Kut, Diwaniyya, Kerbala. Des heurts avec la police ont eu lieu à Najaf. La propagation des violences dans le pays a forcé le régime à libérer Sadr. Cet incident a permis au Baath de mesurer l'étendue des soutiens de Sadr		et a donné un discours demandant aux chiites de se soulever contre le gouvernement et de protéger leur leader.			Baqir Al-Sadr in <i>Shii Political Activism in Iraq from 1958 to 1980.</i> International Journal of Middle East Studies, vol. 25, no. 2, 1993, pp. 207–222., www.jstor.org/stable/164663.
13-14 juin 1979	Des manifestations sont réprimées dans diverses localités à majorité chiite, et en particulier dans les lieux saints à Madinat al Thaoura et à Kazimiyya. Un militant baathiste est tué à Baqouba					Fond Bagdad série B, 54PO/B Carton 4 dépêches d'actualité mai 1979-août 1980 Ephémérides du mois de Juin 1979

17 juin 1979	Un « mouvement pour la révolution islamique irakienne » cité par la radio iranienne annonce que 3 000 chiites irakiens auraient été arrêtés. Ce mouvement aurait envoyé un message au secrétaire général de l'ONU pour dénoncer la « tyrannie des dirigeants irakiens »					Fond Bagdad série B, 54PO/B Carton 4 dépêches d'actualité mai 1979-août 1980 Ephémérides du mois de Juin 1979
21 juin 1979	La nouvelle annoncée en Iran par le « mouvement pour la révolution islamique d'Irak » selon laquelle la loi martiale aurait été décrétée à Najaf se révèle être fausse/ L'association d'orient religieuse de Najaf envoie un message de soutien aux autorités					Fond Bagdad série B, 54PO/B Carton 4 dépêches d'actualité mai 1979-août 1980 Ephémérides du mois de Juin 1979
22 juin 1979	L'association d'orientation religieuse de Najaf remercie les autorités pour leur appui aux hommes de religion et leur aide aux lieux saints et s'engage à lutter contre « l'impérialisme et le sionisme »/ L'assemblée populaire de Najaf s'engage à					Fond Bagdad série B, 54PO/B Carton 4 dépêches d'actualité mai 1979-août 1980 Ephémérides du mois de Juin 1979

	« défendre la révolution contre les traîtres et agents stipendiés »					
25 juin 1979	Le ministre des Affaires Etrangères, Monsieur Hammadi prononce à Kerbela une conférence sur le thème de « l'Unité et le principe de la lutte dans la patrie arabe et en Afrique ».					Fond Bagdad série B, 54PO/B Carton 4 dépêches d'actualité mai 1979- aout 1980 Ephémérides du mois de Juin 1979
28 juin 1979	D'Irak, le « mouvement pour la révolution islamique d'Irak » dénonce la répression sanglante dont seraient victime les chiites d'Irak. Des manifestations auraient eu lieu à Kazimain (banlieue de Bagdad) et à Basrah/ L'Ayatollah Mohammed Baqr al Sadr, dignitaire chiite irakien, aurait été placé en résidence surveillée par la police dans sa demeure à Najaf. Cette mesure aurait ensuite provoqué une manifestation de protestation dans la ville. L'Ayatollah					Fond Bagdad série B, 54PO/B Carton 4 dépêches d'actualité mai 1979- aout 1980 Ephémérides du mois de Juin 1979

	aurait été chargé une dizaine de jours auparavant par l'Ayatollah Khomeiny d'assurer la protection des lieux saints de Najaf.					
4 juillet 1979	Sous le patronage du Président Bakr, une cérémonie est organisée à Najaf à l'occasion de l'anniversaire de la naissance de l'Imam Ali. Monsieur Burhan Eddin Abdul Rahman, membre du CCR préside la cérémonie.					Fond Bagdad série B, 54PO/B Carton 4 dépêches d'actualité mai 1979-août 1980 Ephémérides du mois de juillet 1979
5 juillet 1979	La presse publie l'interview accordée par Saddam Hussein à l'hebdomadaire allemande « Der Spiegel » où le vice président invite le journaliste à « aller à Kerbela et Najaf pour se rendre compte que la soi-disant révolution n'existe que dans l'imagination de gens au-delà des frontières ».					Fond Bagdad série B, 54PO/B Carton 4 dépêches d'actualité mai 1979-août 1980 Ephémérides du mois de juillet 1979
13 juillet 1979	Le ministère du travail et des affaires sociales interdit la rupture publique du jeûne le mois de Ramadhan.					Fond Bagdad série B, 54PO/B Carton 4 dépêches d'actualité mai 1979-août 1980

						Ephémérides du mois de juillet 1979
16 Juillet 1979	Arrivée de Saddam au pouvoir. Mohammed Bakr al Sadr est placé en résidence surveillée. Ses réseaux et ceux de la Daawa sont éliminés. L'agitation populaire prit fin. Les islamistes chiites déployèrent alors une nouvelle stratégie : la violence individuelle et les actes terroristes		Le tribunal spécial révolutionnaire a prononcé 258 mises à mort alors qu'il y a eu 22 procès		Saddam Hussein était le responsable de la sécurité et contrôlait l'appareil de l'état et du parti. Selon certains, la frilosité de Hassan al Bakr âgé et malade le frustrait. Redoutant de ne pas pouvoir suivre ses plans, Saddam Hussein évince le président en juin 1979 et 22 dirigeants du parti Baath, accusés de comploter avec la Syrie, furent exécutés en juillet 1979.	Aziz, T. M. "The Role of Muhammad Baqir Al-Sadr in Shii Political Activism in Iraq from 1958 to 1980." International Journal of Middle East Studies, vol. 25, no. 2, 1993, pp. 207–222., www.jstor.org/stable/164663 .
4 aout 1979	Le président Saddam Hussein donne un banquet Iftar au Palais présidentiel à des hommes religieux. Il déclare « Nous faciliterons vos tâches, appuierons votre action en faveur de l'affermissement					Fond Bagdad série B, 54PO/B Carton 4 dépêches d'actualité mai 1979-aout 1980 Ephémérides du mois d'aout 1979

	de la foi, sans que nous vous remplacions : voila la conception de son rôle que se fait le Baath et l'Etat ». il fut procédé à une prière commune.					
Aout 1979	Interrogatoire de Sadr par Fadhel al Barak, le chef de l'agence de sécurité qui lui demande de dénoncer publiquement la révolution iranienne et de soutenir la politique irakienne envers l'Iran. Sadr a refusé, le Baath a donc fait appel à Isa al Khaqani pour être un médiateur. Ce dernier fut envoyé à Sadr pour lui demander d'accepter une condition parmi 5 proposées par le Baath pour avoir la vie sauve. Les 5 conditions sont : retrait de son soutien à Khomeiny et au régime iranien, délivrer un communiqué de soutien à la politique du gouvernement comme la nationalisation des compagnies de pétrole					

	étrangères ou l'autonomie national des Kurdes, délivrer une fatwa interdisant l'adhésion au parti <i>Da 'wa</i> , révoquer la fatwa interdisant l'adhésion au Baath.					
21 aout 1979	Octroi d'une somme de 250 000 dinars irakiens par le Président Saddam Hussein pour la reconstruction des lieux saints du Gouvernorat de Najaf					Fond Bagdad série B, 54PO/B Carton 4 dépêches d'actualité mai 1979-aout 1980 Ephémérides du mois d'aout 1979
18 octobre 1979	Discours de Saddam Hussein à Najaf. Prononcé devant une foule importante, le président Saddam Hussein souligne le lien entre la religion, le nationalisme et la doctrine baathiste. Il exalte le caractère à la fois arabe et proprement national des Imam Ali, Al Husayn, de Khaled ibn Al Walid et de Saladdin al Ayyoubi.					Fond Bagdad série B, 54PO/B Carton 4 dépêches d'actualité mai 1979-aout 1980 Ephémérides mois d'octobre 1979
23 novem bre 1979	Les hommes de religion de Kerbela expriment dans un télégramme leur satisfaction					Fond Bagdad série B, 54PO/B Carton 4 dépêches d'actualité

	pour l'attention portée aux lieux saints par le président Saddam Hussein. Ceux-ci renouvellent leur allégeance au régime. Sur instructions personnelles de Monsieur Saddam Hussein, une commission doit définir les besoins des lieux saints.					mai 1979- aout 1980 Ephémérides mois de novembre 1979
29 novem bre 1979	« Attentat » à Kerbela pendant l'Achoura. Deux individus se seraient glissés dans le cortège et auraient ouvert le feu sur la foule, vers minuit sur la place menant à la mosquée de l'imam Hussein. Tirs échangés avec forces de sécurité qui les blessent et les arrêtent	Taleb Alwan et Hilal Abdallah	Un responsable baathiste Khaled Nouri al Samarmad a été tué lors des affrontements ainsi qu'une vieille femme et 16 personnes blessées. Les deux individus auraient avoué avoir été poussés par une partie étrangère hostile à la nation		Dans le quartier de Madinat al Thaoura, plusieurs corps de police ont été déployés pour contrôler l'Achoura et pas beaucoup recours à l'armée populaire	Fond Directio n d'Afrique du Nord et du Moyen Orient, Versement 1973-1982, Volume 1 1460INVA/2 02 – Dossier affaires religieuses L'Achoura en Irak.
1 ^{er} décemb re 1979	A la suite d'incidents survenus à Kerbela lors de l'Achoura un nouveau préfet est désigné pour cette province, M. Adnan Daoud					Fond Bagdad série B, 54PO/B Carton 4 dépêches d'actualité mai 1979- aout 1980 Ephémérides mois de décembre 1979
2 décemb re 1979	Le nouveau gouverneur de Kerbela, Adnan Daoud et celui de Wasit, Khalil Ibrahim Mahmoud prêtent					Fond Bagdad série B, 54PO/B Carton 4 dépêches d'actualité

	serment devant le chef de l'Etat.					mai 1979- aout 1980 Ephémérides mois de décembre 1979
5 décemb re 1979	« Les masses et les hommes de religion de Kerbela » expriment dans un télégramme leur allégeance au président Saddam Hussein et dénoncent « le crime sauvage commis par des groupes pro-impérialistes »					Fond Bagdad série B, 54PO/B Carton 4 dépêches d'actualité mai 1979- aout 1980 Ephémérides mois de décembre 1979
12 décemb re 1979	La presse publie des messages d'adhésion au régime adressés au président Bakr et à Saddam Hussein par les dirigeants religieux de Najaf et Kerbela à l'occasion de l'Achoura					Fond Bagdad série B, 54PO/B Carton 4 dépêches d'actualité mai 1979- aout 1980 Ephémérides mois de décembre 1979
21 décemb re 1979	Inspectant les travaux en cours dans les lieux saints de Kerbela, le ministre des Waqfs et des affaires religieuses déclare que le président Saddam Hussein a donné des instructions pour qu'ils soient rapidement exécutés. Le chef de l'Etat a donné des ordres, ajoute-t-il, pour que soient constitués					Fond Bagdad série B, 54PO/B Carton 4 dépêches d'actualité mai 1979- aout 1980 Ephémérides mois de décembre 1979

	trois comités destinés à étudier les besoins des lieux saints et des hommes de religion. Les résolutions de ces comités devraient commencer à être appliquées dans les huit jours.					
23 décembre 1979	Le ministre des Waqfs et des affaires religieuses annonce des directives données par le chef de l'Etat pour l'embellissement » des lieux saints de Kadhimiyya					Fond Bagdad série B, 54PO/B Carton 4 dépêches d'actualité mai 1979-aout 1980 Ephémérides mois de décembre 1979
24 décembre 1979	Abdul Fattah Mohammed Amin, ministre de l'administration locale se rend dans le gouvernorat de Najaf et prie dans la mosquée de l'Imam Ali./ Conformément à une directive du chef de l'Etat, le ministre des Waqfs et des affaires religieuses alloue 482 000 dinars pour la rénovation des mosquées du quartier chiite de Madinat al Thaoura, dans la banlieue de Bagdad.					Fond Bagdad série B, 54PO/B Carton 4 dépêches d'actualité mai 1979-aout 1980 Ephémérides mois de décembre 1979
30 décembre 1979	Le frère de Saddam Hussein, Barzan Ibrahim					Fond Bagdad série B, 54PO/B

	Al Takriti, écrit un article dans Al Thaoura où il adresse entre autres un avertissement sévère aux chiïtes Irakiens.					Carton 4 dépêches d'actualité mai 1979-août 1980 Article sur les prolongements en Irak de la crise iranienne, Bagdad le 8 janvier 1980
5 janvier 1980	Le président Saddam Hussein ordonne la confection de tombeaux en or devant être placés dans les mosquées chiïtes					Fond Bagdad série B, 54PO/B Carton 4 dépêches d'actualité mai 1979-août 1980 Ephémérides du mois de janvier 1980
8 janvier 1980	Les hommes de religion de la province de Kerbala, responsables de processions organisées pour la « ziyara », le 40 ^{ème} jour du deuil de Hussein, envoient un message de soutien au président Saddam Hussein et l'assurent qu'ils « s'opposeront à tous les complots visant à entraver la marche de la révolution et de la Nation arabe »					Fond Bagdad série B, 54PO/B Carton 4 dépêches d'actualité mai 1979-août 1980 Ephémérides du mois de Janvier 1980
13 janvier 1980	Le ministère des Waqfs et des Affaires Religieuses passe commande de					Fond Bagdad série B, 54PO/B Carton 4 dépêches

	quatre portes d'or pour les lieux saints de Kerbela et de Najaf					d'actualité mai 1979- aout 1980 Ephémérides du mois de Janvier 1980
31 janvier 1980	A Kerbela, le ministre de l'Intérieur, M. Saadoun Chaker réaffirme l'attention du gouvernement pour les lieux saints du chiisme.					Fond Bagdad série B, 54PO/B Carton 4 dépêches d'actualité mai 1979- aout 1980 Ephémérides du mois de Janvier 1980
31 mars 1980	Le CCR adopte la résolution n°461 rendant l'appartenance à la <i>Da'wa</i> passible de peine de mort					Fond Bagdad série B, 54PO/B Carton 4 dépêches d'actualité mai 1979- aout 1980 Ephémérides du mois de Mars 1980
1 ^{er} avril 1980	Attentat à l'Université de la Mustansiriyya. M. Tarek Aziz, vice premier ministre est blessé. L'agresseur présenté comme iranien est tué par les forces de sécurité. Le président Saddam Hussein rend visite aux blessés dans la soirée					Fond Bagdad série B, 54PO/B Carton 4 dépêches d'actualité mai 1979- aout 1980 Ephémérides du mois d'avril 1980
2 avril 1980	Le président Saddam Hussein prononce un discours à l'université de Mustansiriyya où il dénonce l'attentat de la					Fond Bagdad série B, 54PO/B Carton 4 dépêches d'actualité mai 1979- aout 1980

	veille et les responsabilités de l'Iran					Ephémérides du mois d'avril 1980
5 avril 1980	Une bombe explose dans le cortège funéraire organisé pour les deux personnes décédées lors de l'attentat du 1 ^{er} avril/ Selon l'agence « Pars », Mohammed Bakr al Sadr aurait été arrêté par la police irakienne/ La hiérarchie chiite envoie des télégrammes d'allégeance au président Saddam Hussein/ Un diplomate Irakien est arrêté à Téhéran et déclaré persona non grata					Fond Bagdad série B, 54PO/B Carton 4 dépêches d'actualité mai 1979-août 1980 Ephémérides du mois d'avril 1980
6 avril 1980	Le deuxième secrétaire de l'ambassade d'Iran à Bagdad est déclaré persona non grata. Téhéran décide de rappeler l'ensemble du personnel diplomatique de son ambassade à Bagdad./ Dans une lettre adressée au secrétaire général des Nations Unies, l'Irak demande le retrait immédiat de l'Iran des trois îlots du Golfe occupés depuis 1971 ;					Fond Bagdad série B, 54PO/B Carton 4 dépêches d'actualité mai 1979-août 1980 Ephémérides du mois d'avril 1980

7 avril 1980	Décès d'une troisième victime, un étudiant, blessé, au cours de l'attentat d'Al Mustansiriyya./ Selon l'agence PARS, 800 iraniens auraient été expulsés d'Irak et 13 000 autres devraient l'être ces prochains jours/ Selon l'agence de presse irakienne INA, 130 Irakiens auraient été expulsés d'Iran et seraient arrivés ce jour à Bagdad/ Le président Bani Sadr accuse l'Irak de faire le jeu des super puissances. « Le monde verra comment le peuple irakien réussira à faire tomber son régime mercenaire actuel » ajoute-t-il					Fond Bagdad série B, 54PO/B Carton 4 dépêches d'actualité mai 1979- aout 1980 Ephémérides du mois d'avril 1980
8 avril 1980	Mohammed Bakr al Sadr et sa sœur Bint al Houda sont tués/ Le ministre des affaires étrangères iranien, M. Ghotbzadeh affirme que l'Iran « fournirait tous les moyens nécessaires aux mouvements révolutionnaires progressistes irakiens » si « les crimes de l'Irak					Fond Bagdad série B, 54PO/B Carton 4 dépêches d'actualité mai 1979- aout 1980 Ephémérides du mois d'avril 1980

	en Iran ne cessaient pas »./ Le gouvernement iranien décide la fermeture du bureau de l'agence de presse irakienne INA à Téhéran./ « Al Thaoura » adresse une sévère mise en garde à l'Iran/ L'Ayatollah Khomeiny appelle « l'armée et le peuple irakiens à renverser le régime »/ Les locaux de la compagnie Iraki Airways à Téhéran sont occupés par des manifestants.					
9 avril 1980	Son corps et celui de sa sœur furent transportés à Najaf pour y être enterrés/ La revue Alef Ba révèle l'existence en Irak du parti al <i>Da'wa</i> lié à l'Iran qui aurait exécuté un certain nombre d'attentats dans le pays ces derniers temps et qui serait fourni en armes par Téhéran. La revue publie par ailleurs un décret du CCR prévoyant la peine de mort pour tout membre de ce parti ou pour toute personne qui en		La mort de Sadr a eu pour effet de supprimer un symbole modéré de l'islam chiite, qui n'avait pas soutenu la théorie de Khomeiny réclamant un pouvoir théocratique ni incité à la violence politique. Sa mort eut des conséquences contradictoires, elle représentait une grande perte pour le <i>Da'wa</i>, désormais privé du soutien d'une personnalité religieuse, tout en apportant au			Fond Bagdad série B, 54PO/B Carton 4 dépêches d'actualité mai 1979-août 1980 Ephémérides du mois d'avril 1980 Faleh Jabar, « le Léviathan et le sacré : le Baas et les chiites », <i>Le livre noir de Saddam Hussein</i>, Oh ! Editions, 2005

	diffuserait les idées/ Selon le Financial Times, l'Irak s'apprêterait à occuper les trois îlots du Golfe occupés en 1971 par l'Iran, dès qu'il aurait acquis des navires de guerre nécessaires.		militantisme chiite irakien un symbole qui marquerait la sphère politique. Ayant retenu les leçons amères de leur euphorie de 1979, et de leur objectif irréaliste d'imiter l'exemple unique de la révolution islamique iranienne, la <i>Da'wa</i> et d'autres groupes contestataires commencèrent à mettre en place des structures clandestines à l'étranger.			
10 avril 1980	Selon l'agence de presse libyenne, Jana, Abdul Karim al Cheick, ancien ministre des affaires étrangères irakien, aurait été assassiné le 9 avril à Bagdad					Fond Bagdad série B, 54PO/B Carton 4 dépêches d'actualité mai 1979-août 1980 Ephémérides du mois d'avril 1980
12 avril 1980	Un attentat dirigé contre le ministre de l'information échoue dans le centre de Bagdad					Fond Bagdad série B, 54PO/B Carton 4 dépêches d'actualité mai 1979-août 1980 Ephémérides du mois d'avril 1980
14 avril 1980	La presse publie un décret du CCR promettant le pardon à tout					Fond Bagdad série B, 54PO/B

	membre du parti <u>al Da'wa</u> qui se rendrait aux autorités dans une période de 15 jours et livrerait aux enquêteurs les informations qu'il détient sur cette organisation qui est accusée de vouloir « renverser le régime en place et affronter la révolution du 17 juillet par les armes » / Décès d'un policier blessé lors de l'attentat du 5 avril.					Carton 4 dépêches d'actualité mai 1979- aout 1980 Ephémérides du mois d'avril 1980
15 avril 1980	La revue Alef Ba livre une nouvelle série de révélation sur le parti <i>al Da'wa</i>					Fond Bagdad série B, 54PO/B Carton 4 dépêches d'actualité mai 1979- aout 1980 Ephémérides du mois d'avril 1980
22 avril 1980	La presse annonce la reddition aux autorités de plusieurs membres du parti <i>al Da'wa</i>/ Les hommes de religion de Madinat al Thaoura envoient au chef de l'Etat un message d'allégeance où ils dénoncent le « nouveau Chah d'Iran »					Fond Bagdad série B, 54PO/B Carton 4 dépêches d'actualité mai 1979- aout 1980 Ephémérides du mois d'avril 1980

24 avril 1980	La télévision présente les « aveux » d'un des dirigeants du parti <i>Da'wa</i> . Celui-ci désigne notamment Mohammed Bakr al Sadr comme d'un des dirigeants de cette organisation.					Fond Bagdad série B, 54PO/B Carton 4 dépêches d'actualité mai 1979- aout 1980 Ephémérides du mois d'avril 1980
28 avril 1980	La presse dément d'assassinat du chef de l'état annoncé la veille à Téhéran.					Fond Bagdad série B, 54PO/B Carton 4 dépêches d'actualité mai 1979- aout 1980 Ephémérides du mois d'avril 1980

Tables des matières

Remerciements	3
Sommaire	4
Introduction	6
<i>Choix du sujet</i>	6
<i>L'histoire du chiisme et du pouvoir en Irak : une relation mitigée</i>	8
<i>Aperçu historiographique sur l'histoire de l'Irak contemporain</i>	11
<i>Les sources utilisées</i>	13

Première partie :

Le clergé chiite et le Baath : « De la confrontation pacifique à la confrontation sanglante »

I - Un contexte tendu avant la révolte	15
A - Le clergé chiite face au recul du religieux dans la société	15
a – La montée du communisme en Irak	15
b – Le clergé chiite : entre quiétisme et prise de position	17
B - Du religieux à l'activisme politique	19
a – <i>Al Da'wa el islamiyya</i> : premier parti politique chiite irakien	19
b – <i>Jama'at al Ulama fi Najaf</i> , l'organisation des religieux	22
c – Muhammad Bakr al Sadr : de l'engagement au retrait	25
C - Confrontation avec le Baath	27
a – Des mesures restrictives contre le clergé chiite	27
b – La confrontation entre le Baath et le <i>marja'</i> Mohsen el Hakim	29
c – La sévère répression du Baath contre le parti <i>al Da'wa</i>	31

II - La révolte du 5-6 février : l'émergence d'une nouvelle force spontanée	33
A - Déroulement de la révolte	33
a – Comment la révolte s'est-elle déclenchée ?	34
b – Radicalisation de la manifestation	36
B - Interprétation et réponse du Baath	37
a – Hésitation entre la piste d'un complot organisé de l'extérieur...	38
b - ...où la volonté de minimiser l'évènement	39
c – Mise en place d'un tribunal révolutionnaire spécial	40
III - Le temps de l'apaisement	41
A - Utilisation des références religieuses	41
a – La nécessité pour le Baath de définir sa position du religieux	41
b – Les visites officielles : moyen d'encadrer et de surveiller les chiïtes	43
c – Utilisation des références religieuses chiïtes dans la construction d'une nouvelle identité irakienne	45
B - Contrôle et surveillance des chiïtes dans les appareils d'Etat	46
a – Intégration de chiïtes au sein du CCR	46
b – Des mesures pour mieux contrôler les chiïtes au sein de l'armée	47
Conclusion	49

Deuxième partie :

Les conséquences de la révolution islamique sur l'activisme chiïte irakien

I - Les conséquences de la révolution islamique iranienne en Irak	52
A - L'émergence de Muhammad Bakr al Sadr comme figure de l'opposition	52
a – Le soutien de Muhammad Bakr al Sadr à Khomeiny	52
b – <i>Al Islam Yaqud el Hayat</i> : la théorisation de l'idée	

d'un Etat islamique_____	54
B - L'activisme de la <i>Da'wa</i> _____	57
a – Le « mouvement d'allégeance » : à la recherche d'un « Khomeiny d'Irak »_____	57
b – Les activités de la <i>Da'wa</i> _____	61
c – Muhammad Bakr al Sadr, figure de l'opposition malgré lui ?_____	63
II - Saddam Hussein président : un tournant pour l'activisme chiite_____	64
A - Fin des troubles et isolement de Muhammad Bakr al Sadr_____	64
a – L'arrivée brutale de Saddam Hussein au pouvoir_____	64
b – Mise en résidence surveillée de Muhammad Bakr al Sadr_____	66
B - Nouvelle stratégie de la <i>Da'wa</i> : violences individuelles et actes terroristes_____	68
a – Une organisation désorganisée ?_____	68
b – L'attentat à Kerbela_____	70
III - La mort de Muhammad Bakr al Sadr et ses conséquences_____	71
A – Le tournant d'Al Mustansiriya_____	71
a – La tentative d'assassinat de Tarek Aziz_____	71
b – Les conséquences de la mort de Muhammad Bakr al Sadr sur l'activisme chiite irakien_____	73
B - Conséquences de la mort de Muhammad Bakr al Sadr à l'étranger_____	75
a – Le silence en Occident_____	75
b – Des tensions avec l'Iran. Est- ce l'événement qui a précipité la guerre Irano-irakienne ?_____	76

Conclusion	78
Inventaire des sources	80
Bibliographie	82
Annexes	84
Tables des annexes	85
Annexe 1 : Glossaire	86
Annexe 2 : Webographie	87
Annexe 3 : Tableau des événements relatifs à la communauté chiïte en Irak de 1977 à 1980	88
Tables des matières	123